# LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION: 32 pages de programmes et de commentaires

**DERNIÈRE ÉDITION** 



Le rejet par FO de l'accord sur le temps de travail

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13736 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

**DIMANCHE 26-LUNDI 27 MARS 1989** 

Premier succès pour la Maison Blanche

## Accord entre M. Bush et le Congrès Une approche

≟es Etats-Unis réapparaissent sur la scène centraméricaine à pas feutrés. L'annonce, per M. George Bush, d'un accord entre la Maison Blanche et le Congrès sur l'octroi d'une aide humanitaire à la Contra antisandiniste représente un succès de politique intérieure pour le président américain. Son prédécesseur, Ronald Reagan, avait accumulé, sur ce sujet, les rebuffades du Congrès, et, dans la région, les échecs politiques, que ce soit au Nicaragua, au Panama ou au Salvador. Devant cet héritage désastreux, la nouvelle équipe tente une approche plus pragmatique, tout en réaffirmant son intérêt pour cette « arrière-cour » des Etats-Unis face à l'Union soviétique, qui se voit sommée de mettre un frein à ses livraisons d'armes.

pragmatique

L'octroi de cette aide humanitaire intervient un mois après l'accord des cing chefs d'Etat d'Amérique centrele prévoyant la démobilisation des « contras » en échange de réformes démocratiques au Nicaragua. Washington, après une longue période d'immobilisme, n'est plus en contradiction avec ce nouveau point du plan de paix signé en août 1987. Le président hondurien José Azcona a précisé que ce soutien financier aux rebelles était nécessaire pour la sécurité du pays qui les accueille. Le gouvernement sandiniste a luimême réagi avec prudence, laissant le « bénéfice du doute » aux Etats-Unis. et se bornant à qualifier leur décision d'« d'ambiguê ». Car l'échéance nouvelle qui est fixée pour cette aide humanitaire coîncide avec les élections générales prévues su Nicaragua pour

février 1990.

Blanche et le Congrès soient parvenus à un accord laisse entière une question essentielle : que se passera-t-il si les dirigeants sandinistes ne respectent pas leurs engagements et si la campagne électorale au Nicaragua ne se déroule pas - aux yeux des Américains - dans des conditions « démocratiques » ? Logiquement, la Maison Blanche devrait alors chercher à réarmer la Contra, mais est hautement douteux que le Congrès accepte de la suivre sur ce chemin. D'autant moins que ceux que le président Reagan appelait les « combattants de la liberté » sont en butte à des critiques concernant certaines violations des droits de l'homme.

De toute manière, selon une opinion très largement partagée à Washington, l'aide militaire est morte et enterrée, et la Contra ne représente donc plus de vraie menace, même à terme, pour le régime sandiniste.

e président nicaraguayen Daniel Ortega n'ignore nullement cette réalité et peut être tenté d'en profiter, surtout si les autres pays de l'isthme, avec le changement des équipes au pou-voir au Salvador, bientôt à Panama, et à la fin de l'année au Honduras, risquent de perturber le fragile équilibre qui prévalait autour du processus de paix.

Reste, pour les responsables de l'administration américaine et du Congrès, à espérer que Moscou d'une part, la déconfiture économique du Nicaragua d'autre part, qua à respecter leurs engagements. Faute de quoi, le « succès » d'aujourd'hui se transformerait. pour Washington, en un échec...



Deux organisations syndicales seulement ont signé l'accord sur l'aménagement du temps de travail, la CGC, le 21 mars, et la CFDT, le 24 mars. FO ayant rejoint le camp du refus avec la CFTC et la CGT, la CFDT se pose ainsi en interlocuteur du patronat, amorçant une recomposition du paysage social.

Par 18 voix pour, 9 contre et 5 abstentions, le bureau national de la CFDT a décidé, le 24 mars, de signer le protocole d'accord sur l'aménagement du temps de travail, déjà approuvé le 21 mars par la CGC. « Nous avons dépassé le syndrome de 1984 », celui de l'échec des négociations sur la flexibilité, a dit M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, ajoutant: « Il y a des isolements qui sont porteurs d'avenir ». Le refus imprévu de la CFTC n'a pas plus pesé sur le choix final que l'opposition de Force ouvrière et, bien sûr, celle, habituelle, de la

Dans l'ensemble, les membres du bureau national, tout comme

les fédérations du secteur privé consultées la veille, n'ont pas été embarrassées par le contenu du texte, peu hardi il est vrai.

Si des représentants des régions se sont prononcés contre, aux côtés des fédérations Hacuitex (textile), des transports et des banques, des fédérations du secteur public, telles que les PTT et l'énergie, se sont déclarées favorables. D'importantes fédérations, comme celles de la métallurgie, de la chimie, de l'agro-alimentaire et des services, ont même souligné qu'un refus entraînerait cette fois des risques de division.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 15.)

Les répercussions de l'affaire des narcodollars

## La respectabilité suisse écornée

La révélation de l'affaire de la

Le scandale des narcodollars, qui a déjà coûté son poste au ministre de la justice, Mac Elisabeth Kopp, continue de susciter de nombreux remous en Suisse.

Le problème de l'aide à la

Contra antisandiniste, qui

avait valu à Ronald Reagan

un de ses plus cuisants échecs

face à un Congrès dominé par

les démocrates, vient de four-

nir à son successeur, M. Bush,

l'occasion d'une première vic-

toire. Aux termes d'un accord

qualifié d'«historique», la

Maison Blanche et le Congrès

ont décidé, vendredi 24 mars,

de fournir une aide «humani-

taire» de 4,5 millions de dol-

lars par mois aux Contras.

Cette aide, qui devait s'ache-

ver à la fin du mois, sera

maintenue jusqu'aux élec-

tions au Nicaragua prévues

dans dix mois. Il reste main-

tenant aux dirigeants sandi-

nistes à faire la preuve de leur

(Lire page 3 l'article

de JAN KRAUZE.)

volonté de démocratisation.

Il remet en question bien des certitudes sur la respectabilité helvétique.

A la veille de Pâques, la radio alémanique a jeté de l'huile sur le feu en reprochant au successeur de M™ Kopp au Conseil fédéral, M. Kaspar Villiger, d'avoir dissimulé des informations sur les affaires, en Allemagne, de la firme familiale de cigares pendant la dernière

de notre correspondant

connexion libanaise, le plus important réseau de recyclage de narcodollars jamais découvert en Suisse, a écorné les certitudes helvétiques. Dans un pays préservé des remous, où l'opinion se complaît candidement dans l'illusion que « ça n'arrive qu'aux autres », le choc a été brutal. La connexion libanaise a provoqué la chute de M<sup>sse</sup> Elisabeth Kopp, ministre de la justice, et révélé un monde d'affairisme insoupçonné derrière la façade respectable des institu-

Comme s'il suffisait de tirer un fil, c'est une vraie pelote qui commence à se dévider : la connexion libanaise révèle dans son sillage des combines plus anciennes, de

sombres histoires d'argent blanchi par millions dans la pénombre discrète des grandes banques, des relations qui ressemblent, à s'y méprendre, à des trafics d'influence, et même un étrange dossier de meurtre précipitamment enterré. Bref, une kyrielle de turpitudes soigneusement occultées. De mémoire d'Helvète on n'avait jamais vu cela.

Pour parvenir à cet étonnant résultat, il aura fallu la ténacité d'un juge du canton du Tessin et l'obstination de la presse. Pourtant les avertissements n'avaient pas manqué. Les banques helvétiques avaient été mises sur la sellette à propos de fonds déposés dans leurs coffres par des dictateurs déchus comme Marcos ou Duvalier. Et on ne comptait plus les affaires de blanchiment d'argent sale ayant des ramifica-tions dans la Confédération.

JEAN-CLAUDE BUHRER. (Lire la suite page 6.)

### Négociations sur la Corse

Les syndicats ont rencontré à Paris des représentants de l'administration PAGE 18

#### Les nouveaux maires

La liste des édiles élus ou réélus PAGES 8 et 9

#### Régions

Faut-il redécouper le territoire français? PAGE 10

#### Les élections en URSS

M. Boris Eltsine paraît assuré de l'emporter dans la capitale



PAGE 6

#### Les fêtes pascales

Des baptêmes d'adultes de plus en plus nombreux PAGE 11

### Le grand déballage de la mode

Le prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990 PAGE 12

#### «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Antoine Waechter invité dimanche à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 18

Le début du championnat du monde automobile

#### LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

# Le Monde

**CHAQUE MERCREDI** (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

## Formule 1 nouvelle formule

Le championnat du monde de Formule 1 automobile devait débuter dimanche 26 mars à Rio-de-Janeiro par le Grand Prix du Brésil. L'abandon du turbo et le retour aux moteurs atmosphériques ont provoqué un afflux d'engagements. Quarante voitures se disputeront les vingtsix places au départ des courses.

RIO-DE-JANEIRO de notre envoyé spécial

Le thermomètre du circuit de Jacarepagua (littéralement la

mare aux crocodiles) affiche déjà 30 degrés à l'ombre. Il est 8 heures du matin. Une activité inhabituelle règne devant les stands. Afin d'éviter des embouteillages lors des séances de qualification, la Fédération internationale du sport automobile (FISA)

de préqualification à treize voitures les nouvelles ou les plus mal

classées de la saison précédente. Une heure plus tard, le thermomètre est monté à 36 degrés. Martin Brundel et Stefano Modena (Brabham), Gregor Foitek (Eurobrun), Nicola Larini (Osella) et Bernd Schneider

(Zakspeed) ont gagné leur place en qualification. Les mécaniciens d'Onyx ont commencé à démonter les monoplaces de Stéfan Johansson et de Bertrand Gachot, qui n'ont pas pu terminer la séance de préqualification. Le premier pour un problème d'embrayage. Le second pour une suspension cassée.

Dur apprentissage pour cette nouvelle écurie, qui possède, avec Jean-Pierre Van Rossem, le commanditaire le plus original de la formule 1. Pour inscrire en énormes lettres bleu et blanc Moneytron, le nom de son invention, sur les monoplaces de Stéfan a décidé d'imposer une épreuve Johansson et de Bertrand Gachot,

il n'a pas déboursé un penny mais, grâce à son procédé, il a permis à l'écurie Onyx de gagner son budget de formule l'en jouant... à Wall Street.

L'histoire a débuté la saison dernière. Depuis 1979, Mike Earle construisait des monoplaces dans son petit atelier de Littlehampton, dans la banlieue de Londres, et les alignait en championnat d'Angleterre de formule 2, puis dans le championnat intercontinental de formule 3 000, l'antichambre de la formule 1. En 1987, il a connu la consécration en formule 3 000 avec Stefano Modena. Depuis lors, le directeur de l'écurie Onyx revait de rejoindre l'élite. Il avait même recruté Alan Jenkis, ingénieur responsabie de la voiture d'Alain Prost chez McLaren en 1984 et 1985, pour lui concevoir sa première formule 1. Hélas! il n'avait pu réunir le budget nécessaire en

GÉRARD ALBOUY. (Lire la suite page 11)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Merce, 6 dir.; Tuchrie, 700 m.; Allemogne, 2,50 DM; Autriche, 20 ach., Selgique, 40 ft.; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'hoire, 316 F CFA; Danemark, 11 kr., Espagne, 175 per., G.-B., 60 p.; Grica, 180 dr.; Mande, 80 p.; Italia, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norwiga, 13 kr.; Paya-San, 2,50 ff.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Suide, 14 cs.; Seisea, 1,80 f.; USA (NY), 1,50 \$ USA (others), 2 \$.

## Dates

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant :

André Fentaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs: Habert Beuro-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social :

Principanx secociés de la société:

Société civile

Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

geste violente du fascisme halbutiant.

Quelques heures plus tôt, ce

23 mars 1919, dans le même salon de cet

immenble bourgeois, loué pour la circons-

tance au très capitaliste Cercle des intérêts

industriels et commerciaux, cent dix-huit

hommes, jeunes et fougueux pour la plu-

part, ont entériné la création à l'échelon

national des premiers Fasci italiani di com-

par la droite nationaliste (1), le concept des

faisceaux n'est pas neuf. Le 5 octobre 1914

déjà, des syndicalistes révolutionnaires,

militant contre leur propre Parti socialiste

pour l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés

des Anglais et des Français, s'étaient

constitués en un « faisceau révolutionnaire

d'action interventionniste ». Quelques

semaines après son lancement, ce premier

mouvement trouvers un très actif supporter

- plus tard leader - en la personne d'un

Socialiste sincère, fils d'un socialiste

authentique - son père, forgeron, l'a pré-

nommé en hommage à Benito Juarez, héros

de l'indépendance mexicaine, - Mussolini,

quand naît le « faisceau interventionniste »,

est encore directeur de l'Avanti I organe

officiel du PS italien, antimilitariste et

porte-parole du neutralisme le plus absolu

dans le conflit européen. Mais la guerre

convenant mieux, finalement, à son tempé-

rament querelleur, Benito Mussolini, sur-

tout convaincu (comme beaucoup à l'épo-

que) que la révolution socialiste, appelée de

ses vœux, ne peut sortir que du combat, se

lance bientôt, à corps perdu, dans la cause

Licencié de l'Avanti! et expulsé, le

20 octobre 1914, de ce parti qu'il avait

rejoint à l'âge de dix-sept ans, au tournant

du siècle, le bouillant journaliste, qui, voici

quelques mois encore, qualifiait les va-t-

en-guerre de « traîtres à la patrie », écrit

dans son nouveau journal, Il Popolo

d'Italia (2) : « A une époque de liquidation

générale comme celle-ci (...), la propa-

gande contre la guerre est celle de la

lâcheté (...). Qu'on la laisse aux prêtres,

aux jésuites, aux bourgeois, aux monar-

« Fasci

di combattimento »

Le style, violent et grandiloquent, qu'il

affectionne et qui plaît tant, déjà, aux lec-

teurs, donne le ton des futures allocutions

enflammées du Duce... Mais, en ce

23 mars 1919, à Milan, après cette guerre

où l'Italie a fini par se jeter. Benito Musso-

lini n'est plus grand-chose. Rien qu'un

habile politicien un peu oublié dans un pays

ter à l'arrière comme on le lui offrait, il a

fait comme on dit - une bonne guerre » et

ramené quelques citations à l'ordre de

l'armée. Dans « le feu, le fer, et le sang » où

sera trempé le mythe guerrier du fascisme,

Mussolini a rencontré des hommes féroces,

icunes volontaires enthousiastes et anciens

libérés de prison en échange d'un engage-

ment au front. Ce sont les Arditi (hardis),

soldats héroïques de ces corps francs dont la

presse italienne vante, à longueur de

colonne, les exploits sanglants. Assauts à la

grenade ou au poignard, coups de main ris-

qués, ils sont volontaires pour toutes les opé-

Vêtus de noir, dague de combat au côté,

une flamme en insigne cousu sur la manche,

les Arditi – leur bannière de pirate en

rations les plus folles.

Mobilisé le 31 août 1915, refusant de res-

interventionniste.

chistes (...) ».

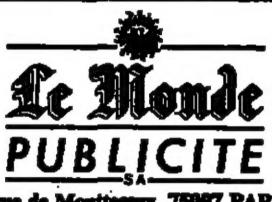
martyrise.

brillant journaliste, Benito Mussolini.

Naguère ancré à gauche, puis récupéré

battimento.

Administrateur général :
Bernard Wonts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Moniteenry, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

de - Monde -7, c. des Italiens PARIS-IN

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Reneglignements sur les microffins et index-du Monde au (1) 42-47-99-61.

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

ou 36-15 - Tapaz LM

1 2	Tel	HANCE		SUERE	PAIS vote consider
	3	365 F	399 F	504 F	708 F
	-1	720 F	762 F	972 F	1 400 F
•	-1	1 030 F	1 699 F	1494 F	2849 F
,	le	1 300 F	1 380 F	1 300 F	2650 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE:
Pour tous renseignements:
161: 05-04-03-21 (numéro vert)

Chargements d'adresse déficités ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur démande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

6 mois

Nom:
Prénom:
Adresse:

Code postal:

Localité:\_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. Il y a soixante-dix ans, en Italie

## La naissance du fascisme

T NB nuit sans lune à Milan, au re 9 témoigne - out pris goût aux violences. Ils ont pour idoles deux poètes sulfureux. Le de la piazza San-Sepolero, dans le premier, Marinetti, est le fondateur (1909) salon enfumé du premier étage, il du mouvement Futuriste, une doctrine ne reste plus que quelques jeunes gens exaltés. Soudain, l'un d'eux, grand bonesthétique qui exalte « la beauté des homme maigre, hirsute et magnifique dans machines en action, la virilité et la violence ». Filippo Marinetti, au début de son uniforme noir, tire de son fourreau un 1919, a en outre fondé, avec Ferruccio Vecoignard de combat. De l'autre main il déplie une bannière, noire elle aussi, frapchi, la première association des Arditi. Le second s'appelle Gabriele d'Annunzio, pée en son milieu d'une paire de tibias surhéros légendaire déjà, revenu du front avec montée d'une tête de mort. « Répétez après cinq médailles et un grade de colonel. Tous moi, commande-t-il. Nous jurons de défences jeunes anciens combattants ont un point dre l'Italie. Pour elle nous sommes prêts à en commun : l'ordre établi ne leur convient tuer et à mourir !- Les autres suivent, plus et ils refusent de croire que, la guerre Ferruccio Vecchi, capitaine courageax et finie, les choses puissent reprendre comme médaillé de cette première guerre mondiale avant. Bientôt, le fascisme les trouvera tout juste terminée, vient d'apporter, pour prêts. Autour de Mussolini... longtemps, sa caution et sa contribution à la

Le conflit a coûté la vie à plus d'un demimillion de jeunes citoyens. En trois ans de guerre, cent quarante mille hommes ont été promus officiers, ils ont développé, au combat, un sens profond de la camaraderie et une inextinguible haine de la classe politique qui les a envoyés au « casse-pipe » avec des armes dépassées et une logistique inopérante. Pour donner du cœur au ventre aux jeunes paysans qui forment le gros de la troupe, le gouvernement libéral a fait des promesses - « des terres et de meilleurs salaires après la victoire » - qu'il ne peut évidemment tenir, la paix venue. Bientôt deux millions et demi de conscrits démobilisés s'en vont grossir les rangs, déjà fournis, des chômeurs. Quand naissent formellement à Milan les Fasci di combattimento, le pays, croit-on, est quasiment en situation pré-révolutionnaire.

Les grèves et occupations affectent quotidiennement l'industrie mais aussi l'agriculture. En deux ans, plus de trois millions de travailleurs se sont syndiqués, les deux tiers à la CGL socialiste. Ce sont les « années rouges » qui culmineront en août 1920 avec l'occupation presque générale des usines du Nord industriel. Trois ans plus tôt, en octobre 1917, alors que l'armée italienne subissait à Caporetto la plus grave défaite de son histoire, éclatait la révolution bolchevique.

Mussolini n'a pas encore abandonné toute rhétorique socialisante. L'effigie de Marx disparaît de la manchette du Popolo. Mais, avec ce mélange de foi cynique et d'opportunisme qui le caractérise, il soutient à fond les revendications ouvrières et paysannes.

Le 11 novembre 1918, jour de l'armistice sur le front français, le futur Duce a fait un discours remarqué : « Il faut que la victoire réalise aussi à l'intérieur les autres objectifs de la guerre et d'abord la rédemption des travailleurs ».

Costume sombre de bourgeois, col blanc cassé et crâne rasé, Benito Mussolini tente de fédérer toutes ces forces disparates que le puissant Parti socialiste, notamment par une rhétorique antimilitariste, a laissées orphelines. Au-delà des milieux favorisés qui craignent l'extension, en Italie, de la révolution bolchevique, d'innombrables ouvriers sans travail et paysans sans terre ont été aliénés par le PSI, trop perçu comme une organisation qui monopolise les emplois disponibles pour ses militants. Bien sûr. c'est d'abord à ces frustrés que Mussolini veut plaire. Et, le 23 mars 1919, dans le grand salon milanais, il présente un programme démagogique, à la fois nationaliste, républicain, anticlérical et tout à fait socialisant.

Les premiers fascistes réclament l'abolition de la monarchie, du Sénat et des titres nobiliaires. Ils veulent une Constituante, la République, l'extension du droit de vote aux femmes, la nationalisation des industries d'armement, la confiscation des biens de l'Eglise et des profits illégitimes amassés pendant la guerre. Ils exigent l'expropriation des grands propriétaires et industriels, l'attribution des terres aux paysans, la cogestion dans les entreprises, l'instauration d'un salaire minimum garanti, la journée de huit heures...

Les fascistes de 1919 s'opposent donc « à toute forme de dictature » - d'abord celle du prolétariat évidemment... - ils venient « l'indépendance de la magistrature » et jurent, par la plume de leur chef, « de tout Jaire pour empêcher la censure... » Un mois plus tard, le 15 avril 1919, alors que les Fasci, dont la création est passée complètement inaperçue, groupent vaguement quelques centaines d'hommes à travers le pays une attaque est lancée à Milan contre le siège de l'Avanti!, organe socialiste dont Mussolini fut le directeur. Machines et listes d'abonnés sont détruites. C'est la première manifestation violente du fascisme. Il y en aura beaucoup d'autres.

La démocratie, dont Mussolini se



Musselini au début des aunées 1910.

réclame encore, ne lui vaut rien. Aux élections générales de novembre 1919, le directeur du Popolo, à la tête de la seule liste fasciste d'Italie, à Milan, a recueilli 4 795 voix seulement! Dans la même ville, le PSI en obtient 176 000 et le tout nouveau Parti populaire catholique (ancêtre de la démocratie chrétienne) a obtenu 74 000 suffrages. Dans un entrefilet, le lendemain l'Avanti! ironise sur le destin de son ancien compagnon: « Un cadavre a été repêché dans le fleuve. Il s'agirait de Mussolini... »

#### Violences et chantages

Tout le monde le croit fini. Les « gauchistes » abandonnent en nombre les Fasci,
et d'Annunzio, par une nouvelle action
d'éclat, paraît supplanter pour toujours le
futur Duce à la tête du nationalisme. Oh!
bien sûr, les victoires de l'Italie, nées de son
engagement dans le conflit, sont loin
d'avoir été négligeables. Son vieil ennemi,
l'Empire austro-hongrois, est démantelé
pour toujours. Sa frontière nord-est a été
avancée jusqu'à la passe du Brenner, la ville
de Trieste et une bonne part de l'Istrie ont
été annexées. Mais l'Italie voulait plus, surtout la ville de Fiume, alors possession yougoslave et peuplée de milliers d'Italiens.

Mais les alliés, reniant leur parole, ont rejeté ces revendications. La «victoire mutilée» devient alors le thème majeur de la propagande nationaliste. Gabriele d'Amunzio, le 12 septembre 1919, passe à l'action et, avec un groupe de soldats séditieux, prend possession, dans une indescriptible liesse populaire, de la cité contestée. Il s'est inscrit aux Fasci di combattimento, sa gloire servira son « cher ami » Mussolini.

Cependant, malgré son incontestable

victoire électorale, le PSI multiplie les erreurs tactiques. Alors même que d'Annunzio triomphe à Fiume (qu'il tiendra pendant plus d'un an), l'Avanti! invite le gouvernement à reconnaître la Russie soviétique et à dissoudre l'armée permanente. Enfin dernière erreur : le 1ª décembre, au Parlement de Rome, les cent cinquanto-six députés socialistes vont hucr le roi et réclamer en huriant que « vive la République socialiste! ». Manifestations et violences se succèdent. D'avril 1919 à avril 1920, il y aura cent quarante-cinq morts et quatre cent quarante-quatre blessés dans des échauffourées. Et pourtant le fascisme n'est pas encore entré en scène. Il ya renaître à la campagne...

Dans la vallée du Pô, en Emilie et en Toscane — le nord et le centre agricoles et riches de l'Italie, — petits et grands propriétaires terriens créeront de leurs demiers les premières squadri, escouades d'hommes armés chargés de maintenir l'ordre, d'empêcher les grèves et de harceler l'« ennemi socialiste ». Municipalités, syndicats, personnalités socialistes et personnalités catholiques sont régulièrement et violemment attaqués...

En juillet 1920, il y avait cent huit faisceaux sur le territoire italien. Ils sont huit cents à Noël et le double en mai 1921! Ils rassemblent tous ceux qui sont désormais hostiles au socialisme : paysans, militaires, industriels et jeunes des classes moyennes. Le 20 février 1921 est créé à Ferrare le premier syndicat fasciste. Les squadri font régner la terreur un peu partout. En deux mois, on compte quatre cents coopératives, cercles socialistes ou Bourses du travail détruits, vingt-neuf mairies ont été envahies et soixante-huit conseils municipaux contraints à la démission. Les incidents font deux cent cinquante morts. « D'ici quelques mois, peut écrire Mussolini, toute l'Italie sera à nous »...

Le 7 avril 1921, pour mettre fin au désordre généralisé et tenter de « domestiquer » le phénomène fasciste en le faisant entrer au Parlement, le premier ministre Giolitti dissout la Chambre et convoque l'électorat pour le 15 mai. A la date prévue, le « loup noir » entre dans la bergerie parlementaire avec trente-cinq députés. A trente-huit ans, Mussolini voit enfin la route du pouvoir s'ouvrir devant lui... Il a lui-même été élu deux fois, à Milan (avec 125 000 voix), et à Bologne (avec 172 000 suffrages). Il exulte. Six mois plus tard, le 9 novembre 1921, à Rome, alors que le mouvement fasciste compte maintenant trois cent vingt mille adhérents, les Fasci di combattimento laissent la place au Partito nazionale fascista (PNF).

Inutile de dire que le programme socialisant de mars 1919 est oublié! Mussolini déclare à son congrès: « Nous nous substituerons à l'Etat chaque fois qu'il se révélera incapable de combattre (...) les causes et les éléments de désagrégation intérieure. » Il ne reste plus qu'à créer le désordre et le tour est joué. Bientôt le parti tout entier est militarisé. Les squadri deviennent une véritable milice, omniprésente et brutalement efficace. L'argent vient des industriels, le matériel et les armes des militaires et de la police...

Le régime libéral agonise. Dans l'entourage même du roi Victor-Emmanuel III, on est désormais favorable à l'ordre fasciste. Le 26 octobre 1922, les « chemises noires » font parvenir au souverain l'ultimatum suivant : « démission immédiate du gouvernement ou marche fasciste sur Rome ». Vingt mille à vingt-cinq mille hommes des milices ont été mobilisés par Mussolini et menacent d'investir la capitale et ses institutions. Le chantage. Le 27 octobre, après avoir envisagé de décréter la loi martiale, le roi fait marche arrière et expédie un télégramme urgent à « Monsieur le député Mussolini ». Deux jours après, le Duce est chargé de former son premier gouvernement. L'aventure durera plus de vingt ans...

#### ans... PATRICE CLAUDE.

- Trager

174

(1) Fascio, singuiier de fasci, peut également signifier « gexbe, amas, botte, fagot » et par extension « association ». Ainsi, en 1892 apparaissent en Sicile des Fasci de travailleurs, mouvement violent qui réclame le partage des terres. Plus tard, en novembre 1917, les députés italiens favorables à l'entrée en guerre se constitueront en Fascio parlementaire de défense nationale et les Futuristes en Fasci politiques.

(2) Créé notamment grâce aux desiers de cer-

(2) Créé notamment grâce aux deniers de certains grands industriels italiens et de la France qui avait à l'époque tout intérêt à voir l'Italie entrer à sei côtés dans la guerre...

"GRAND JURY" RTL- Le Monde

ANTOINE

dimanche 13h15

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Olivier BIFFAUD (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Pierre KOHLER (RTL)

هكذا من الأصل

les Deux Grands.

centrale, sont réduites.

L'accord trouvé avec le Congrès

est incontestablement le résultat des

patientes négociations menées par le

secrétaire d'Etat et aussi du « réa-

lisme » manifesté par le président, qui a su prendre la mesure de ses

forces, qui, à propos de l'Amérique

pour la Maison Blanche a été favo-

risé par les circonstances : pour dis-

siper l'âcre fumée de la bataille livrée à propos de la nomination de

John Tower au Pentagone, les diri-

geants démocrates ont eu à coeur de

se montrer compréhensifs, d'éviter

infligeant un nouvel échec. De plus,

la situation très délicate que comait

actuellement le speaker, président

de la Chambre des représentants, le

démocrate Jim Wright, l'a dissuadé

de prendre une position en pointe.

Alors que l'an dernier il avait tout

fait pour mettre en échec la politi-

que centraméricaine de M. Reagan,

quitte à mener une étrange diploma-

tie . personnelle . avec les diri-

geants de Managua, M. Wright doit

présentement se préoccuper de

l'enquête menée sur son compte par

une commission bi-partisane de la

Chambre, qui doit déterminer si cer-

tains de ses agissements financiers

sont compatibles avec les règles. Son

siège de *speaker* est plutôt vacillant;

il n'a donc aucun intérêt à s'attirer

tenir au Honduras les «contras» qui

ne voudraient pas rentrer au Nicara-

gua - évite de faire face, pour l'ins-

tant, à un redoutable problème : que

faire de ces gens à l'égard desquels

les Etats-Unis ont reconnu une res-

ponsabilité morale, mais qu'ils ne

souhaitent guère voir se presser en

masse aux guichets de l'Immigra-

tion Service. Déjà l'arrivée de mil-

liers de réfugiés « économiques »

nicaraguayens pose de graves pro-

blèmes au Texas et en Floride, et les

Américains n'ont ancune envie

d'accueillir en plus des milliers de

JAN KRAUZE.

< soldats = perdus.

Enfin la solution retenue — main-

les foudres de l'administration.

Mais ce compromis honorable

ÉTATS-UNIS: l'aide aux « contras » du Nicaragua

### Le président Bush et le Congrès parviennent à un accord «historique»

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bush vient de remporter le premier succès de son mandat. Un succès qui est loin d'être éclatant, puisqu'il s'agit en fait d'un compromis avec le Congrès sur un sujet – la politique à l'égard du Nicaragua – à propos duquel la Maison Blanche n'a plus les mains libres depuis fort longtemps. Mais un succès appréciable, parce qu'il récompense l'approche conciliante, mais aussi persévérante, qui est celle de M. Bush et de son secrétaire d'Etat M. James Baker.

Entouré des leaders démocrates et républicains du Sénat et de la Chambre des représentants. M. Bush est apparu, vendredi 24 mars, dans la salle de presse de la Maison Blanche, pour annoucer luimême l'accord conclu afin de permettre aux « contras » de subsister - mais non de combattre jusqu'aux élections qui doivent avoir

lieu au Nicaragua en février 1990.

. ...

1884

= 2. 2.

C'est un accord « historique », a déclaré un chef de file démocrate, tandis que tout le monde se congratulait. De fait, pour la première fois depuis le début des années 80, l'exécutif et le législatif américains cessent, an moins pour un temps, de s'empoigner sur ce qui fut leur principal champ de bataille en matière de politique étrangère, et se situa au coeur de la plus grande crise du reaganisme : le scandale de l'« Irangate », cette affaire de vente d'armes clandestines à l'Iran destinée à financer l'aide à la Contra antisandiniste.

Ronald Reagan, qui avait pourtant mis toute son énergie oratoire et toute son idéologie de « défense de la liberté » an service des « contras », avait dû, au terme de nombreuses escarmouches, avouer son impuissance à faire entendre « raison - au Congrès. George Bush, conscient des limites de ses possibilités politiques, a préféré composer pour obtenir un résultat, mais un résultat modeste.

Les quelque onze mille « contras » qui campent tonjours au Honduras ne seront pas contraints à se disperser, et recevront pour subsister 4,5 millions de dollars par mois pendant dix mois. Mais cette aide pourrait être suspendue au cas où les ex-combattants antisandinistes traverseraient la frontière du Nicaragua pour y mener des opérations valuation en cours des rapports entre militaires.

Parallèlement, l'administration s'engage à soutenir les efforts « des dirigeants démocratiques d'Amérique centrale » pour parvenir à la mise en œuvre des accords dits d'« Esquipulas II », et le Congrès se réserve le droit de revoir le pro-

cessus à l'automne. De son côté, a expliqué M. Baker, l'administration n'exclut pas de demander à nouveau des crédits militaires pour les « contras » au cas où les dirigeants sandinistes ne respecteraient pas leurs promesses de - démocratisation » et de tenue d'élections libres. A l'inverse, au cas où les dirigeants du Nicaragua feraient preuve de bonne volonté des mesures d'encouragement sont prévues (en particulier une levée graduelle de l'embargo commer-

#### Avertissement aux Soviétiques

Le Nicaragua, a déclaré le président Bush, doit à présent « faire ce qu'il a continuellement refusé de faire entre 1979 et 1989 » : autoriser la démocratie à l'intérieur du pays. cesser - d'exporter la subversion et ne « pas permettre l'établissement de bases du bloc soviétique en Amérique centrale ».

M. Bush a d'ailleurs assorti ses propos d'une très ferme mise en garde à l'adresse des Soviétiques. qui n'ont « rien à faire » dans la région; ceux-ci ne sauraient donc mettre en balance leurs intérêts et ceux des Etats-Unis - toutes les tentatives faites ces dernières années par Moscou pour suggérer que Washington cesse d'aider ses protégés centraméricains en échange d'une cessation de l'aide soviétique au Nicaragua se sont heurtées à une fin de non-recevoir.

Mais M. Bush est allé plus loin en déclarant : • Le maintien des niveaux d'aide apportés actuellement par le bloc soviétique à l'Amérique centrale soulève de sérieuses questions quant à l'attitude et aux intentions soviétiques à l'égard des Etats-Unis. . Selon Washington, l'URSS a livré l'an dernier pour 515 millions de dollars d'armes à Managua. M. Bush refuse décidément de se laisser séduire par le verbe gorbatchévien. Il donne un premier apercu du résultat de la réé**A l'OTAN** 

#### **Compromis** sur la modernisation des armes nucléaires à courte portée

Bruxelles. - Les pays de l'OTAN ont trouvé un compromis sur les fusées nucléaires à courte portée (SNF, moins de 500 kilomètres) approuvant la mise au point de nouveaux engins mais reportant à plus tard la décision de les déployer. a-t-on appris, vendredi 24 mars, de sources sures.

Cet accord, intervenu à l'issue d'une réunion du groupe à haut niveau (HLG) de l'OTAN, est la conclusion de plusieurs mois de dis-cussions très difficiles entre les Alliés sur la modernisation des SNF et le remplacement des fusées Lance. Cès missiles sol-sol de 110 kilomètres de portée sont installés en Europe par l'OTAN depuis

La RFA, où des élections générales doivent se tenir en décembre 1990, était hostile à ce qu'une décision sur le remplacement des Lance soit prise avant 1991. La majorité des 88 lanceurs de ces engins que détient officiellement l'OTAN sont en effet stationnés dans ce pays. Mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne souhaitaient au contraire que l'OTAN s'engage dès cette année sur le successeur du Lance, qui deviendra obsolète en 1995.

La RFA, d'une part, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, ont donc réglé un sérieux différend, qui menaçait de gâcher le sommet prévu les 29 et 30 mai à Bruxelles pour marquer le quarantième anniversaire de l'OTAN.

Il reste à définir comment ce compromis s'inscrira dans le « concept global de désarmement et de maîtrise des armements » qui doit être adopté par les chefs d'Etat ou de gouvernement des seize pays alliés à l'occasion de ce neuvième sommet de l'OTAN.

Les ministres de la défense des pays de l'OTAN (moins la France, qui est hors de la structure militaire intégrée) entérinerout que préalable ce compromis lors de leur réunion semestrielle en groupe des plans nucléaires (GNP), les 19 et 20 avril, à Bruxelles. — (AFP.)

La fin de la visite à Paris du président du Bangladesh

#### La France « a mobilisé l'attention internationale sur notre drame » déclare M. Ershad

Le président du Bangladesh, M. Mohammed Ershad, a quitté Paris vendredi 24 mars pour Dacca, à l'issue d'une visite d'Etat de quarante-huit heures qu'il a qualifice de « mémorable et extrêmement chaleureuse . Au cours de ce séjour, le premier effectué par un chef d'Etat bangladeshi depuis l'indépendance du pays, en 1971, M. Ershad s'est entretenu avec le président François Mitterrand et avec le premier ministre, M. Michel Rocard, du projet franco-bangladeshi de contrôle des inonda-

tions au Bangladesh (le Monde du

23 mars).

Vendredi après-midi, au cours d'une conférence de presse, le président Ershad a rappelé, en quelques chiffres, les dégâts infligés à son pays par les inondations de septembre 1988; plus de mille morts. 200 000 têtes de bétail noyées, 2000 ponts détruits, 2 millions de tonnes de nourriture perdues; au total, des dégâts estimés à 2,6 milliards de dollars. Il s'est félicité de l'initiative prise alors par le président Mitterrand, qui « a permis de mobiliser l'attention internationale sur la situation dramatique du Bangladesh .. Il s'agit, a-t-il dit, d'un

« splendide exemple de coopération

avec le tiers-monde ». Interroge sur la position de l'Inde, dont on craint qu'elle ne prenne ombrage d'une initiative portant sur des fleuves dont le cours est d'abord indien, le chef de l'Etat a déclaré : - Tout dans l'étude de préfaisabilité porte à penser que les recommandations qui seront faites - un renforcement des berges, plutôt que des barrages - n'affecteront en rien la partie indienne.

Enfin. M. Ershad a appelé les milieux d'affaires français à se rendre au Bangladesh pour constater sur place les possibilités d'investissement et pour profiter de la nouvelle politique industrielle « très, très libérale ». Cela dit, les échanges commerciaux franco-bangladeshi demeurent très limités. En 1987, la France a exporté au Bangladesh pour 600 millions de francs de produits alimentaires et des grands projets financés sur protocoles (cimenterie, papeterie, centrale électrique, matériel ferroviaire). Elle a importé, la même année, pour 160 millions de francs de biens de consommation, notamment des vêtements et du cuir.

R.-P. PARINGAUX.

#### BIRMANIE

#### Arrestation d'un dirigeant étudiant

**BANGKOK** 

correspondance Les autorités de Rangoun ont

arrêté, jeudi 23 mars, M. Min Ko Naing, I'un des principaux responsables étudiants du pays. Il est accusé d'avoir, · avec des complices commis des actes « contraires à la loi et l'ordre », et de se préparer à troubler le bon déroulement du Jour des forces armées, lundi. Il aurait également pris la tête d'une quarantaine de jeunes, qui ont protesté dans la capitale contre l'arrestation, quelques jours plus tôt, de quatre ctudiants.

Toute tentative de protestation

dirigée contre le régime du général Saw Maung, l'homme fort de Birmanie, qui a pris le pouvoir le 18 septembre 1988, sera sévèrement réprimée, a déclaré vendredi à Rangoun un porte-parole du gouvernement, M. Kyaw Sann. - Les militaires n'ont pas envie de tirer, mais ils ne laisseront à aucun prix prévaloir l'anarchie » a-t-il affirmé.

M. Min Ko Naing, nom de guerre qui signifie « celui qui renverse les rois », est un étudiant en zoologie, âgé de vingt-six ans. Il est sans aucun doute le plus connu des leaders étudiants apparus lors des manifestations qui firent plus d'un millier de morts en août 1988.

#### **Nouvelles nominations**

annoncé, vendredi 24 mars, une nou- péennes et canadiennes. Le présiparole du département d'Etat, est nommé ambassadeur en Suède, où il remplacera M. Gregory Newell, M™ Margaret Tutwiler hi succédant au poste de porte-parole du département d'Etat. De même, M. William Taft, ancien soussecrétaire à la défense et arrièrepetit-fils du président William Taft, qui occupa la Maison Blanche de 1909 à 1913, est nommé ambassadeur auprès de l'Otan à la place de M. Alton Keel. Enfin l'homme d'affaires Edward Ney, viceprésident de la firme d'investissement Painwebber succédera, à Ottawa, à l'actuel ambassadeur au Canada, M. Michael Niles.

Par ailleurs le secrétaire d'Etat M. James Baker, a nommé M. Raymond Seitz - qui faisait fonction depuis cinq ans de « muméro deux » à l'ambassade américaine en Grande-Bretagne - secrétaire

Le président George Bush a d'Etat adjoint aux affaires eurovelle série de nominations. Ainsi dent Bush, changeant plans initiaux, M. Charles Redman, actuel porte- décidait de nommer, vendredi, M. Richard Solomon (l'un des responsables au département d'Etat de la définition des options politiques après avoir siégé au début des années 70 au Conseil national de sécurité où il s'occupait des affaires asiatiques), an poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique, en remplacement de M. Gaston Sigur. La Maison Blanche avait déjà désigné à ce poste, le 28 février dernier, M. Richard Armitage, l'ancien secrétaire adjoint à la défense, chargé des affaires de sécurité internationale. Il semblerait d'après les indiscrétions publiées dans la presse américaine que M. Bush a finalement décidé de garder au Pentagone M. Armitage, un ancien officier de marine. Celui-ci pourrait être nommé au poste de secrétaire à la marine. - (AFP.

#### EN BREF

**6** BULGARIE : grève de la faim. - Le dissident bulgare Ilia cial. - L'Inde a coupé, vendredi Minev, soixante-douze ans, président 24 mars, la quasi-totalité des routes de l'Association indépendante pour reliant le Népal au monde extérieur, la défense des droits de l'homme, en raison d'un différend sur le renouobserve une grève de la faim depuis deux mois, a indiqué vendredi 17 mars à Vienne le Parti socialdémocrate en exil. M. Minev, que les médecins estiment en danger de mort, veut être officiellement lavé des accusations de collaboration avec le fascisme parues dans la presse bulgare. - (AFP.)

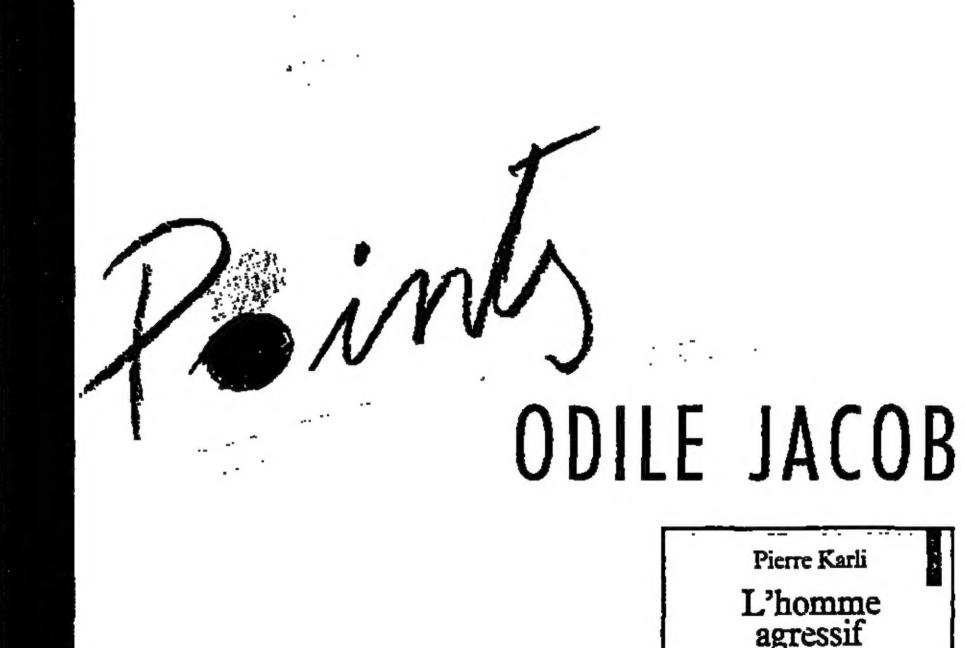
• MADAGASCAR: démission du président du parti prosoviétique AKFM. - Le pasteur Richard Andriemaniato a annoncé à Antananarivo, au cours d'une conférence de presse, sa démission du parti nationaliste prosoviétique AKFN-KDRSM, dont il était président depuis sa créstion en 1958. Une des personnalités les plus en vue de la vie politique malgache des trente dernières années, il s'était imposé un silence remarqué pendant la campagne élec-12 mars demier. Il a expliqué que son intention était de se présenter à cette élection, mais que le comité central de son parti avait décidé de soutenir la candidature du président Dictier Ratsiraka.

• NÉPAL : Blocus commerveilement des traités de commerce et de transit entre les deux pays arrivés à expiration jeudi. New-Delhi cessera également, le 31 mars, de ravitailler le royaume enclavé en huile alimentaire, sel et produits pétroliers.

• ROUMANIE : l'ambassadeur de France a regagné son poste. -L'ambassadeur de France à Bucarest, appelé en consultation à Paris jeudi 16 mars en raison de la situation en Roumanie, a regagné son poste vendredi 24 mars.

TOGO: l'ancien ministre de la justice inculpé. - M. Kpotivi Laclé, ancien ministre de la justice, démis de ses fonctions le 7 mars par le président Eyadéma, dont il était l'un des plus proches collaborateurs, a été inculpé de complicité et de tentative d'escroquerie au Loto sportif, a annoncé un communiqué officiel publié mercredi 22 mars à Lomé.

Cinq autres personnes, dont le frère de l'ancien ministre, ont été arrêtées et inculpées pour les mêmes motifs. M. Ladé a été laissé en liberté

















40 Tar (\*

Marking Trans

#### Grandes manœuvres diplomatiques

### Sommet égypto-jordano-palestinien • Visite du roi Fahd à Bagdad et au Caire

ce week-end, le président Moubarak, le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat 27 mars, le roi Fahd d'Arabie nent au lendemain de la denxième série d'entretiens palestinoaméricains de Tunis et à queiques jours de la visite que M. Moubarak doit effectuer le 3 avril aux Etats-Unis. Selon l'agence égyptierne MENA, ce sommet devrait permettre la mise sur pied d'une coordination pour tenter d'accélérer le processus de paix au Proche-Orient et la tenne d'une conférence internationale.

**NICOSIE** de notre correspondante au Proche-Orient

La création du Conseil de coopération arabe (CCA), les négociations avec l'Iran, la sécurité dans le Golfe les relations inter-arabes, dont la crise libanaise, devraient être au centre des entretiens - samedi 25 mars, à Bagdad, puis au Caire, lundi - du roi Fahd d'Arabie saoudite, qui se rend pour la première fois en Irak comme en Egypte depuis son acces-

sion au trône, en 1982. Fidèle et très important soutien de Bagdad dans sa guerre contre l'Iran, l'Arabie saoudite n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, beaucoup apprécié la création en février dernier du CCA, qui regroupe l'Irak, l'Egypte, la Jordanie et le Yémen du Nord. La participation, à l'initiative de Bagdad, du Yémen du Nord an CCA a particulièrement irrité les Saoudiens, peu désireux de voir s'émanciper un voisin historiquement turbulent et qu'ils présèrent garder sous leur ombrelle. Peu avant la création officielle du CCA, Ryad avait rouvert les négociations sur les

frontières avec Sanaa, le roi assurant les dirigeants yéménites qu'il fallait oublier le passé et régler définitivement cette question qui empoisonne les relations saoudo-yéménites. Après une première réunion le 14 février, les négociations ont

cependant tourné court. Recevant dans le même temps, à Ryad, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Abdel Méguid, les Saoudieus s'étaient étonné auprès de lui que Le Caire ait refusé l'adhésion du Soudan au CCA, arguant du fait que Khartoum pourrait faire concurrence à l'Egypte pour l'envoi de travailleurs, ajors qu'il avait accepté la participation de Sansa, qui présente la même caracté-

L'Arabie saoudite, qui se veut le rassembleur du monde arabe, avait aussi fait observer que la création du CCA, qui apparaît comme un axe antisyrien, ne pouvait que retarder le succès de sa médiation entreprise pour rapprocher Damas du Caire. La création du CCA avait notamment mis fin aux velléités saoudiennes de réunir le sommet arabe ordinaire, qui doit se tenir à Ryad, repoussé depuis 1983 en raison des divergences

Malgré tous les signes d'apaisement que leur envoie Bagdad, il ne fait pas de doute non plus que les pays du Golfe, en général, ressentent aujourd'hui quelques craintes l'égard des ambitions irakiennes. La visite du souverain saoudien à Bagdad intervient à un moment où les relations avec l'Iran, rompues à l'initiative de Ryad, connaissent un certain réchauffement. La participation d'une délégation iranienne à la récente conférence ministérielle de roci (Organisation de la conférence islamique), tenue dans la capitale saoudienne, en a été une nouvelle preuve, alors que se poursuit la médiation entreprise depuis l'été dernier, à la demande de Téhéran, par le

sultanat d'Oman. Iraniens et Saoudiens ont d'ailleurs tenu aussi à Londres une série de réunions bilatérales. qui ont buté jusqu'à maintenant sur l'engagement exigé par l'Arabie saoudite que les pèlerins iraniens s'abstiennent à l'avenir de tonte manifestation à La Mecque. L'Arabie saoudite, qui a très largement contribué financièrement au succès de Bagdad dans sa guerre contre l'Iran, encouragera sans doute le président Saddam Hussein à la modération dans les négociations de paix entreprises sous les auspices de

Le roi Fahd devrait aussi demander au président irakien de modérer ses ardeurs au Liban, l'Irak étant devenu le principal fournisseur d'armes du camp chrétien hostile à la Syrie. Lors de la visite du président Assad à Ryad en décembre dernier. le souverain saoudien avait déjà mais sans succès, tenté à la demande de la Syrie une telle démarche. Ryad. qui apparaît aujourd'hni comme le principal allié de Damas - l'Arabie saoudite a notamment refusé une demande kowertienne de faire des pressions financières sur la Syrie pour l'amener à plus de souplesse au Liban, - va sans doute chercher, à Bagdad comme au Caire, à contrecarrer ce qui apparaît comme une alliance antisyrienne. L'Arabie saoudite, qui ne fait pas partie du comité des Six de la Ligue arabe sur le Liban, négocie toutefois en coulisses avec Damas et Washington pour la recherche d'une solution. Traditionnel soutien des sunnites libanais. Ryad saurait d'autant moins se désintéresser du sort du Liban qu'elle s'inquiète à la fois de la possibilité d'émergence, à la faveur de la désintégration du pays, d'un pouvoir chite au Liban et que le conflit irako-syrien par Libanais interposés n'est pas de nature à améliorer les relations interarabes souhaitées par le roi Fahd.

FRANÇOISE CHIPAUX.

#### Réunie à Genève et parrainée par l'Irak

#### Une conférence interarabe dénonce les violations des droits de l'homme en Syrie

GENÈVE de notre envoyé spécial

Nouvel épisode de la guerre idéologique entre les deux ifères

ennemis baasistes de Bagdad et de Damas: une conférence interarabe, réunie à Genève du 21 au 23 mars. sous l'égide de l'Irak, vient de recommander la création d'un tribunal populaire arabe afin de juger le président syrien Hafez El Assad « pour les crimes qu'il a commis en Syrie, en Palestine et au Liban ». Pendant trois jours, les participants à la conférence, an nombre de

plus de deux cents, se sont relayés à la tribune pour dénoncer le « régime fasciste et sanguinaire de Damas, qui bafoue toutes les valeurs musulmanes et humaines » et le président Assad, qualifié de « bête malfaisante lächée dans la nature ». D'anciens détenus politiques syriens et palestiniens ont révélé, avec force détails, comment ils avaient été torturés dans les geôles syriennes à Damas, Palmyre et Beyrouth. Certains des témoignages étaient fort émouvants, mais n'apportaient rien de nouveau : dans un rapport rendu public en octobre 1987, Amnesty International a déjà évoqué ces pratiques et établi, à partir de déclarations faites par d'anciens détenus, une liste de trente-huit « méthodes

de torture et mauvais traitements ». Ces dénonciations intervenant au cours d'une conférence commanditée par l'Irak, lui-même mis gravement en cause par Amnesty International pour ses nombreuses violations des droits de l'homme, out créé chez certains une impression de malaise, ce qui a probablement amené plusieurs des invités à souhaiter que soient également condamnées les atteintes aux droits de l'homme dans les autres pays

L'appellation même de la conférence dite de « solidarité avec les peuples de Syrie, de Palestine et du certaine ambiguité sur les objectifs ie la réunion. Depuis la fin des combats entre l'Iran et l'Irak, les Irakiens sont devenus plus actifs dans le monde arabe en général et au Liban en particulier, et semblent estimer que le moment est venu de régler certains comptes avec le Baas syrien qui a aidé « l'ennemi ira-

Dans cette entreprise, l'OLP, qui a de son côté de multiples raisons de se plaindre du comportement syrien apporte son plein appui à Bagdad Mais elle était absente de la rénnion de Genève où les Palestiniens étaient représentés par des cadres moyens du Fath. Certains d'entre eux ont eu d'ailleurs du mal à dissimuler leur mécontentement devant le peu de place accordé à leurs dénonciations des Israéliens.

L'ennemi numéro un à Genève était bel et bien le président Assad et l'un des principaux membres du comité organisateur de la conférence, M. Chebli Ayssami, un ancien dirigeant du Baas syrien, actuellement secrétaire général adjoint du commandement panarabe du Baas irakien, avait donné le ton en affirmant dans son discours inaugural quz « le régime syrien a tué plus de Palestiniens et de Libanais qu'Israël ». Une affirmation reprise par la plupart des représentants des organisations de l'opposition syrienne à l'étranger. Fait significatif : le nom du Baas syrien n'a pas été pronoucé une seule fois par les différents orateurs, qui semblaient ainsi, avec une étrange unanimité, épouser la thèse de Bagdad seion laquelle il n'y a qu'un seul Baas, celui qui règne à Bagdad.

Elle prévoyait l'instauration pour

cinq ans d'un régime d'autonomie

très large, avant une négociation

sur le statut définitif de la Cisjor-

Les deux pays se renvoient la

responsabilité de cet échec, débat

qui n'a plus guère d'importance.

Car. si M. Shamir veut

aujourd'hui faire revivre le dispo-

sitif de Camp David pour trouver

une solution à la situation en Cis-

jordanie et à Gaza, l'Egypte

considère que c'est maintenant

une formule dépassée et que la

question palestinienne ne saurait

être discutée hors d'une confé-

rence internationale avec la parti-

cipation de l'OLP. De ce point de

vue, les positions des deux pays se

sont plus éloignées que rappro-

chées, évolution qui augure mai

du resserrement de leurs rela-

danie et de Gaza.

JEAN GUEYRAS.

#### LIBAN

#### Le général Aoun se dit résolu à bouter hors du pays les troupes de Damas

Les échanges d'artillerie ont repris, le vendredi 24 mars, entre forces musulmanes pro-syriennes et soldats du premier ministre chrétien, le général Michel Agun qui a juré de bouter les troupes syriennes hors du Liban. Les forces du général Aoun et les combattants druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) se sont affrontés à l'artillerie lourde sur les crêtes des collines de Souk al-Gharb, au sud-est de Beyrouth. Les obus se sont abattus sur les villages druzes. détruisant des maisons proches de la zone des combats sans. semble-t-il, faire de victimes. Les quartiers résidentiels chrétiens des alentours se sont également trouvés sous le feu des artilleurs.

A Beyrouth aussi, les combats ont repris de chaque côté de la ligne de démarcation séparant la partie occidentale - musulmane - de l'orientale - chrétienne.

Pen auparavant, alors que la capitale avait, pour quelques heures, retrouvé le calme après dix jours d'affrontements, le général Aoun avait déclaré dans une conférence de presse être déterminé à expulser les troupes syriennes du Liban.

MI

---

Rappelant que Beyrouth avait été rasée au moins huit fois au cours de son histoire, il a déclaré : « Cela ne fera aucune différence si nous devons en reconstruire une nouvelle. Cela sera la neuvième fois. » « Je n'ai pas peur de l'issue de la bataille », a-t-il ajouté, pour reconnaître : « Il est vrai que les Syriens sont plus forts militairement. (...) Mais la bataille leur coûtera cher. »

Damas a démenti toute participation aux combats, qui ont fait plus de soixante morts et plus de deux cents blessés. Mais plusieurs témoins ont assuré que des soldats syriens avaient participé aux bombardements avec des « orgues de Staline », à Beyrouth et dans les montagnes dominant les quartiers chrétiens. Le général Aoun a estimé que la bataille contre la Syrie était inévitable « car le régime syrien n'est pas conscient de ses responsabilités », et il s'est dit prêt à faire appel à une aide étrangère pour bouter les troupes syriennes hors

dn Liban.

Paris et Washington ont, pour leur part, lancé vendredi des appels à la modération. Condamnant « les tentatives de blocus (...), les bombardements de populations, la reprise des attentats », le gouvernement français estime que « la communauté des nations ne peut ni ne doit rester indifférente devant l'escalade des dangers qui menacent l'existence même du Liban ». Parallèlement, les Etats-Unis ont pressé les parties en cause de régler leurs différends par des contacts directs et non par la force. - (Reuter.

#### ALAIN FRACHON,

### Le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien

### Le Caire: un bilan mitigé

LE CAIRE

de notre correspondant

« Passable mais pourrait mieux faire. > C'est ainsi que l'on pourrait résumer le bilan que font les responsables égyptiens dix ans après la signature du traité de paix avec Israël. « Passable », car il a fallu arracher Taba de haute lutte. Un diplomate qui a participé à la longue confrontation juridico-diplomatique sur la petite plage égyptienne a estimé que l'Etat hébreu avait fait preuve dans cette affaire « du même manque de panache » qui a caractérisé le comportement du gouvernement israélien à l'égard de l'Egypte depuis la signature du traité de paix. Il y a quelques mois, un autre diplomate nous confiait excédé : « Les Israéliens soulèvent toutes sortes d'obstacles. On en est même arrivé à discuter de la tenue des baigneuses sur la plage de Taba après le retrait. »

Mais maintenant que l'affaire de Taba est close, les Egyptiens sont convaincus que l'on peut aller de l'avant à condition que le gouvernement israélien assouplisse ses positions. Pour le président Moubarak, ce « mieux » ne peut être que l'ouverture d'un dialogue entre Israël et l'OLP. « Soyez réalistes : pour faire la paix, il yous faudre tôt ou tard discuter avec Arafat. Pourquoi donc s'entêter et perdre un temps précieux? », a déclaré le rais à un groupe de journalistes israé liens à l'issue d'un entretien avec M. Ezer Weitzman, le ministre des sciences de l'Etat hébreu et l'un des artisans du traité de paix, qui est toujours chaleureusement accueilli au Caire.

Commentant le peu d'enthousiasme des Egyptiens à se rendre en Israël, M. Moubarak a estimé que ses compatriotes ne voulaient pas se rendre « dans un pays en état de guerre où, chaque jour, des hommes

sont tués de part et d'autre ». Il aurait pu ajouter que le patriarche copte orthodoxe avait interdit aux chrétiens de visiter les Lieux saints tant qu'Israëi n'aura pas rendu à l'Eglise d'Alexandrie le monastère

D'autre part, si l'homme de la rue accepte sans problème les dizaines de milliers de touristes israéliens visitant chaque année l'Egypte, il n'en va pas de même pour une bonne partie de l'intelligentsia. Toute la presse d'opposition, et même certains rédacteurs des journaux officieux sont ouvertement antiisraéliens. Quand l'ambassade se plaint de caricatures jugées féroces, les responsables égyptiens répondent : « C'est la liberté d'expression. Regardez les attaques quotidiennes contre notre ministre de l'intérieur. » Enfin. l'ordre des avocats, traditionnellement indépendant du pouvoir, brûle chaque année le drapeau frappé de l'étoile de

de Deir-Sultan à Jérusalem.

### Jérusalem: la déception après l'enthousiasme

JÉRUSALEM de notre correspondant

Profil bas, ni manifestation ni commémoration officielles : le dixième anniversaire du traité de paix israélo-égyptien est, ici, « célébré » dans la plus extrême discrétion. Rien qui vienne rappeler l'enthousiasme de ce 26 mars 1979, lorsque Menahem Begin et Anouar El Sadate signèrent, à Washington, le seul traité de paix iamais conclu entre l'Etat hébreu et l'un de ses voisins arabes - en l'occurrence, le plus puissant militairement et le plus important politiquement.

Parler d'amertame serait trop fort. « Ces dix années de paix avec l'Egypte sont une grande chose », disait cette semaine le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens (qui, il y a dix ans, vota contre les accords de Camp David). Le traité a mis fin

Abou Iyad a précisé que

MM. Mitterrand et Arafat

devraient se rencontrer en tête à

tête, mais n'a pas exclu la possibilité

que le président Hosni Monbarak et

le roi Hussein de Jordanie se joi-

gnent aux discussions. (Les chefs

d'Etat égyptien et jordanien doivent

tenir, ce week-end en Egypte, un

sommet en compagnie de M. Ara-

l'adoption par l'OLP d'une ligne

modérée - qui a déjà valu à la cen-

trale palestinienne l'ouverture d'un

président Mitterrand et M. Arafat

Depuis plusieurs mois, grace à

ALEXANDRE BUCCIANTIL

trente années de belligérance. Les arrangements de sécurité conclus entre les deux pays ont été scrupuleusement respectés. Aucun signe ne permet de penser que l'Egypte entend revenir sur un traité qui a résisté à bien des épreuves : invasion du Liban. statu quo dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza puis Intifada, pour ne citer que quelques-uns des points de friction qui émaillèrent ces dix années de relations égypto-

sraéliennes.

On est bien conscient de ce bilan à Jérusalem, et on s'en félicite. Mais on attendait plus Les relations sont trop froides ou pas assez chaleureuses, ce n'est pas ce qu'on espérait », a poursuivi M. Arens, observant que « ce dixième anniversaire aurait pu être l'occasion d'une rencontre bilatérale au plus haut niveau ». Ce ne sera pas le cas. M. Itzhak Shamir (qui s'abstint de voter les accords de Camp David) ne rencontrera pas le président Hosni Moubarak.

> Tourisme à sens unique

< Déception » est donc le mot qui revient le plus souvent à Jérusalem pour caractériser les relations entre les deux pays. Les échanges économiques sont maigres. Israël exporte chaque année pour quelques dizaines de millions de dollars. Les importations en provenance d'Egypte se montent à près de deux cent millions de dollars, mais il s'agit, pour l'essentiel, des livraisons de pétrole prévues par les accords de Camp David. Hormis une mission d'experts agricoles israéliens en Egypte, la coopération technique est nulle et la coopération culturelle inexistante. Le tourisme est à sens unique : les Israéliens vont en Egypte (72000 en 1987, moins de 10 000 en 1988, première année de l'Intifada) ; seuls quelques centaines d'Egyptiens se rendent en Israël.

La « normalisation » a achoppé, entre autres, à cette partie des accords de Camp David qui ne fut jamais appliquée : celle concernant les territoires occupés.

Lotfallah Soliman

POUR UNE HISTOIRE PROFANE DE LA PALESTINE

Pour l'auteur, au Proche-Orient, la sacralisation de la cause d'Israël par judaïsme interposé ne peut mener qu'à la sacralisation de celle des Arabes en général et des Palestiniens en particulier, par islam interposé : au terme de cette double sacralisation, il v a la folie des dieux et des hommes. Et c'est cette folic qu'il refuse d'accepter.

L. Soliman explique, d'une façon originale et convaincante, la logique d'exclusion dans laquelle s'est enfermé le mouvement sioniste, mais aussi les faiblesses et les illusions des dirigeants arabes.

Selon un dirigeant palestinien

#### M. Mitterrand pourrait rencontrer M. Arafat en avril au Caire

M. François Mitterrand pourrait rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en avril au Caire, a déclaré, vendredi 24 mars, l'un des principaux dirigeants palestiniens, Abon lyad, à Radio-France International. « Il y aura, je crois, dans un premier temps, une rencontre le mois prochain au Caire. Nous espérons qu'une rencontre à Paris aura lleu à la première occasion, mais la rencontre préliminaire aura lieu au Caire », a-t-il dit au service arabe de

Un outil de travail précieux La chronologie détaillée

des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde sio Jacuel

EN VENTE EN LIBRAIRIE



par Abou lyad, précisant qu'aucun accord n's été concis pour une rencontre Mitterrand-Arafat au Caire. S'H n'existe pius d'obstacle de principe à uns telle rencontre, ajoutnit-on, sacune décision n'a encore été prise concernant

ا حكة ا من الأصل

# Politique

### Après le deuxième tour des élections municipales

Grande Fédération de Gaston

Defferre. Charles-Emile Loo.à

l'époque, bras droit de l'ancien

maire de Marseille, l'enrôle à la

SFIO, en 1964, puis hii met le

pied à l'étrier trois ans plus tard

en le faisant désigner comme can-

didat dans le 10° canton contre un

célèbre socialiste dissident,

Daniel Matalon. A la surprise

générale. Robert Vigouroux est

élu, mais son succès est plutôt

négligé par le parti. Il en ira ainsi

de sa carrière au PS. Si, d'autre

part,il a constamment siégé au

conseil municipal, depuis 1971,

on ne lui a jamais confié que des

tâches obscures : délégué... aux

immeubles en péril puis à

ne monte pas d'un pouce dans la

hiérarchie municipale et s'occupe

des sociétés d'économie mixte. En

1983, enfin, il devient treizième

adjoint délégué à la voirie.

Qu'allait faire, au juste, Robert

Vigouroux dans le sérail politique,

lui qui n'a cessé, durant toute sa

campagne, de dénoncer les « poli-

ticiens -? L'a-t-on mésestimé

on n'a-t-il été qu'un jouet ? Piètre

orateur. l'homme ne se confie à

personne, et paraît aussi peu sen-

sible aux louanges des uns qu'aux

attaques des autres. Ses contemp-

teurs lui reprochent son mépris et

son autoritarisme de mandarin

tout autant que son manque

d'envergure politique camouflé

sous un apolitisme de circons-

tance. Ses partisans, au contraire,

mettent en évidence son sang-

froid, son don d'écoute et sa déter-

mination. Robert Vigouroux n'est

sans doute pas aussi impassible

qu'il en donne l'impression. Ses

déclarations ont montré qu'il

n'avait pas digéré les avanies que

lui a fait endurer, pendant trois

ans, Michel Pezet. En dépit de ses

affirmations, il ne manque certai-

nement pas, non plus, d'ambition.

GUY PORTE.

Comme maire de Marseille.

voici au pied du mur.

l'enfance inadaptée. En 1977,

### Marseille: le maire-mandarin au pied du mur

MARSEILLE

April to the

140 mm

Apr. ---

\*\*\* ....

Marie 19 19

Section Section

de notre correspondant régional

M. Albert Hini, un avocat de trente-neuf ans, adjoint (PS diss.) sortant, a été élu premier adjoint. La liste des vingt-neuf autres adjoints respecte l'équilibre des différentes composantes de la majorité municipale avec, notamment, deux communistes reconstructeurs et huit PS dissidents. Les huit maires de secteurs « pressentis » par M. Vigouroux et qui seront élus samedi ler avril sont MM. Jean-Claude Imbert (Groupe d'action économique et sociale) dans le 1er secteur, Jean Jacques Léonetti (PS dis.) dans le 25, Mme Simone Gallix (PS dis.) dans le 3°, MM. Yves Bonnel (AD) dans le 4. Charles-Emile Loo (PS dis.) dans le 5°, Maurice Prunetta (PS dis.) dans le 6°, Jean-Jacques Peschard (PS dis.) dans le 7º et Lucien Vassal (Rec.) dans le 8°.

Considéré comme un simple maire de transition, en mai 1986. après la mort de Gaston Defferre. M. Vigouroux commence son premier mandat « plein » avec une légitimité désormais incontestée. Si sa valeur de neurochirurgien des bôpitaux est unanimement reconnue, ses qualités d'homme politique sont plus controversées et sa personnalité énigmatique l'expose à des jugements contradictoires.

Le principal ressort de la vie de Robert Vigouroux est le goût du travail joint à une quête de la réussite. Né à Paris, le 21 mars 1923, il est arrivé, à l'âge de six ans, à Marseille, où son père, ingénieur, avait été muté. Sa jeunesse, il la passe à collectionner les titres et les podiums. Prix d'excellence au lycée Thiers, il sort major, en 1946, du très difficile concours d'internat des villes de faculté. Puis il remporte le concours de neurochirurgien des hôpitaux, créé spécialement pour lui, en

M. Robert Vigouroux a été réélu, vendredi 24 mars, maire (ex PS) de Marseille par 80 voix coutre 7 à M. Gabriel Domenech (FN), 2 à M. Pascal Posado (PC), 1 à M. Jean-Louis Tourret (app.UDF) sur 101 votants et 90 suffrages exprimés. Dans son discours d'installation, M. Vigouroux a notamment rappelé qu'il avait « voulu sue ouverture sans concession et sans confusion ».

1959 et décroche, la même année, une thèse de doctorat ès sciences sur le rhinencéphale (partie la plus archaïque du cerveau liée à l'olfaction). Il est, ensuite, nommé chef de service, en 1964 (il l'est toujours), professeur agrégé en 1976 et, enfin, professeur de clinique neurochirurgicale en 1979. - Il a été non seulement un homme de sciences, un vrai. mais aussi un praticien remorquable et un chercheur fructueux - témoigne l'un de ses anciens « poulains d'écurie », le professeur Michel Carcassonne. chef du service de chirurgie infantile de l'hôpital de la Timone.

Dans le domaine de la recherche, Robert Vigouroux a participé, pendant trente ans, aux travaux de l'équipe prestigieuse du professeur Henri Gastaud, le créateur de l'électroencéphalogra-

phie française. Il a été, aussi, le chef d'une école renommée qui a fait progresser les connaissances en neurotraumatologie. Le professeur Manrice Toga, doyen de la faculté de médecine de Marseille, qui fut également membre de l'équipe Gastaud, n'hésite pas, lui, à le présenter comme « l'un des médecins les plus doués de sa

#### Avanies et ambitions

Les aptitudes de Robert Vigouroux dans le domaine politique sont beaucoup plus discutées et ses états de service infiniment plus modestes. On le trouve, à l'origine, dans un club de réflexion, le Comité de liaison et d'information (CLI) fondé, notamment, par l'avocat Paul Lombard, dans la mouvance de la

#### M. Albert Hini, premier adjoint

M. Albert Hini, qui a été élu premier adjoint, est un avocat de trente-neuf ans. spécialiste du droit des affaires. Ce fidèle du defferrisme, qui fut, avec le député Philippe Sanmarco, l'un des principeux opposants à M. Michel Pezet, est entré au PS. en 1977. Il fut membre du secrétariat fédéral et de la commission des conflits de 1985 à 1986. Après avoir appartenu au courant Mitterrand il avait rejoint Socialisme et République (courant Chevenement), comme M. Sanmarco, en 1987, avant d'être excludu PS, le 1er mars pour s'être porté candidat sur les listes de M. Robert Vigouroux. Elu au conseil municipal de Marseille depuis 1977, il avait

occupé, à partir de 1983, les fonctions d'adjoint, déléqué à la vie associative, à l'animation et aux rapatriés. Il était, par ailleurs, trésorier de l'importante Caisse d'action sociale (CAS) du personnel de la ville de Marseille.

M. Charles-Emile Loo, qui était donné favori pour le poste de premier adjoint, a finalement préféré celui de maire du 5ème secteur (9ème et 10ème arrondissements). Il devrait également présider, au sein du conseil municipal, le groupe des socialistes dissidents (Carrefour socialiste) et être candidat, en septembre prochain, aux élections sénato-

#### Lyon: le sacre de M. Michel Noir

de notre bureau régional

- Au travail, au travail, vite et bien ! - C'est par ces mots que M. Michel Noir a commence, vendredi 24 mars, dans la soirée, son premier discours de maire de Lyon. · Les Lyonnais ont toujours de l'ambition pour leur ville, a-t-il déclaré. Lyon souhaite être l'autre capitale au cœur du réseau des grandes métropoles régionales. d'Anvers à Turin et de Hambourg à Barcelone, à la croisée des chemins de l'Europe. Lyon a tout pour réussir pourvu qu'elle rassemble son énergie, qu'elle tourne ses regards vers l'extérieur, qu'elle ne cède plus à cette tentation toujours présente de se recroqueviller sur elle-

Au premier rang du public, une quinzaine d'enfants d'une école du quartier populaire de La Duchère ont été spécialement invités par le nouveau maire pour assister à la cérémonie. D'abord tranquilles, puis agités et progressivement tenaillés par la faim, ils symbolisent à ce point « la primauté de la personne humaine » que, du coup, les tribunes sont trop petites pour accueillir l'ensemble des journalistes. • FR3 retransmet l'élection en direct tout doit être nickel -, explique M. Pierre Botton, directeur de campagne et gendre et M. Michel Noir, aux confrères refoulés dans une salle voisine du conseil municipal, peu avant que ceux-ci ne forcent finalement les barrages.

Pendant ce temps, seul à la tribune et impassible, le doyen d'âge, M. Francisque Collomb, attend le début du direct. La foule ordinaire des supporteurs patiente devant des écrans géants disposés dans l'atrium de l'hôtel de ville. Réduite à douze élus, l'UDF siège désormais à l'extrême droite de l'hémicycle. Exclusivement composé des survivants de l'ancienne équipe au pouvoir, le petit groupe est présidé par l'actuel suppléant de M. Noir, M. Roger Fenech, président de la

fédération du Rhône du CDS, Mais c'est au candidat suppléant de la première élection de M. Noir comme député du Rhône en 1978, M. Jean-Paul Bonnet, que revient l'honneur de présenter à l'assemblée le grand triomphateur du scrutin du 19 mars. M. Fenech apporte à son tour le soutien de l'UDF en concluant . bonne chance Michel .. Pas une voix ne manque en effet parmi les soixante-trois élus de la liste d'union du second tour.

- Mon cher collègue et ami, permettez-moi de vous féliciter de ce succès, déclare M. Francisque Collomb en remettant l'écharge tricolore à son successeur. Les Lyonnais sont à vos côtés et moi-même. si vous le voulez bien, je pourrois vous faire bénéficier de mon expérience et de ma sagesse. »

M. Noir confirme son choix pour le poste de premier adjoint, celui de M. Jean-François Mermet, un ingénieur de quarante-quatre ans, membre du conseil national du Parti républicain. Les principaux postes sont confiés à des proches du maire, MM. Serge Guinchard pour les finances et Henry Chabert à l'urbanisme; M. Christian Boiron, patron des laboratoires pharmaceutiques du même nom, devient responsable du développement économique et international de la ville. Le député du Rhône Jean-Michel Dubernard. longtemps partisan d'une liste d'union conduite par M. Francisque Collomb et finalement vainqueur de celui-ci dès le premier tour dans le sixième arrondissement, est chargé de l'enseignement et de la recherche (il lui a cependant manqué quatre voix de droite lors de son élection à cette fonction).

Sur l'ensemble des quinze adjoints de la nouvelle municipalité, on compte an total huit RPR, cinq divers droite et deux UDF-PR. Mais l'un des trois postes de secrétaire du conseil municipal a été attribué, au terme de cette première séance, à un jeune socialiste, à la grande surprise

JEAN-LOUIS SAUX.

### Paris: M. Chirac féminise son équipe et promeut M. Dominati (UDF)

A l'issue d'un vote sans surprise, le vendredi 24 mars, au de la Ville sur ces trois sujets. Conseil de Paris, M. Jacques capitale (le Monde du 25 mars). Il a obtenu 141 voix sur 144 suffrages exprimés. La candidate communiste, Mª Gisèle Moreau. a recueilli 3 voix. Les 18 socialistes et l'élu écologiste ont voté blanc ou nul. M. Chirac, après avoir insisté sur le « respect des droits de l'opposition », est revenu sur les trois problèmes qui ont été au cœur de la campagne : le logement, la circulation et la coopération entre les communes de toute l'agglomération parisienne. Il a demandé qu'une concertation se développe entre

e BLOIS : M. Lang rend hom-

mage à M. Sudreau. - Seul candi-

tour. - (Corresp.)

les représentants de l'Etat et ceux

Le Conseil a procédé à l'élec-Chirac a été réélu maire de la tion des vingt-huit adjoints « sectoriels » ; les vingt autres qui compléteront la municipalité seront les maires des vingt arrondissements, dont l'élection aura lieu le l= avril.

Ouatre adjoints au maire de Paris sont présentés selon leur rang: M. Jacques Dominati, président de l'UDF (Paris libertés). est promu de la troisième place à la denxième place, et chargé d'un dossier important : la circulation et les transports. M. Juppé rétrograde à la troisième place, mais il se voit confier l'emploi et la formation en plus des finances et de l'économie.

La liste des vingt-huit adjoints fait apparaître un rajeunissement et un renouvellement : douze d'entre eux font leur entrée, dont Mª Michèle Barzach. Les femmes sont plus nombreuses: sept au lieu de cinq.

Un problème demeure : le CNI de M. Jacques Féron, maire sortant du dix-neuvième, n'est plus représenté au sein de la municipalité. Si M. Féron n'obtient pas la désignation d'un membre de son parti, qui pourrait être M. Daniel Lacroix, comme vingt-huitième adjoint, il n'exclut pas de constituer un groupe distinct du Rassemblement pour Paris, avec ses six élus, au sein du Conseil de Paris.

#### Les adjoints

dat au siège de maire. M. Jack Lang a été élu, vendredi 24 mars, premier M. Jean Tibéri (Rassemblement magistrat de la ville de Blois par pour Paris - RPP), chargé de la coordination municipale: M. Jactrente-quatre bulletins en sa faveur et huit bulletins blancs. Seul manques Dominati (Paris-Libertés PL), chargé de la circulation, des quait à l'appel parmi les quarantetransports et de la voirie: M. Alain trois nouveaux conseillers M. Pierre Juppe (RPP), chargé des finances, Sudreau, maire sortant, qui avait déjà de l'économie, de l'emploi et de la annoncé sa volonté de démissionner. formation: M. Roger Romani M. Lang ne lui en a pas moins rendu (RPP), chargé de la questure de un hommage appuyé, soulignant qu'il l'Assemblée: Mme Michèle Barsuccédait à un homme « qui a zach (\*) (RPP), chargée des assumé pendant dix-huit ans cette affaires sociales et sanitaires fonction avec énergie, courage, M. Camille Cabana (\*) (RPP) dévouement et un sens aigu de l'intéchargé de l'urbanisme; Mme Nicole rêt public ». Le ministre de la culture Catala (\*) (RPP); Mme Annea souhaité que s'installe au sein du Marie Couderc (\*) (RPP), chargée conseil un esprit « d'ouverture et de de la propreté; M. Manuel Diaz respect mutuel ». Il a par la même (RPP), chargé des relations avec les occasion annoncé qu'il allait retirer ssociations patriotiques et les plaintes pour diffamation qu'il d'anciens combattants; M. Lucien Finel (PL), chargé du service techavait déposées avant le deuxième nique des eaux; M. Xavier de La Fournière (PL), chargé de toutes les questions relatives à l'administration générale, au personnel et aux L'abondance de l'actualité relations avec les organisations syndicales; M. Yves Galland (PL). nons contraint à reporter la chargé de la construction et du logechronique « Livres politiment :- M. Claude Goasquen (\*) (PL), chargé des relations interna-tionales: M. Philippe Gonion (\*) ques » d'André Laurens, à landi 27 mars (daté (RPP), chargé de la prévention et de la sécurité; Mme Marie-Thérèse 28 mars).

Laine (\*) (RPP), chargé des sports: M. Gérard Leban (\*) (RPP), chargé de l'artisanat, du commerce et de l'industrie : M. Jean Loygue (PL), chargé de la liaison entre la Mairie de Paris et l'administration générale de l'Assistance publique: Mme Gabrielle Mass (RPP), chargée de toutes les affaires se rapportant aux industries de création et aux métiers d'art: M. Hervé Mécheri (\*) (RPP), chargé de la jeunesse; Mme Jacqueline Nebout (RPP), chargée des parcs et jardins et de l'environnement: M. Dominique Pado (PL), chargé de l'enseignement ; Mme Françoise de Panafieu (RPP) chargée de la culture; M. Bernard Plasait (PL), chargé de la promotion de Paris et du tourisme : M. Bernard Rocher (RPP), chargé de l'architecture : M. Patrick Segal (\*) (RPP), chargé des handicapés; M. Jean-Charles de Vincenti (\*) (PL), chargé des fonctions de médiateur entre l'administration municipale et les usagers; M. Paul Violet (RPP). chargé des relations avec la région d'lle-de-France, ainsi qu'avec les l'agglomération parisienne.

(\*) Nouveaux adjoints.

### Saint-Gilles, la ville dont le maire est Front national

SAINT-GILLES

de notre envoyée spéciale

M. Charles de Chambrun a rapidement annoncé la couleur : prononçant son premier discours de maire de Saint-Gilles (Gard), le seul membre du Front national élu dans une commune de plus de dix mille habitants a mis en garde, vendredi 24 mars, « tous ceux qui, en leur âme et conscience, abusent du régime social français et ne sont ni plus ni moins que des voleurs ».

A l'extérieur de la mairie, deux cants personnes étaient venues acclamer les vingt et un membres de la nouvelle majorité saintgilloise. Toutefois, à 30 mètres de là, une cinquantaine d'habitants se sont également regroupés pour manifester leur émotion et leur « honte ». Quelques sifflets ont fusé. Le petit groupe, qui avait symboliquement tourné le dos à la mairie, semblait redouter moins les mesures de la nouvelle municipalité que les réactions de ceux qui « se croiraient désormais tout permis ».

Agacés par le coup de projecteur médiatique, un grand nombre de Saint-Gillois se sont repliés derrière le caractère sacré de « l'expression du suffrage universel > pour éviter toute analyse. Si, ici ou là, on se déclare « surpris » des résultats du scrutin, d'autres rappellent que la ville avait par deux fois, l'an passé, donné un avertissement : lors de l'élection présidentielle tout d'abord, 37 % des électeurs avaient accordé leurs suffrages à M. Jean-Marie Le Pen : ensuite à l'automne, M. de Chambrun, déjà en lice aux cantonales, avait recueilli 40 % des voix au second tour, face à M. Louis Girard (divers droite), conseiller général sortant et aujourd'hui ancien maire.

thèses anti-immigrés développées

par le Front national, faute de s'être adaptés à la brutale transformation de la commune due à l'arrivée massive de population étrangère. En l'espace de trente ans, cette ville a vu son nombre de résidents doubler, avec l'installation, d'une part, de nombreux rapatriés et de Français musulmans et l'arrivée, d'autre part, de plusieurs vagues d'immigrés européens et maghrébins, successivement attirés par les chantiers de l'aéroport de Nimes et du canal du Bas-Rhône, ainsi que par la proximité de la zone industrielle de Fos-sur-Mer. Sans compter la main-d'œuvre saisonnière agri-

#### La « symbolique culturelle »

Certains responsables de la communauté musulmane, tels que M. Hafid Nasri, au nom des harkis, ou M. Houchairne Mohamed, au nom des Maghrébins, accusent certains propriétaires de domaines fruitiers d'entretenir un mauvais climat entre les Français et les Arabes en faisant venir des immigrés clandestins qu'ils rémunèrent à des prix inférieurs à la normale. Tous deux ont demandé à M. de Chambrun de faire cesser ces trafics de « négriers » qui discréditent l'ensemble de la population musulmane. Toutefois. M. Paul Dourieu, ancien président de la coopérative fruitière, rejette

en bloc ces accusations. Représentant entre 25 % et 30 % de la population totale, les Maghrébins deviennent, selon certains, « trop voyants », et des Saint-Gillois de souche qui vivent là « depuis au moins deux générations > assurent que « leur » marché du dimanche matin est transformé en « souk ».

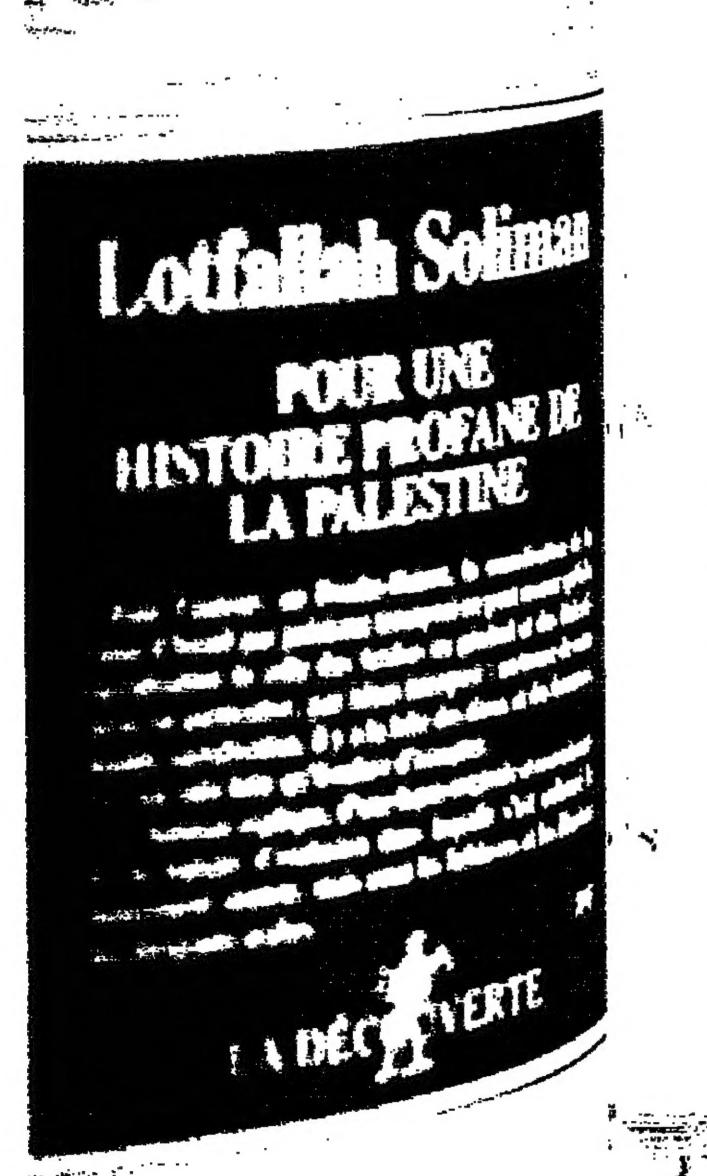
Au cours de sa campagne électorale, le candidat d'extrême droite a consciencieusement attisé ces trois brûlots que constituent l'immigration, le chômage et l'insécurité.

Car le comte Charles de Chambrun, héritier d'une vieille famille française, a choisi de se parachuter sur cette commune en raison de sa «symbolique culturelle». Agé de cinquante-huit ans, ancien secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur dans le gouvernement de Georges Pompidou. M. de Chambrun assure que «la civilisation islamiste représente le plus grand danger menacant les civilisations judéo-chrétiennes ». \\ entend faire de Saint-Gilles « un laboratoire non pas destiné à mettre en œuvre les thèses du Front national, mais pour résoudre les problèmes posés par les immigrés qui ne respectent pas les Français et les prennent pour des vaches à lait ».

Les Saint-Gillois, immigrés ou non, n'étaient pas habitués à un tel langage. Le précédent maire, M. Girard - et avant lui son père. puisque cette « dynastie » détenait les rênes de la ville presque sans interruption depuis 1930 pratiquait une « politique bon enfant ».

Toutefois, à la veille des élections municipales, pour faire barrage à l'extrême droite, M. Girard avait brouillé les cartes politiques en réussissant à diviser la droite autant que la gauche. L'ouverture de sa liste aux socialistes avait en effet suscité non seulement la constitution d'une liste du Parti communiste, mais également celle d'une liste de droite emmenée par M. Olivier Lapierre, premier adjoint RPR, lessé de la gestion « personnelle, voire autoritaire » du maire. Cas deux listes se sont maintenues au second tour, provoquant l'organisation d'une œuadrangulaire qui a favorisé l'élection de M. de Chambrun. Chacun cherche aujourd'hui. à Saint-Gilles, à en minimiser les conséquences.

V. DEVILLECHABROLLE.



### **ÉLUS**

AIN: Bourg-en-Bresse, M. Paul Morin (UDF-rad.).

Né le 29 juin 1924 à Bourg-en-Bresse (Ain), M. Paul Morin est un ancien prolesseur de mathématiques et principal adjoint de collège en retraite. Conseiller général de Bourg-en-Bresse-Nord-Centre depuis 1973, il est vice-président de l'assemblée départementale depuis 1982. Conseiller municipal de Bourg-en-Bresse depuis 1947, il figurait, en 1977, sur la liste conduite par M. Panl Barberot (UDF-CDS). battue par M. Louis Robin (PS). M. Jean Moreteau (PS), qui a pris, en cours de mandat, la succession de M. Robin, vient à son tour d'être tenu en échec par la liste conduite par M. Morin.

#### • AISNE

- Laon: M. Jean-Claude Lamant (RPR).

Né le 25 décembre 1942 à Monceaule-Waast (Aisne), professeur d'enscignement général des collèges, M. Jean-Claude Lamant est élu conseiller général du cautou de Laon-Sud en 1982 et conseiller municipal (dans la minorité) de cette commune l'année suivante. Elu, en 1986, député sur la liste conduite par M. André Rossi (UDFrad.), il est battu, en juin 1988, par M. René Dosière (PS) dans la 1ª circonscription de l'Aisne. M. Lamant a pris sa revanche sur M. Dosière le

- Saint-Quentin : M. Daniel Le Meur (PC), dép.

Né le 25 juillet 1939 à Provins (Scine-ct-Marne), M. Daniel Le Meur retrouve le fauteuil de maire dont l'avait dépossédé, il y a six ans, M. Jacques Braconnier (RPR), battu le 19 mars, et qu'il détenait depuis 1977. Métallurgiste, il siège depuis mars 1986 à l'Assemblée nationale, où il avait été élu et réélu de 1973 à 1981. M. Le Meur a été conseiller régional de Picardie de 1973 à 1986.

• ALLIER: Vichy, M. Claude Maihuret (UDF-PR).

Né le 8 mars 1950 à Strasbourg (Bas-Rhin). M. Claude Malhuret succède à M. Jacques Lacarin (UDF-PR), qui l'avait devancé aux élections législatives de juin 1988. Médecin, coordinateur des équipes médicales de Médecins sans frontières dans les camps de réfugiés cambodgiens en Thailande en 1976 et en 1977, il préside cette organisation de mai 1978 à 1981, date à laquelle il en devient le directeur. Il abandonne cette dernière fonction en 1986 lorsqu'il est nommé secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme dans le gouvernement de M. Jacques Chirac. Depuis novembre dernier, il est secrétaire national

• HAUTES-ALPES: Gap. M. Pierre Bernard-Reymond (UDF-

Né le 16 janvier 1944 à Gap (Hautes-Alpes), où il est premier adjoint depuis 1971 avant de succéder à M. Bernard Givaudan (UDF), qui ne se représen-

tait pas, M. Pierre Bernard-Reymond a commencé sa carrière auprès de M. Joseph Fontanet, ministre du travail de l'emploi et de la population. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, licencié ès sciences économiques et en sociologie, diplômé d'études supérieures de sciences politiques, il était depuis 1971 député des Hautes-Alpes quand il est entré, en 1977, dans le gouvernement de M. Raymond Barre, comme secrétaire d'Etat chargé du budget, puis des affaires européennes. Conseiller général depuis 1973, M. Bernard-Reymond a siégé à l'Assemblée de Strasbourg de 1984 à 1986, dats à laquelle il est redevenu député avant d'être battu en juin dernier.

#### ALPES-MARITIMES

- Cames: M. Michel Mouillot (UDF-PR).

Né le 2 octobre 1943 à Nice (Alpes-Maritimes), M. Michel Mouillot est diplômé d'études de droit et de marketing. Président d'Espace 3, le socteur publicité de FR 3. M. Mouillot préside parallèlement la fédération départementale du Parti républicain. Il vient d'être élu maire de Cannes après avoir pris l'avantage dans le duel serré qui l'opposait au maire sortant (RPR), M= Anne-Marie Dupuy.

- Menton : M. Jean-Claude Guibal (UDF-CDS).

Né le 13 janvier 1943 à Ajaccio (Corse-du-Sud), M. Jean-Claude Guibal est diplômé de HEC, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Ecole nationale d'administration. Délégué général, desuis 1976, de la Fédération des industries ferroviaires auprès de M. Pierre Sudreau, maire sortant de Blois, il est parallèlement rapporteur de la commission économique de l'UDF.

• ARDENNES: M. Claude Vissac (app. RPR).

Né le 13 juin 1943 à Paris, M. Claude Vissac est diplômé de l'Ecole centrale d'électronique de Paris. A la veille de son élection, le 19 mars, à la mairie de Sedan, succédant ainsi à M. Claude Demoulin (PS), qui ne se représentait pes. M. Vissac était à la tête d'un groupe industriel spécialisé dans la micro-électronique et dans la mécanique

#### BOUCHES-DU-RHONE

- Aix-en-Provence: M. Jean-François Picheral (PS).

Né le 26 février 1934 à Montpellier (Hérault), M. Jean-François Picherai s'est installé comme radiologue à Aixen-Provence en 1963. Mitterrandiste, proche de M. Louis Philibert, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, il a adhéré au nouveau PS dès sa création, où il est, depuis 1984, secrétaire fédéral à la santé. Candidat, malheureux, en mai 1986 de Gaston Defferre au poste de premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône contre le poulain de M. Michel Pezet, M. Yves Vidal, M. Picheral est éhi pour la première fois conseiller

Nous poursuivons la publication des noms des maires éins ou réélus après que leur liste l'ent emporté au second tour des municipales du 19 mars dans les 173 communes où il y avait ballottage. Aux 17 « nouveaux » maires désignés après le 12 mars (dont le Monde du 22 mars a publié la liste), s'ajoutent les noms de 66 nouveaux maires et ceux de 107 réélus après le second tour.

municipal d'Aix-en-Provence en 1971. sur la liste de M. Félix Ciccolini. Réélu en 1977, il sera premier adjoint pendant un an, jusqu'à l'annulation du scrutin et sa défaite à la tête d'une liste d'union de la gauche contre M. Alsin Joissains (UDF-rad). A nonvegu candidat aux Sections municipales de 1983 sur la iste conduite par M. Jean-Pierre Rozan (div.g.), il n'est pas élu. Entre-temps, il a conquis le siège de conseiller général du canton d'Aix-Sud-Onest en 1979. on'il a défenda avec succès en 1985. Vice-président de l'assemblée départementale, délégué à la communication puis, en 1988, président du groupe socialiste, il est, d'autre part, conseiller

- La Ciotat: M. Jean-Pierre Lafond (UDF-PR).

régional depuis 1982.

Né à Marseille le 17 février 1940, M. Lafond, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille et du collège d'Europe de Bruges (Belgique), est PDG d'une entreprise de travaux publics créée par son père à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Président de la fédération régionale des travaux publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 1981, vice-président, de la fédération nationale depuis 1985 et membre, demis la même date, de l'assemblée permanente du CNPF, il adhère au PR en 1986. Il n'avait jamais postulé à un mandat électif avant de se présenter aux élections municipales à La Ciotat et de conquérir une mairie qui était détenue par la gauche depuis un siècle et par le PCF depuis douze ans. Il hérite d'une situation économique et sociale préoccupante après la mise en liquidation des chantiers navals le 28 février dernier, qui a porté le nombre des chômeurs de la commune à 40 % de la population

- Salon-de-Provence: M. André Vallet (PS).

Né le 29 janvier 1935 en Avignon (Vancluse), M. Vallet, tombeur du sénateur et maire (CDS) de Salon-de-Provence, M. Jean Francou (qui avait succede à son père Raoul en 1957), a effectué toute sa carrière professionnelle dans l'enseignement primaire comme instituteur puis comme directeur d'école. Ancien membre de la Convention des institutions républicaines, il adhère au PS en 1971, au moment du congrès d'Épinay. D'abord membre du courant Mitterrand, il a rejoint M. Rocard en 1986. Elu conseiller général du canton de Salon en 1982 (succédant ainsi au sénateur Roger Carcassonne, qui fut son mentor politique), réch en 1988, il a accédé au poste de vice-président de l'assemblée départementale, qu'il a cumulé avec la présidence de la commission de l'enseignement. Il avait déjà été candidat, sans succès, contre M. Francou en 1977 et en

• CALVADOS: Lisieux. M= Yvette Roudy (PS), dep.

Née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde), M™ Yvette Roudy succède à M. André Bauge (RPR), qui ne se représentait pas. Successivement secrétaire pais traductrice, elle est entrée en 1965 à la Convention des institutions républicaines. Militante féministe, elle est êine en 1979 sur la liste socialiste à l'Assemblée des communantés européennes. Entrée en 1981 au gouvernement comme ministre délégué chargé des droits de la femme, êlue député du Calvados en 1986, réélue en 1988, M= Roudy est vice-présidente de la commiszion des affaires sociales de l'Assemblée nationale et elle est chargée des droits des femmes au secrétariat national du

• DROME: Montélimar. M. Thierry Cornillet (UDF-rad.).

Né le 23 juillet 1951, M. Thierry Cornillet est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon. Nommé en 1976 chargé de mission suprès de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, puis de son successeur, M. Christian Bonnet, M. Cornillet devient, en 1980, chef du cabinet de M. Jean-François Denian (UDF-PR), président du conseil général du Cher. Chargé de mission auprès de M. André Rossinot (UDF-rad.), maire de Nancy de 1981 à 1986, M. Comillet est élu, parallèlement, conseiller municipal minoritaire à Montélimar en 1983. Aux élections cantonales de 1985, il élimine M. Maurice Picq (PS), président du conseil général de la Drôme, en se faisant élire dans le canton de Montélimer-Conseiller régional depuis 1986, M. Comillet est appelé au cabinet de M. Yves Galland, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales. Vice-président du Parti radical depuis l'élection de ce dernier à la tête de ce parti en décembre 1988, M. Comillet était chargé de mission auprès de M. Paul Granet (UDF-rad.), président de la Compagnie nationale du Rhône, avant sa victoire à la mairie de Montéli-

#### • FINISTÈRE

mar face à M. Maurice Picq.

- Brest: M. Pierre Maille (PS). Né le 14 juin 1947 à Fréjus d'un père inspecteur des impôts et d'une mère institutrice, professeur de sciences physiques en classe préparatoire au lycée de Kerichen à Brest, M. Pierre Maille, après des études au lycée Louis-le-Grand à Paris puis à l'École nationale supérieure de Cachan, où il a obtenu une agrégation de physique en 1971, a pris son premier poste d'enseignant à Brest, ville qu'il n'a plus quittée. Militant socialiste depuis 1969, fidèle de M. Pierre Mauroy, il a été étn en 1977 sur la liste d'union de la ganche

conduite par Francis Le Blé,dont il fut pendant cinc ans. En juillet 1982, à la suite du décès de Francis Le Blé, président de la communanté prisine. Barra aux municinales de 1983 par M. Jacques Berthelot (RPR), il est élu conseiller général contre un RPR en 1985 dans le deuxième canton de Brest. Président du groupe des élus socialistes au sein de l'opposition au conseil municipal, il redevient maire de Brest en battant M. Georges Kerbrat (RPR), qui avait succédé à M. Berthelot en 1985.

- Quimper: M. Bernard Poignant (PS), dép.

Né le 19 septembre 1945 à Vannes (Morbihan), M. Bernard Poignant, agrégé d'histoire et de géographie, a enseigné à l'Ecole normale de Quimper et à l'université de Bretagne occidentale. Premier secrétaire de la fédération départementale du PS depuis 1978 et membre du comité directeur du PS depuis 1981, M. Poignant, rocardien, a retrouvé en juin dernier le siège de député qu'il avait occupé de 1981 à 1986. Il était conseiller minoritaire de Quimper depuis 1983 dans la municipalité que dirigeait M. Marc Bécam (RPR), qu'il vient de battre.

#### • CHRONDE

- Bègles: M. Noël Mamère (maj. prés.).

Né le 25 décembre 1948 à Libourne (Gironde), M. Noëi Mamère, licencié en droit, docteur en sciences de l'information et de la communication, a exercé le métier de journaliste à Bordeaux à FR 3 et à RMC. Entré à Antenne 2 en 1977, od il a présenté jusqu'en 1982, l'émission « C'est la vie », présentateur du journal de 13 heures en 1982, il produit depuis 1986 le massazine « Résistances ». Suppléant de M. Gilbert Mitterrand, il n'avait pas l'investiture du PS, que ce dernier avait accordé à la liste de M. Bernard Moncia (PC), maire sortant.

- Libourne: M. Gilbert Mitterrand (PS), dép.

Né le 4 février 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), M. Gilbert Mitterrand est le second fils du chef de l'Etat. Assistant en droit à l'université de Villetaneuse (Seine-Saint-1969, à la Convention des institutions républicaines. Candidat suppléant aux législatives dans le Rhône puis en Gironde, il a été élu pour la première fois député en 1981. Réélu constamment depuis lors, il siège au conseil régional d'Aquitaine et est deveru premier secrétaire de la fédération départementale du PS en 1987. Il vient de battre M. André Teurlay (UDF-PR), maire-sortant de Libourne.

- Pessac: M. Alain Rousset

Né le 16 février 1951 à Chazelles-sur-Lyon (Haute-Loire), M. Alain Rousset, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et d'études supérieures juridiques, a dirigé le cabinet de MM. André

Labarrère puis Philippe Madrelle à la présidence du conseil régional d'Aquitaine de 1980 à 1985. Devenu ingénieu à ELF-Aquitaine, il est conseiller géné M. Rousset, qui vient de battre M. Jean-Claude Daibos (RPR), a été chargé par le ministre de l'industrie, M. Roger Fauroux. d'une mission sur l'industrialisation du site de Noguères (Pyrénées-Aziantiques).

• HÉRAULT: Béziers, M. Alain Barrau (PS), dép.

Né lo 17 février 1947 à Paris, assistant à la faculté de droit de Paris, M. Alain Barran entre au PS en 1971. Président du Comité national des associations de icunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), M. Barrau devient en avril 1979 délégué national du PS aux questions européennes, puis secrétaire général de la délégation socialiste française au Parlement européen. Secrétaire de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, il entre en juin 1981 au cabinet du ministre délégué aux affaires européennes, M. André Chandernagor, et an comité directeur du PS. En octobre 1981, il entre au secrétariat national du PS, où il est chargé de la jeunesse. Elu, en juin 1986, député sur la liste conduite par M. Georges Fréche, il est réélu, en jain 1988, dans la 6º circonscription de l'Héranit (Béziers). M. Barran remplace à la mairie de Béziers M. Georges Fontès (RPR).

• ILLE-ET-VILAINE: Saint-Malo, M. René Couanau (UDF-CDS), dép.

Né le 10 juillet 1936 à Saint-Servan

...

200

10000000

Mond 4

---

The Laboratory

(Illo-et-Vilaine), M. René Couanau, licencié ès lettres, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière au ministère de l'intérieur. Successivement directeur de cabinet du préfet de la Sarthe (1968-1971), puis de celui du gouverneur de la Polynésie française (1971-1975), chef de cabinet de M. Pierre Mazeand, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (1975), de M. Christian Beallac, ministre du travail puis de l'éducation nationale (1976-1978). directeur des écoles (1978-1981), il est inspecteur général de l'administration depuis 1981 au ministère de l'éducation nationale. Il avait devancé le 12 mars le maire sortant, M. Marcel Planchais, dont il était le premier adjoint depuis 1983. Conseiller régional de Bretagne depuis 1983, il a siégé de 1986 à 1988 à l'Assemblée nationale en remplacement de M. Pierre Méhzignerie, entré au gouvernement de M. Jacques Chirac, avant d'être élu député en juin dernier.

• INDRE : Châteauroux, M. Jean-Yves Gateaud (PS), dép.

Né le 17 décembre 1949 à Oulches (Indre), M. Jean-Yves Gateand, agrégé de géographie, enseignant, a été premier secrétaire de la fédération du PS de l'Indre de 1981 à 1988. Député depuis le 12 juin dernier, M. Gateaud, conseiller municipal minoritaire depuis 1983, vient de battre M. Daniel Bernardet (UDF), maire sortant.

### RÉÉLUS

ALLIER

CDS).

- Montingon, M. Pierre Goldberg. **ALPES-MARITIMES** 

- Cagnes-ser-Mer. Mes Suzanne Sauvaigo, RPR, dép.

- Le Cannet, M. Pierre Bachelet, RPR, dép.

chel, UDF-rad. - Nice, M. Jacques Médecia,

- Grasse, M. Hervé de Fontmi-

- Vallauris, M. Pierre Donnet, app. RPR.

ARDECHE - Amonay, M. Claude Faure. RPR.

AUBE - Troyes, M. Robert Galley, RPR,

AVEYRON - Millan, M. Gérard Deruy, PS

BOUCHES-DU-RHONE - Arles, M. Jean-Pierre Camoin,

- Mariguane, M. Laurens Delenil,

- Marseille, Robert Vigouroux, PS-diss. **CALVADOS** 

- Caes, M. Jean-Marie Girault, UDF-PR, sén. CHARENTES-MARITIMES

- Saintes, M. Michel Baron, PS CORSE-DU-SUD

- Ajaccio, M. Charles Ornano, bon., sén.

COTE-D'OR - Beanne, M. Henri Moine, RPR. COTES-DU-NORD - Saint-Brieuc, M. Claude Sau-

nier, PS.

**DOUBS** Besançon, M. Robert Schwint, PS, dép. DROME

- Valence, M. Rodolphe Pesce, EURE - Evreux, M. Roland Plaisance,

**EURE-ET-LOIR** - Dreux, M. Jean Hieaux, div. d. - GIRONDE

- Talence, M. Gérard Castagnera, RPR. HERAULT

Sète, M. Yves Marchand, UDF-CDS. ISÈRE - Fontaine, M. Yannick Boulard.

JURA - Dole, M. Gilbert Barbier, UDF. LOIRE

- Firminy, M. Théo Vial-Massat, PC, dép. Saint-Etienne, M. François Dubanchet, UDF-CDS. HAUTE-LOIRE

- Le Puy, M. Bernard Jammes, UDF-PR. LOIRE-ATLANTIQUE - Orvanit, M. André Louisy, UDF-

LOT - Cabors, M. Maurice Faure, MRG, membre du Conseil constitu-

MAINE-ET-LOIRE Cholet, M. Maurice Ligot, UDF, - Sammer. M. Jean-Paul Hugot, RPR, dép. eur.

MARNE

- Châlons-sur-Marne, M. Jean Reyssier, PC - Epermay, M. Bernard Stasi, UDF-CDS, dép.

MAYENNE Laval, M. André Pincon, PS. MEURTHE-ET-MOSELLE - Lunéville, M. Guy Corbiat,

MORBIHAN - Lorient, M. Jean-Yves Le Drian - Vannes, M. Pierre Pavec, UDF.

MOSELLE - Metz, M. Jean-Marie Rausch, AD, min.

- Sarreguezines, M. Robert Pax, - Thiosville, M. Paul Souffrin, PC,

NORD - Cambrai, M. Jacques Legendre, - Lille, M. Pierre Mauroy, PS.

- Rouhaix: M. André Diligent, UDF-CDS, sén. - Saint-Pol-sur-Mer, M. Gaston Tirmarche, PS.

- Wattrelos, M. Alain Faugaret, PS. OISE - Beauvais, M. Walter Amsallem.

PYRÉNÉES-ATLANHQUES - Anglet, M. Victor Mendiboure. UDF-CDS. - Biarritz, M. Bernard Marie,

- Pau. M. André Labarrère, PS.

HAUTES-PYRÉNÉS

- Tarbes, M. Raymond Erraçaret PYRÉNÉES-ORIENTALES - Perpiguan, M. Paul Alduy,

UDF. sén. HAUT-RHIN - Colmar, M. Edmond Gerrer. UDF-CDS, dép.

RHONE: - Caluire-et-Cuire, M. Bernard Roger-Dalbert, UDF-CDS. - Givors, M. Camille Vallin, PC.

- Oullies, M. Roland Bernard, PS, - Rillenx-la-Pape, M. Marcel André, app. UDF. - Sainte-Foy-Re-Lyon, M. Jean

Salles, UDF. - Saint-Priest, M. Bruno Polga. SAVOIE:

- Aix-les-Bains, M. Gratien Ferrari, UDF-PR. HAUTE-SAVOIE: - Thouse-les-Bains, M. Paul Necraz, app. UDF-CDS.

SEINE-MARITIME: Dicope, M. Irénée Bourgois, PC. - Le Havre, M. André Duroméa

PC, dép. DEUX-SEVRES: - Niort, M. Bernard Bellec, PS. TARN-ET-GARONNE:

- Montanhan, M. Hubert Gouze, PS, dép. VAR: - Hyères, M. Léopold Ritondale,

div. d. - Saint-Raphael, M. Roné-Georges Laurin, RPR, sén. - La Seyne-sur-Mer, M. Charles Scaglia, UDF-PR.

- Six-Fours-les-Plages, M. Philippe Estève, app. UDF. - Toules, M. François Trucy, UDF-PR, sén.

- La Valette-du-Var, M. Jacques Roux, RPR. VAUCLUSE: - Carpentras, M. Jean-Claude

Andricu, UDF. VIENNE: - Poitiers, M. Jacques Santrot.

PS, dép. HAUTE-VIENNE:

- Limoges, M. Louis Longeonene. PS, sen. YONNE: Sens, M. Etienne Braun, UDF-

TERRITOIRE-DE-BELFORT: - Belfort, M. Jean-Pierre Chevenement, PS, min. PARIS. : Jacques Chirac, RPR.

dép, de la Corrèze. SEINE-ET-MARNE: Chelles, M. Charles Cova, RPR. YVELINES:

- Chatou, M. Jean-René Bonnet, - Mantes-la-Jolie, M. Pani Picard,

- Trappes, M. Paul Hugo, PC. - Vélizy-Villacoublay, M. Autoine Trani, RPR. ESSONNE:

- Palaiseau, M. Jean Paciliy, PC. - Savigny-sur-Orge, M. Jean Marsandon, RPR. HAUT-DE-SEINE:

- Anthony, M. Patrick Devedijan. RPR, dép. - Assières sur Scine, M. Michel Maurice-Bokanowski, RPR, sén.

- Bagneux, Mª Jeanine Jambu.

- Châtensy-Malahry, M. Jean Vons, PS. - Clamart, M. Jean-Pierre Foucher, UDF-CDS, dép. - Clichy, M. Gilles Catoire, PS.

- La Garenne-Colombes, M. Max Catrin, CNL - Levallois-Perret, M. Patrick Balkany, RPR, dép.

- Mendon, M. Henry Wolf, UDF-- Nauterre, Mas Jacqueline Fraysse, PC, sen. - Vauves, M. Gérard Orillard,

SEINE-SAINT-DENIS: - Aulnay-sous-Bois, M. Jean-Claude Abrioux, RPR - Clichy-sous-Bois, M. André Dechamps, PC.

- Noisy-le-Grand, M™ Françoise Richard, RPR - Noisy-le-Sec, M. Roger Gou-- Sevran, M. Bernard Vergnaud,

- Villemonable, M. Robert Calmejane, RPR, sén. - Villepinte, M. Roger Lefort,

VAL-DE-MARNE: - Orly, M. Gaston Viens, rec.

VAL-D'ORSE: - Ermont, M. Jacques Berthod,

- Montmorency, M. Albert Magarian, UDF-PR. - Samoia, M. André Cancelier, div.d. - Sarcelles, M. Raymond Lamon-

tagne, RPR

## Politique

### des élections municipales

## des maires

• ISÈRE : Bourgoin-Jallien, M. Edmond Roy (PS).

Né le 3 janvier 1932 à Jallieu (Isère), M. Edmond Roy est conseiller d'entreprise. Conseiller municipal depuis 1971 et, depuis 1972 premier adjoint du maire sortant, M. Pierre Oudot (PS), qui ne se représentait pas, M. Roy a été conseiller général du canton de Bourgoin (devenu Bourgoin-Nord) de 1976 à l'automne dernier, date à laquelle il a été battu par M. Paul Debelval (RPR).

• JURA : Lons le Samier, M. Jac-

ques Pélissard (RPR). Né le 20 mars 1946 à Lyon (Rhône) M. Jacques Pélissard, inscrit au barreau de Lons-le-Saunier, est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit commercial, d'une licence en droit et en lettres, et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Conseiller municipal de Poligny (Jura) en 1983, il est sorti victorieux, le 19 mars, de la triangulaire qui l'opposait à une liste écologiste et à celle conduite par le maire communiste sortant, M. Henri Auger. Auperavant, M. Pélissard s'était présenté en juin 1988, sans succès, aux élections législatives dans la 1 circonscription du

 LOIR-ET-CHER : Blois. M. Jack Lang (PS), min.

Né le 2 septembre 1939 à Mirecourt (Vosges), M. Jack Lang est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé de droit public, mais son activité professionnelle a été rapidement orientée vers les affaires culturelles, et singulièrement le théâtre, à Nancy d'abord puis à Paris, où il a été directeur du Théâtre du Palais de Chaillot de 1972 à 1974. Conseiller de M. Mitterrand. alors premier secrétaire du Parti socialiste, puis délégné national à l'action culturelle pour le PS, il est nommé ministre de la culture en 1981 dès l'arrivée de la ganche au pouvoir, poste qu'il conservera jusqu'en 1986 et qu'il retrouvera en mai 1988. M. Lang, élu député da Loir-et-Cher en mars 1986 et réélu en juin 1988, vient de battre M. Pierre Sudreau (app. UDF).

• LOIRE : Saint-Chamond, M. Gérard Ducarré (RPR). Né le 27 mars 1944 à Charlieu (Loire), M. Gérard Ducarré, pharmacien, est élu conseiller régional en 1986. Conseiller général du canton de Saint-Chamond-Nord en 1985, M. Ducarré a décidé d'abandonner ce mandat à la suite de son élection à la mairie de Saint-Chamond face à M. Jacques Badet (PS), afin de se mettre en conformité avec la loi sur le non-cumul des

• LOIRET : Orléans, M. Jean-Pierre Sueur (PS), dép.

Né le 28 février 1947 à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), M. Jean-Pierre Sueur est agrégé de lettres modernes, docteur ès lettres. Il a été maîtreassistant de linguistique à l'université d'Orléans de 1973 jusqu'à son élection fors des legislatives de 1981 dans 1º circonscription du Loiret. Réélu député en juin 1986 et juin 1988, M. Sueur, rocardien, vient de battre M. Jean-Louis Bernard (UDF rad.).

• LOT-ET-GARONNE - Agen: M. Paul Chollet (UDF), dep.

Né le 10 avril 1928 à Savignac-de-Duras (Lot-et-Garonne), M. Paul Chollet est docteur en médecine. Pédiatre à Agen depuis 1960, il est élu conseiller général en soût 1981, et adjoint au maire en 1983. Président de la fédération départementale de l'UDF, il est élu député le 16 mars 1986 et réélu le 12 juin 1988. Il succède maintenant à la mairie d'Agen à M. Georges Ricci (UDF), qui ne se représentait pas. - Villemenve-sur-Lot:

M. Claude Larroche (div. d.). Né le 21 mars 1938 à Villeneuve-sur-Lot, M. Charde Larroche succède M. Georges Lapeyronnie (CNI), qu s'est retiré après avoir été devancé le 12 mars. Diplômé de HEC-Toulouse et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Larroche, qui a également étudié à l'université Berkeley, dirige avec son frère une conserverie qui est la première des entreprises agro-alimentaires du département. Il avait siégé au conseil municipal de mars à juin 1983 et ne

s'était pas représenté aux élections particiles alors organisées à la suite de l'annulation du scrutin de mars. • MANCHE: Saint-Lô, M. Ber-

nard Dupuis (PS).

M. Bernard Dupuis, né le 1= mars 1937, est ingénieur agronome et directeur du service développement de la chambre d'agriculture de la Manche. Président fondateur de la jeune chambre économique de Saint-Lô en 1968, il adhère au Parti socialiste en 1975. Candidat sans succès aux cantonales de 1979 et de 1985, il entre au conseil régional en 1986. Tête de liste du PS, i est tem en échec aux municipales de Saint-Lô, en 1971, mais gagne les élections de 1977 grâce à une triangulaire. Battu en 1983, il retrouve, six ans plus tard, son siège à la mairie en sortant vainqueur du duel qui l'opposait à la liste conduite par M. François Digard (RPR), sur laquelle se présentait le maire sortant, M. Jean Patounes (UDF-

• HAUTE-MARNE

ent : M. Cyril de Rouvre (div. d.). Né le 19 décembre 1945 à Boulogne (Hauts-de-Seine), M. Cyril de Rouvre, ingénieur électronicien, est diplômé de nstitut polytechnique de sciences appliquées. Il préside le groupe de la Finan-

cière Robur, notamment propriétaire de l'écurie de formule 1 AGS et d'une société de production cinématographique. Ce groupe possède également des parts dans l'aviation (société Transair) et l'industrie sucrière. Son élection à la mairie de Chaumont, face à M. Georges Berchet (div. d.), maire sortant, constitue sa première entrée sur la scène poli-

- Saint-Dizier: M. Guy Chanfrault (PS), dép. Né le 3 septembre 1924 à Saint-Dizier (Haute-Marne), M. Guy Chanfrank est médecin dans sa ville natale. Militant socialiste depuis 1960, il était membre du comité directeur du PS de 1973 à 1977. Elu déouté le 21 juin 1981, réchi en mars 1986 et en juin 1988, il est aussi conseiller régional. Après avoir devancé, au premier tour, la liste du maire sortant, communiste, M. Marius

Saint-Dizier. MOSELLE: Forback, M. Jean-Eric Bousch (RPR), sén.

Cartier, M. Chanfrault a batto la liste

de droite, et devient ainsi maire de

Né le 30 septembre 1910 à Forbach, M. Jean-Eric Bousch, ingénieur de l'Ins-titut électrotechnique de Nancy et de l'Ecole supérieure d'électricité, est sénateur depuis juillet 1988, en remplacement de M. Jean-Marie Ransch, entré an gouvernement. Il avait déjà siègé au palais du Luxembourg de 1948 à 1974. Conseiller général de 1949 à 1973, et depuis 1976, conseiller régional depuis 1986, il retrouve son fauteuil de maire, qu'il occupait depuis 1953 et qu'il avait abandozné l'été dernier, le laissant à M. Louis Houbert pour respecter la loi sur le cumul des mandats. M. Bousch a également représenté la Moselle comme député entre 1978 et 1981.

 MEUSE: Verdun, M. Jean-Louis Dumont (PS), dép.

Né le 6 avril 1944, à Joinville-en-Woevre (Meuse), M. Jean-Louis Dumont, titulaire d'un BTS, était depuis 1975 conseiller en formation continue quand il a été élu député en 1981. Réélu en 1986 et en 1988, il a été conseiller municipal de sa commune natale de 1971 à 1977, avant de devenir adjoint au maire de Verdun. Conseiller minoritaire depuis 1983, il vient de battre M. Jacques Barat-Dupont, UDF-

• NORD

- Dunkerque : M. Michel Delebarre (PS), min. Né le 27 avril 1946 à Bailleul (Nord), M. Michel Delebarre est licencié en histoire et diplômé d'études supérieures de géographie. Dès la fin de ses études, il travaille au comité d'expansion du Nord - Pas-de-Calais, dont le président était alors M. Guy Debeyre. Il en gravit rapidement les divers échelons avant de travailler auprès de M. Pierre Maurov, dont il est successivement directeur du cabinet régional, délégué régional au développement de la ville de Lille, puis secrétaire général de cette même ville. Lors de la nomination de M. Mauroy à l'hôtel Matignon, M. Delebarre y est d'abord chargé de mission puis directeur de cabinet de 1982 à juillet 1984. Il est alors nommé ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Laurent Fabius. Elu député socialiste du Nord et conseiller régional le 16 mars 1986, il est réélu à 'Assemblée nationale le 12 juin 1988. Il devient ministre des transports et de la mer dans le gouvernement de M. Michel Rocard, avant de se voir attribuer en plus l'équipement et le logement, en février dernier. Il vient de gagner la mairie de Dunkerque en battant le sénateur Claude Prouvoyeur, CNL, rattaché administratif au RPR.

- Manhenge : M. Alain Carpentier (PS). Né le 7 juillet 1936 à Cambrai, M. Alain Carpentier, ancien instituteur, professeur de collège depuis 1961, a d'abord exercé des responsabilités syndicales dans le monde enseignant avant de s'engager dans la vie politique. Secrétaire départemental du SNI, dans le Nord, de 1969 à 1982, trésorier départemental de la FEN, M. Carpentier s'engage an Parti socialiste quand il rencontre, en 1975, M. Pierre Bérégovoy, qui vient à la conquête de la ville de Manbenge. Il travaille avec lui pour la campagne des municipales de 1977, puis pour les législatives de 1978, qui ne

s'implanter. En 1982, M. Carpentier est élu conseiller général de Maubeuge-Nord. En 1983, il conduit la liste socialiste au premier tour des municipales et la liste d'union de la ganche au second, mais sans succès. Il est réélu conseiller général en 1988 et nommé vice-président chargé des affaires économiques et de l'emploi. Le 19 mars, il emporte la mairie de Maubeuge détenue par M. Jean-Clande Decagny (PSD), à la faveur d'une triangulaire avec le Front natio-

permettent pas à M. Bérégovoy de

— Mons-en-Barged : M<sup>∞</sup> Francoise Jullien (PS). Née le 13 mars 1951 à Montdidier (Somme), M\* Françoise Jullien est timiaire d'une licence d'allemand et diplômée de l'Institut national des techniques de la documentation. Responsable, depuis 1972, du service de documentation d'une grande entreprise de vente par correspondance, elle exerce de promotion des ventes de cette même entreprise. Entrée au PS en 1976, elle est élue conseillère municipale à Monsen-Barceul en 1977, Réélue en 1983, elle occupe le poste de premier adjoint au

côté de M. Marc Wolf, le maire socia-

liste de la ville, qui lui cède son fau-teuil... au nom de l'alternance.

- Tourcoing: M. Jean-Pierre Balduick (PS), dép. Né le 15 mai 1941 à Tourcoing, M. Jean-Pierre Balduyck, employé dans l'industrie textile entre 1956 et 1960, a compté parmi les dirigeants nationaux de la Jeunesse ouvrière chrétienne entre 1963 et 1965. Cadre aux étabissements
Paul et Jean Tiberghien de 1966 à 1982
il a siégé au conseil général de 1979 à
1985 et au conseil régional depuis 1985.
Membre du comité directeur du PS, député depuis le 12 juin dernier, il vient de battre M. Stéphane Bermanx (UDF-

- Valenciemes : M. Jean-Louis Borloo (div. d.). Né à Paris le 7 avril 1951, M. Jean-

Louis Borloo a fait ses études secondaires au lycée Janson-de-Sailly à Paris avant de suivre conjointement des études d'histoire, de philosophie, de droit et d'économie et de parfaire sa formation à l'Institut supérieur des affaires et à l'université de Manchester. Avocat au barreau de Paris depuis le 11 février 1976, il fonde un cabinet d'affaires de dimension internationale. Il a eu de ce fait à travailler pour M. Bernard Tapie, est intervenu comme conseil d'Investor dans la reprise de la bijouterie Chaumet, de PSM dans le dossier de la Chapelle Darbiay, etc. M. Borloo, qui enseigne l'analyse financière à HEC-ISA, est coanteur d'un guide de subsidologie : Comment trouver aides et sinancements? Membre de la commission PME du CNPF, il p'apparaissait pas jusqu'à présent comme un homme politique. Il a cependant présidé le Nouveau contrat social d'Edgar Faure et parti-cipé à la création d'Espace libéral. En septembre 1986, il avait rédigé à l'intention de M. Madelin, ministre de l'industrie, un rapport sur l'Agence nationale de la création d'entreprise. Ayant eu à connaître Valenciennes et sa région dans le cadre de ses activités professionnelles, il est sollicité en 1987 pour reprendre la présidence de l'Union sportive de Valen-ciennes, alors à la dérive. Il a devancé dès le premier tour le maire sortant RPR. M. Olivier Marlière, qui ne s'est pas maintenu au second tour. • PAS-DE-CALAIS : Boulogne-

sur-Mer, M. Jean Muselet (div. d.). Né le 28 décembre 1921 à Boulognesur-Mer. M. Jean Muselet quitte sa ville natale pendant la guerre 39-45 et travaille dans le sud de la France comme domestique de ferme, puis bûcheron et charbonnier aux Chantiers de jeunesse. Au lendemain de la guerre, il travaille avec ses parents dans l'entreprise familiale, une épicerie, qu'il rachète ensuite à ses frères et sœurs. Responsable de cette petite entreprise, il y met en place un système de « communauté de travail » avec intéressement et participation des salariés. En 1962, il crée son premier supermarché. Depuis, l'entreprise a essaimé : M. Muselet est anjourd'hui à la tête de vingt supermarchés qui emploient, sous l'enseigne PG (prix gros), un millier de personnes sur la zone littorale du département du Pasde-Calais.

M. Musclet refuse tout attachement politique et n'a effectué que de brefs passages dans le passé au MRP et au

• BAS-RHIN: - Haguenan : M. Alphonse Hein-

Agé de quarante-neuf ans,

M. Alphonse Heinrich était professour de lettres à Haguenau avant d'être nommé en 1971 principal de collège à Marckolsheim, où, à l'occasion d'élections municipales partielles, il devient premier adjoint au maire, puis président du SIVOM. Après avoir été proviseur à Guebwiller, il revient à Haguenan pour diriger le lycée technique. Directeur d'un des principaux lycées de l'est de la France, à Strasbourg, et président de l'Office public de formation Strasbourg-Europe depuis 1984, M. Heinrich a été chargé en 1982 d'une mission auprès du recteur pour la promotion de la langue et de la culture régionales.

- Strasbourg. Mac Catherine Trautmann (PS)

Née à Strasbourg le 15 janvier 1951,

M= Catherine Trantmann est titulaire d'une maîtrise de théologie protestante, spécialiste de langue et de littérature copte. Entrée au PS en 1977, rocardienne, elle est devenue en 1978 secrétaire de la section strasbourgeoise de La Robertsau. Elle a été élue conseillère municipale en 1983 sur la liste alors conduite par le député Jean Ochler (PS). En mars 1986, elle a accepté la deuxième place - réputée impasible sur la liste du PS du Bas-Rhin aux législatives. Elue, elle a été député de mars 1986 à juin 1988. En mai 1988, elle est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, chargé des personnes âgées et des handicapés. Batine aux législatives, elle perd son siège au gouvernement. A la fin de l'année. elle est nommée présidente de la commission interministérielle de lutte contre la toxicomanis.

• HAUT-RHIN: : Mulhouse. M. Jean-Marie Bockel (PS). Né le 22 juin 1950, dans le Bas-Rhin, M. Jean-Marie Bockel est avocat an barreau de Mulhouse depuis 1973. A cette même date il adhère au Parti socialiste et implante le CERES dans le département. Elu député le 21 juin 1981 et conseiller général en mars 1982, chargé du commerce dans le gouvernement de M. Laurent-Fabius en juillet 1984, Rédu député en mars 1986, puis en juin 1988, M. Bockel devient alors président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale. M. Bockel rempiace à la mai-rie de Mulhouse M. Joseph Kiffa (UDF-PSDS), qu'il a battu au second tour dans une quadrangulaire.

• RHONE: - Bron : M. Jean-Jack Queyranne (PS), dép.

Né le 2 novembre 1945 à Lyon, M. Jean-Jack Queyranne est licencié ès lettres, diplômé d'études supérieures de sciences politiques et docteur en droit. Il èèèèmaître-assistant à l'université Lyon-II. Membre du Parti socialiste, il a été premier adjoint au maire de Villeurnanne, M. Charles Hernu, de 1977 à 1989. Conseiller général du Rhône depuis 1979, M. Queyranne entre à l'Assemblée nationale le 24 juillet 1981, M. Herna, dont il était le suppléant, ayant été nommé ministre de la désense. Réélu député en 1986 et en 1988, M. Queyranne fut le rapporteur du projet de loi sur la presse et le porte-parole du groupe socialiste dans de nombreux débats sur l'audiovisuel. M. Queyranne est aussi membre du secrétariat national du Parti socialiste et membre suppléant du bureau exécutif, porte-parole du PS. M. Queyranne remplace à la mairie de Bron un autre socialiste, M. Paul Ravel,

qui figure sur la liste qu'il conduisait. (RPR), dép. en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Michel Noir a l'abord travaillé dans une filiale du groupe Pechiney, avant d'être consulant indépendant en marketing et relations humaines. Militant gaulliste de toujours, il est délégué national à la communication de l'UDR de 1974 à 1976 avant d'entrer, en 1979, au secrétariat national du RPR. Il est élu pour la première fois conseiller municipal de Lyon en 1977. En 1983, après avoir mené campagne au premier tour contre M. Francisque Collomb, il fusionne ses listes pour le second tour avec celles du maire sortant et devient adjoint chargé des affaires économiques. Elu député en 1978, réélu en juin 1981, il fait partie des jeunes députés de l'opposition qui se particulièrement contre les nationalisaions, du gouvernement socialiste. Réélu en mars 1986, il devient ministre délégué chargé du commerce extérieur dans le gouvernement de Jacques Chirac. Il

siège à nouveau à l'Assemblée nationale depuis juin 1988. Il succède à la mairie de Lyon à M. Francisque Collomb, ses listes ayant largement devancé celles du maire sortant au premier tour. Villefranche-sur-Saône M. Jean-Jacques Pignard (UDF-

Né le 15 avril 1947 à Villefranchesur-Saône (Rhône), M. Jean-Jacques Pignard, professeur agrégé d'histoire, est appelé en 1973 au cabinet de M. Aimé Paquet, secrétaire d'Etat au tourisme, et y demeure lors de la nomination du successeur de celui-ci, M. Gérard Ducray. En 1986, il est élu conseiller régional sur la liste conduite M. Raymond Barre. Conseiller municipal minoritaire de Villefranchesur-Saône en 1983, il succède cette foisci à M. André Poutisson, maire socia-

liste sortant, qui ne se représentait pas. • HAUTE-SAONE : Vesoul.

M. Loïc Niepceron (PS) Né en 1948 à Oullins (Rhône) M. Lorc Niepceron, chargé de missions économiques et d'études financières à la trésorerie générale de la Haute-Saône, a milité à la CFDT avant de s'engager au PS. Conseiller municipal minoritaire depuis 1983, conseiller général du canton de Vesonl-Est depuis l'automne dernier, il vient de battre M. Pierre Chantelat (UDF-PR).

 SEINE-MARITIME : Le Petit-Quevilly, M. François Zimmeray

Né le 4 juillet 1961 à Paris, M. Francois Zimmeray, qui vient de battre M. Robert Pages (PC), sénateur, est diplômé de l'Institut de criminologie de Paris. Avocat, il s'était présenté sans succès aux élections cantonales de l'automne dernier qui font l'objet d'un contentieux judiciaire avec plainte pour fraude électorale. M. Zimmeray devient ainsi le plus jenne maire d'une commune de plus de 20 000 habitants.

e SOMME - Abbeville : M. Jacques Becq

PS), dép. Né le 5 avril 1924 à Yvrench Somme), M. Jacques Becq, instituteur de 1945 à 1957, a été directeur d'école primaire jusqu'en 1979. Elu conseiller général de Bernaville en 1976, puis en 1977, maire de Fienvillers jusqu'en 1983, année où il se présente sans succès aux élections municipales à Abbeville, il a été élu en 1981 député de la quatrième circonscription de la Somme (Abbeville). Après avoir échoué aux élections législatives de 1986, il a retrouvé son mandat en juin dernier. Conseiller régional depuis mars 1986, il vient de battre M. Max Lejeune (UDF-PSD).

- Amiens: M. Gilles de Robien (UDF-PR), dép.

Né le 10 avril 1941, à Cocquerel (Somme), agent d'assurances, M. Gilles de Robien était conseiller municipal d'Amiens (dans la minorité) depuis mars 1983. Elu en 1986 député sar la liste conduite par André Andinot (div. d.), il est, en juin 1988, réélu dans la denzième circonscription de la Somme. Président départemental du PR, M. de Robien, qui vient de battre M. Rooé Lamps (PC), siège au bureau politique du PR et au conseil national de l'UDF.

o TARN : Castres, M. Jacques Limouzy (RPR), dep.

M. Jacques Limouzy, après des études de droit et à l'Ecole nationale d'adminis-

tration, occupe diverses fonctions dans l'administration préfectorale avant d'être nommé en 1966 chargé de mission an cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'intérieur. Elu député UDR de la denxième circonscription du Tarn en 1967, il est réélu en 1973 et, après une élection partielle, en mai 1975. Secrétaire d'État de 1969 à 1972 auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement, puis auprès du ministre de

(PS), dép.

Né le 29 août 1926 à Castres (Taru).

conseiller municipal d'Avignon en 1983,

puis conseiller régional en 1986,

M. Ravier, rocardien, avait battu

- Cavaillon: M. Maurice Bou-

Né le 9 juillet 1925 à Saint-Maime

Le maire sortant socialiste de Cavail-

(Alpes-de-Haute-Provence), M. Man-

l'éducation nationale (1973-1974). M. Limouzy sera de nouveau secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement entre 1978 et 1981. Réélu une fois député (RPR) du Tarn en mars 1978, M. Limouzy retrouve son siège en 1986 et en 1988. M. Limouzy a déjà occupé les fonctions de maire de Castres de 1971 à 1977. VAUCLUSE - Avignon: M. Guy Ravier

Né le 29 novembre 1937 à Avignon. professeur de lettres modernes. M. Ravier est devenu conseiller général en 1979, puis vice-président du conseil

général du Vaucluse en 1982. Elu - Lyon: M. Michel Noir Né le 19 mai 1944 à Lyon. Licencié M. Jean-Pierre Roux, maire sortant RPR d'Avignon - auquel il vient de ravir la mairie - aux élections législatives de juin 1988, dans la première circonscription du Vaucluse. chet (RPR). rice Bouchet est président de l'entreprise de transports La Flèche cavaillonnaise. Il est président de la chambre de commerce et d'industrie d'Avignon et membre du bureau du comité économique et social de la région PACA. lon, M. Fernand Lombard, ne se reprébattent contre les projets de réforme,

sentait pas. M. Bouchet l'a emporté au second tour face à deux listes de gauche et à une liste FN. Orange: M. Alain Labé (PS) Né le 2 janvier 1940 à Bordeaux (Gironde), M. Alain Labé est professeur. Il était membre du conseil municipal d'Orange depuis 1977.

[M. Labé a enlevé la mairie d'Orange au RPR M. Robert Pini, qui la détensit depuis 1983.]

> SEINE-ET-MARNE : Mekan, M. Jacques Marinelli (RPR). Né le 15 décembre 1925 au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Marinelli dirige une entreprise commerciale. Ancien coureur cycliste professionnel surnommé « la Perruche», il a participé à six Tours de France et a porté sept fois le maillot jaune. Conseiller municipal de Fontainele-Port (Seine-et-Marne) en 1974, réélu en 1977, il figure, en 1983, en position non éligible sur la liste conduite par Marc Jacquet (RPR). Le 19 mars, la liste menée par M. Marinelli a pris

décédé en avril 1983. YVELINES

 Le Chesnay : M. Philippe Brillanit (div. d.). Né en 1951 à Versailles, M. Philippe Brillault, médecin, a adhéré au RPR en 1984. Il succède à M. Maurice Cointe (UDF) sur la liste duquel il vient de conserver le mandet municipal qu'il détenait depuis 1983.

l'avantage sur celle conduite par

M. Jean Malpel (RPR), maire sortant,

qui avait succédé à Marc Jacquet.

- Heuilles : M. Alain Mahiet (RPR).

Né le 6 juillet 1950 à Paris, M. Alain Mahiet, professeur d'histoire et géographie de collège, est conseiller général depuis 1982. Conseiller régional de 1985 à 1986, il avait déjà été candidat aux municipales de 1983 et à celles de 1984 consécutives à l'anuntation du scrutin de mars 1983. Il siégeait comme conseiller municipal minoritaire depuis lors. Il vient de battre M. Eugène Seleskovitch (PC). Maisons-Laffitte: M. Jacques

Myard (RPR).

Né en 1947 à Lyon, M. Jacques Myard, diplômé des facultés de droit de Lyon et de Paris-II, de l'Institut d'études politiques de Lyon et de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, est chargé de mission à la direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères. Conseiller municipal depuis 1983, candidat sans succès aux législatives de 1986, conseiller général depuis octobre dernier, il succède à M. Pierre Dupres (UDF) qui ne s'est pas représenté.

- Les Mureaux : M. Alain Etoré Né en 1938 aux Mureaux (Yvelines)

M. Alain Etoré devient directeur d'école en 1973 après avoir été instituteur pendant quinze ans. Militant socialiste depuis 1969, il était adjoint chargé des affaires scolaires puis de la vie associative, de l'information et des relations publiques. Président du groupe des élus socialistes demuis 1989, Elu conseiller général à l'automne dernier, M. Btoré a devancé au premier tour la liste du maire sortant M. Roger Le Toullec (PC) avec laquelle il a fusionné.

ESSONNE Vitry-Châtillon : M. Jeanacques Chastel (UDF-CDS) Né le 18 février 1915 à Lyon, M. Jacques Chastel est conseiller municipal depuis 1953. Membre du CDS dès sa création, conseiller général depuis 1982, il succède à M. Henri Longuet (div. d.)

qui ne s'est pas représenté.

- Yerres: M. Marc Lucas

**ÉLUS** 

Né le 3 janvier 1935 à Chateau-Thierry (Aisne), M. Marc Lucas, admi-nistrateur civil hors classe, emré au PS en 1975, maire de Yerres, retrouve un mandat qu'il a détenu de 1977 à 1983. Conseiller municipal minoritaire depuis lors, il vient de battre M. Michel Prats

(RPR). HAUTS-DE-SEINE - Bois-Colombes : M. Roger

Blinière (div. d.) Né le 10 décembre 1941 à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) M. Roger Blinière dirige le cabinet d'assurances que dirigeait sa mère depuis 1923. Elu conseiller municipal en 1983 sur la liste de M. Jean-François Probst, M. Blinière qui est également administrateur de l'office municipal HLM vient de battre ce dernier.

- Fontenay-aux-Roses :

M. Alain Moizan (RPR). Né le 24 juillet 1943 à Paris. M. Alain Moizan, directeur de deux agences photographiques, a devancé au premier tour la fiste du maire sortant UDF, M. Jean Fournier, qui s'est retiré avant le second tour. Responsable local du RPR depuis 1986, il était adioint au maire depuis 1977 et président de l'office municipal des sports depuis

 Le Plessis-Robinson : M. Philippe Pémezec (RPR).

Né le 25 septembre 1955 à Granville (Manche), M. Philippe Pémezec est délégué de l'office public HLM des Hauts-de-Seine. Il vient de battre le maire sortant M. Robert Gelly (PC). VAL-DE-MARNE : Villeneuve-Saint-Georges, M. Roger-Gérard

Schwartzenberg (MRG), dép. Né le 17 avril 1943 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), M. Roger-Gérard Schwartzenberg, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit, agrégé de droit public et sciences politiques, a enseigné à la faculté de droit et des sciences économiques

d'Orléans de 1968 à 1969. Depuis lors, il est professeur à Paris-II et, depuis 1972, à l'Institut d'études politiques de Paris. Délégué général puis vice-président, il a présidé le MRG de 1981 à 1983, date à laquelle il est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale. Elu le 10 juin 1979 à l'Assemblée des communautés européennes, il entre à l'Assemblée nationale en mars 1986 comme député du Val-de-Marne, mandat qu'il conserve en juin 1988. Il vient de battre M. Marius Faisse (div. d.).

 VAL-D'OISE - Cergy: Mme Isabelle Massin

Née le 15 novembre 1949 à Paris. diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une licence de droit (DESS de sciences politiques et DESS d'arbanisme et d'aménagement du territoire), Mme Isabelle Massin est Sainte-Honorine (Yvelines), M. Michel Rocard, de 1977 à 1981, Conseiller technique de M. Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire de 1981 à 1982, elle est, depuis 1985, membre du conseil d'administration de l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Entrée an PS en 1980, Mme Massin a été conseiller général de Cergy, de 1982 à septembre 1988, date à laquelle elle ne s'est pas représentée. Elle siégeait depuis 1983 comme conseiller municipal minoritaire à Cergy doot elle vient de battre le maire sortant divers droite, M. Pierre Jannin.

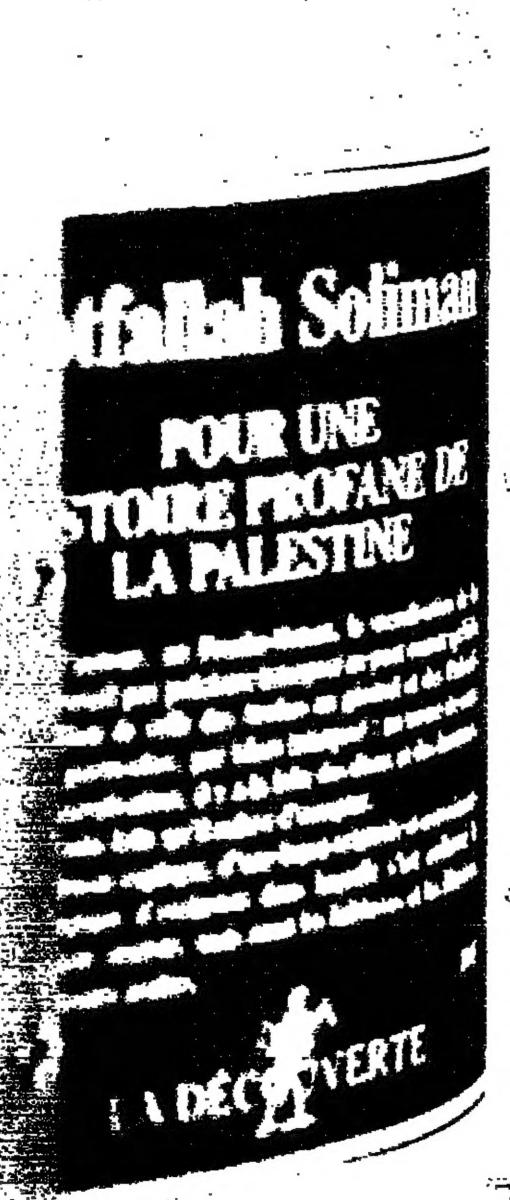
- Taverny: M. Maurice Boscavert (PS). Né le 22 avril 1942 à Paris, titulaire

d'un DUT de carrières sociales, M. Maurice Boscavert est, de 1967 à 1974, détaché par l'inspection d'académie du Val-d'Oise pour organiser des activités péri et post-scolaires d'éducation permanente. A partir de 1975, il entre au département logistique du comité interentreprises ORTF, dont il est l'actuel directeur. En 1974, il adhère au PS et devient dans le Val-d'Oise membre de la commission fédérale des conflits. Premier adjoint au maire socialiste de Taverny de 1977 à 1983, il devient conseiller municipal d'opposition en 1983 lorsque la mairie passe entre les mains d'un RPR. En 1988. M. Boscavert est élu conseiller général du canton de Taverny.

#### Deux recours en annulation

CAHORS : M. Pierre Mas (UDF) qui dirigeait au second tour la liste de l'opposition a déposé un recours en annulation du scrutin au terme duquel la liste conduite par le maire sortant, M. Maurice Faure (MRG), l'a emporté avec 14 voix d'avance. M. Mas conteste notamment la c disparition» de panneaux électoraux pendant quelques heures et la présence de croix ou d'empreintes digitales au lieu de signatures sur les listes d'émargement.

PARIS 20": M. Michel Charzat (PS) dont la liste a été devancée par celle de M. Didier Bariani (UDF-rad.) a déposé un recours en annulation en raison de « nombreuses irrégularités (...) lors de la préparation et du deroulement du scrutin ».



Le débat a été relancé à l'occasion de la prépa-ration des dernières élections municipales et dans la perspective du marché unique de 1993 : faut-il redécouper le territoire français, regrouper les communes, créer de plus grandes régions ?

En fait la question est double. Lorsqu'on com-

s'imposent.

celle de ses voisins européens, deux constatations

pare la structure administrative de la France à

Avec plus de 36 500 communes, 100 départements et 26 régions, le territoire français est un

des plus morcelés, et ses communes, par exemple, y sont cinq fois plus petites, cinq fois moins peuplées, que la commune européenne moyenne.

La France est aussi, avec la Grèce, un des deux pays à structure unitaire - non fédéraliste - où existent trois niveaux d'administration locale.

D'où l'interrogation annexe : comment éviter les chevauchements entre ces trois siveaux d'administration, donc de responsabilité?

Le débat a été relancé; il reste largement ouvert. Les points de vue que nous publions ci-

## Préparer le rendez-vous de 1993

ORSQUE, telle une date c'est aussitôt, pour la plupart, l'image d'un grand combat économique qui apparaît, combat pour lequel toutes les forces du paysdoivent dès maintenant se préparer. Ceci est une nécessité qui ne devrait souffrir d'ancune illusion.

Il est pourtant un domaine, un des fondements de l'action économique. indirect certes, mais essentiel cependant, dans lequel la France prend un retard important par rapport à ses voisins européens : celui de l'urbanisme et de l'aménagement. Ce domaine en effet, à travers un travail approfondi et bien conduit, permet un développement harmonieux et équilibré des espaces consacrés au commerce, à l'artisanat, à l'industrie, c'est aussi lui qui permet la sauvegarde des espaces naturels, l'organisation cohérente et valorisante de nos villes et de nos villages : c'est done tout un contexte qui, lorsqu'il est maîtrisé, constitue un des atouts dont personne aujourd'hui ne mésestime l'importance pour le développement économique.

Et pourtant... l'immense division de l'espace national en une poussière de communes, plus de 36 500 soit plus pour la France que la totalité réunie des communes des onze autres pays de la Communauté, constitue une faiblesse majeure pour l'organisation de notre territoire et faiblesse face à laquelle la coopération intercommunale n'apporte qu'une réponse superficielle.

Ainsi, l'immense majorité des communes françaises n'a pas I 000 habitants (85 % du territoire national); cela serait sans grande signification si parallèlement cette immense majorité disposait des moyens véritables en matière d'urbanisme et d'aménagement. Une analyse récente d'une commune de 2 000 habitants, représentative des autres communes françaises quant aux moyens, laisse totalement perplexe: un secrétaire de mairie, une sténodactylo, un agent de par JACQUES LESCOAT (\*)

bureau sont les seuls personnels administratifs, de surcroît sans formation en matière d'urbanisme : les élus, quant à eux, ne sont pas des techniciens innés et leur formation sur le tas, sans l'environnement nécessaire de spécialistes, et soumis de surcroft à une pression constante des intérêts souvent particuliers de la population, ne peuvent pas véritablement pallier cette grave insuffisance. L'administration d'Etat, ainsi la Direction départementale de l'équipement (DDE), est bien lointaine et ne peut en aucun cas gérer des problèmes dont elle n'est pas véritablement mandatée et pour lesquels elle ne dispose d'ailleurs pas

Le résultat pour cette commune. pour d'autres, des milliers d'autres et la plus grande part du territoire français : un aménagement souvent très médiocre : des centres villes ou centres bourgs dont le seul état des facades révèle l'essoufflement : des espaces publics (places, rues...) mal aménagés sinon pour l'accueil du plus grand nombre de véhicules ; des quartiers périphériques développés sous la forme de lotissements sans âme et souvent mal reliés au centre et peu intégrés à la ville ; un mitage de l'espace, destruction tout à la fois d'harmonie des paysages et de vie sociale : des zones d'activités artisa-

(\*) Administrateur territorial.



nales ou industrielles, pour lesquelles le seul souci est souvent celui de la commercialisation et non celui qui devrait le compléter, de l'inté-

gration, et pourquoi pas même de la qualité de l'aménagement et de l'apparence... Cet état de choses et cette évolution négative, malgré des progrès constatés ici et là (mais quel retard par rapport à nos voisins!), n'ont

pas pour cause le hasard. Il résulte de l'effet conjugué de l'empoussiérage de la France en dizaines de milliers de communes et d'une de ses conséquences, la carence dramatique des moyens techniques d'analyses, d'études et de propositions en matière d'urbanisme et d'aménagement. Dans ce domaine essentiel, la France n'est pas majeure; elle n'a sans doute pas encore conscience de son état on si

En attendant trop longtemps une réforme territoriale et la mise en place des moyens effectifs de gestion de l'espace, elle paiera un prix très élevé car il est de courte vue que de ne pas considérer que l'action économique doit, aujourd'hui plus que jamais, pour être efficace s'inscrire anssi dans le cadre d'un urbanisme et d'un aménagement de l'espace cohérents et bien conduits.

Par ailleurs, faut-il rappeler le rôle de plus en plus direct - et prévu dans le droit européen - des communes en matière d'aide aux entreprises nouvelles ou de soutien anx entreprises en difficulté.

Ainsi, les minuscules communes françaises face aux unités territoriales et aux pouvoirs locaux modernisés et forts de la Grande-Bretagne, de l'Italie ou de l'Allemagne, pour ne citer là que nos grands voisins, ne feront pas le poids : et ce n'est pas un coopération intercommunale globalement inorganisée, souvent égoïste et profondément insuffisante, qui sera le remède. Sur ce plan, 1993 est déjà perdu pour la

### Repenser la décentralisation

par PIERRE KUKAWKA (\*)

tralisation, n'est-il pas temps de dresser un premier bilan et de faire des propositions de change-

Incontestablement le processus de décentralisation opéré en 1982-1983 était nécessaire. Donner plus de pouvoirs aux citoyens, «vivre, travailler et décider au pays», en finir avec une gestion technocratique, uniforme et centralisée, tels étaient bien les objectifs.

A l'expérience, il est clair qu'ils n'out pas été réalisés. Plusieurs défauts n'ont ou être dépassés : maquis inextricable des textes de loi, manque de précision sur les compétences et les moyens des différents niveaux, manque d'originalité et de diversification réelle des contrats de plan Etat-région, absence d'implication des grands groupes nationalisés.

Mais surtout on doit noter une indifférence quasi générale des populations pour ce mouvement en profondeur : pas de mobilisation pour les régionales de 1986 - occultées par l'enjeu des législatives le même jour - ou pour les cantonales de 1988 : méconnaissance profonde des enjeux économiques et financiers que constituent aujourd'hui les institutions locales et régionales: absence de débat sur les coopérations internationales des communes. départements et régions dans la perspective de l'Acte unique euro-

Oue faut-il faire? Les solutions toutes faites n'existent pas mais il est grand temps de cesser de pratiquer la politique de l'autruche :

- Plus de 36 000 communes. c'est une aberration, un non-sens pour la gestion d'un Etat moderne. Les communes de moins de 2000 habitants végètent et sont de fait gérées par l'administration d'Etat. Il faut prendre à bras le corps cette question et oser enfin s'attaquer au thème tabou du

IX ans après les lois de décen- regroupement des communes. Les autres pays europeens l'ont lait, pourquoi pas la France?

- Les grandes villes sont morcelées, émiettées, incapables de mener des politiques dynamiques et prospectives au niveau des agglomérations urbaines. Là encore, il est temps de quitter la position frileuse du repli sur les limites communales et de concevoir de nouveaux types de pouvoirs locaux à l'échelle de l'unité urbaine tout entière.

- La coexistence des dénartements et des régions est trop coûteuse en termes d'administration, de gestion et d'aménagement du territoire. L'un de ces deux niveaux est sans doute de trop. Le plus innovant et le mieux préparé à l'avenir, tant au plan national qu'international, est sans conteste la région, institution plus jeune, plus souple et mieux armée pour concevoir de véritables politiques économiques, sociales et culturelles globales et relativement indépendantes de l'Etat central.

- Enfin, last but not least, il est indispensable de s'interroger sur le nombre de régions en France. Personne n'a osé toucher à cet autre sujet tabou en 1982 et, comme toujours, on a reconduit l'existant. Or, qu'on le veuille on non, l'Europe de 1993 est d'ores et déjà une réalité et seules les régions fortes et dynamiques seront capables de faire face aux nouvelles concurrences et aux nouvelles solidarités régionales qui vont apparaître en Europe. Que deviendront les petites régions, en crise et sans grands moyens, dans ce nouveau contexte?

Un vaste chantier de réflexion doit s'ouvrir pour construire l'avenir, innover et renforcer la démocratie locale et régionale.

(\*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. université des sciences sociales de Gre-

### Contre le département

par BERNARD BONNO (\*)

T si, en 1989, on adoptait le principe de la suppression des départements?

Le principe d'une division territoriale en départements avait été fixé par une loi du 22 décembre 1789 dans le but de briser les anciens cadres provincianx et de donner à la nation une unité de représentation et d'administration. La délimitation des départements s'était effectuée, en tenant compte de la distance parcourue, entre le lever et le coucher du soleil, par un cheval au galop empruntant l'itinéraire le plus direct au départ du chef-lieu vers

les quatre points cardinaux. Un nouveau découpage territorial risque de s'imposer à brève échéance si on souhaite « donner à la nation une unité de représentation » dans le grand ensemble européen. Et puisqu'il nous est parfois donné la possibilité de rêver, je vous livre le contenu d'une proposition qui s'appuierait non sur une « idée technocratique » telle que l'image Siéyès en 1789 avec un esprit cartésien de découpage orthogonal de la France mais qui reposerait sur la réalité sociale et économique de la France contemporaine.

36 627 communes. Cent départements et vingt-six régions, c'est en effet beaucoup trop pour affronter les échéances qui se profilent à l'horizon 93. La France est le seul pays d'Europe qui n'ait pas pu ou su réduire le nombre de ses collectivités territoriales. Un bon découpage ne devrait retenir que deux niveaux d'administration territoriale : au sommet « les régions », à la base les « pays » ou « districts ».

Les régions, en dépit de certains découpages contestables, verraient leur pouvoir renforcé et constitueraient des entités capables de rivaliser avec leurs puissantes voisines européennes, les « pays » ou « districts » scraient constitués sur la base de critères économiques, sociaux, géographiques et historiques. Ils se verraient dotés d'une fiscalité propre

(le pouvoir de lever l'impôt) au même titre que la région.

A titre d'illustration, il pent être intéressant de citer une étude publiée sous la plume de L. Laurent, directeur régional de l'INSEE, dans le dernier numéro de la revue Octant. Cette étude, intitulée « Pôles urbains, pôles ruraux », s'appuie sur les résultats du dernier inventaire communal réalisé par l'INSEE en 1988. Pour la région Bretagne, elle met en évidence vingt zones principales composant l'armature urbaine régionale.

Ce type d'analyse des interdé-

pendances ville-campagne pourrait servir de matière à la réflexion sur le découpage des districts nouvelle formule. Les départements disparaîtraient deux siècles seulement après leur création, mais mille ans après l'avenement d'Hugues Capet. tandis que les communes (nos anciennes paroisses de l'Ancien Régime) continueraient à exercer leur rôle en tant que communauté de base. « Otez la force et l'indépendance de la commune, écrivait Tocqueville, vous n'y trouverez que des administrés, point de citoyens. - Les communes sont les scules à pouvoir répondre aux besoins des habitants dans le domaine des services de proximité. Elles constituent également notre seule chance de sauvegarder notre espace rural menacé de désertification. Toutefois, elles devraient accepter une limitation de leurs compétences et un transfert de certaines d'entre elles au niveau des districts.

Ce transfert de compétence ne ferait qu'officialiser le mouvement en profondeur amorcé depuis plusieurs années dans le cadre d'une coopération intercommunale parfois imposée mais le plus souvent volontaire (9 communantés urbaines, 153 districts, 17 000 syndicats intercommu-

(\*) Docteur en sciences économi-

### Retrouver de réelles autonomies territoriales

N pourrait donc être tenté de considérer que le serpent de mer des « régions à taille européenne » ne fait que resurgir une fois de plus, si l'hypothèse n'était pas soulevée, cette fois, par Raymond Barre et par le secrétaire d'Etat au Plan (« vingt-deux régions européennes, c'est trop (») - en même temps que par le Parti socialiste – et si celle-ci ne s'inscrivait, surtout, dans un enjeu fondamental : celui de l'atout que constituera demain, pour les nations européennes, le degré de décentralisation, c'est-à-dire "autonomie de leurs structures terri, viales,

Il ne s'agit pas de céder ici à la tentation (fut-elle purement conceptuelle) d'aucune dérive « fédéraliste » des pouvoirs locaux en Europe, mais de convenir tout au contraire que s'il n'y aura jamais de décentralisation véritable en France sans Etat fort, il n'y aura pas non plus d'Etat fort, c'est-à-dire « minimum » - garant au sein de la Communauté de la grandeur de la France et aiguillon de son dynamisme – sans une réelle autonomie territoriale.

Dans cette perspective, la vrale question, celle que nous dicte le plus grand réalisme, n'est sans doute pas celle de la «taille» de nos régions mais bien celle des compétences et du degré d'autonomie de nos structures locales.

Par PAUL GRAZIANI (\*)

C'est un fait que la situation des régions françaises n'est pas toujours des plus satisfaisantes. Plusieurs d'entre élies, avec seulement quelques centaines de milliers d'habitants, peuvent faire figure de parents pauvres, comparées, par exemple, aux dix-sept millions d'habitants de la Rhénanie-Westphalie. Mais force est bien aussi de constater, si l'on veut faire référence à une « taille européenne», que l'Allemagne fédérale compte à elle seule dix Lander pour une superficie globale inférieure de moitié à celle de la France - de même que l'Italie compte vingt

Faut-il, de même, ignorer les réalités géographiques, historiques et humaines sur lesquelles reposent – tout de même ! - notre découpage administratif? Certes, celui-ci a parfois procédé de l'arbitraire, et l'on pourrait imaginer la réunification de la Normandie ou la création d'une grande région Savoie. Mais l'Aquitaine, la Bretagne ou l'Alsace ne constituent-elies pas d'authentiques communautés - et procéder à des regroupements arbitraires en considérant aujourd'hui nos régions comme de simples espaces de production ne relève-t-il pas de l'uto-

A la vérité, on ne modifie pas les découpages territoriaux par décret.

Même si le problème est désormais posé des compétences de nos collectivités territoriales et du retard

en matière de décentralisation par rapport à ses partenaires européens. Les grandes entités régionales européennes disposent en effet de vastes pouvoirs, de grands moyens et d'une large autonomie de gestion. Ce n'est pas le cas chez nous, où les collectivités locales sont engluées dans les contradictions d'une décentralisation inachevée, paralysées par des chevauchements de compétences, des financements croisés et une fiscalité locale sclérosée.

qu'est en train de prendre la France

Alors, certes : examiner dans la perspective européenne les nombreuses compétences que l'Etat exerce mal et qu'il pourrait abandonner, procéder à un accroissement et à une harmonisation des compétences des divers niveaux d'administration locale, encourager la coopération intercommunale et le développement économique local organiser les complémentarités entre départements et régions, réformer la fiscalité locale et moderniser les règles de la comptabilité publique, favoriser l'expression d'une réelle démocratie du quotidien - il est urgent, sous cet angle, de réstéchir à l'avenir de la décentralisa-

(\*) Sénateur RPR des Hants-de-

### Pour le département

par MAURICE ARRECKX (\*)

ETOUCHER la loi de 1982? Oui, si cela doit déboucher sur une nouvelle avancée. Mais elle ne peut être trouvée dans une disparition progressive du département au profit de la région, comme certains le suggérent.

and the fort

La décentralisation fait du conseil général une véritable municipalité du département. Ses nouvelles responsabilités, pour l'essentiel, s'identifiant à celles de la commune. Mais il est aussi un moteur de la vie économique, sociale, culturelle, sportive. Supprimer les départements

serait une singulière façon de célébrer leur bicentenaire. L'opinion y verrait un retour de l'Etat centraliste, l'effacement d'une collectivité, qui manifeste sa personnalité, son dynamisme et son efficacité

Il ne serait pas plus indiqué de remettre en question la région, mais il est indispensable de mieux définir ses responsabilités. L'échéance de 1993 est trop proche pour qu'on songe à créer de nouvelles entités suprarégionales. Il en résulterait un affaiblissement de nos identités respectives, et donc de notre capacité d'action, au moment où nos partenaires de la Communauté s'apprêtent à utiliser pleinement leurs atouts.

La solution réside peut-être dans un organisme aux structures souples, qui ne constituerait pas une nouvelle collectivité territoriale. On peut, en s'inspirant dans une certaine mesure des anciennes provinces, imaginer des regroupements. Les régions relativement proches formeraient sept ou huit grands ensembles, qui trouveraient bien des avantages à

cette association. L'ouverture du marché unique entraînera inéluctablement ces relations interrégionales. Et il nous faudra, à l'image de nos voisins, revivifier les rouages de réflexion et de décision, et apporter à la loi de décentralisation les correctifs que justifient l'expérience et le défi européen.

(\*) Sénateur (républicain indépen-dant), président du conseil général du Var.

### Redéfinir les compétences

UJOURD'HUL, en France, la décentralisation est achevée. Les compétences de chacune des collectivités locales sont ambigues. Si les choses, en matière d'éducation, sont relativement définies, sur le plan économique le plus grand désordre est ins-

Il est évidenment plus simple, aujourd'hui, d'engager un débat sur le nombre des régions que sur la clarification de la décentralisation. Il faudrait, en effet, arbitrer de telle manière que, sur chaque dossier, il n'y ait pas superposition des interventions.

Puisque, en France, il n'est pas possible de modifier les structures créées, il faut confier à chaque col-

Dar JEAN-PIERRE RAFFARIN (\*) lectivité des compétences définies et différentes.

Ce débat est très urgent, car la compétition enropéenne de 1993 exigera de nous une productivité meilleure pour l'ensemble de notre appareil administratif.

Il est, sur ce plan, henreux que les régions, malgré leur jennesse, aient fait preuve de sagesse quant à leur fonctionnement : l'ensemble du personnel de tous les conseils régionaux (deux mille cinq cents personnes) est moins nombreux que les salariés d'une seule ville de cent mille habitants. La force des régions est plus affaire de compétence que de dépenses, d'ambition que de dimen-

En allant an fond des choses, on mesure combien il y a exigence et urgeuce de réflexion en matière d'organisation administrative de la France. L'achèvement de la décentralisation, la définition de la régionalisation dans la Constitution, la réforme de la fiscalité régionale, l'articulation de la région avec les institutions européennes et, notamment, le Parlement européen, la révision des lois électorales pour les élections locales, l'arbitrage des compétences, l'avenir des départements et des communes...

nal de Poiton-Charentes.

L'enquête sur l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

Un avocat bruxellois inculpé et écroué

pour sa participation présumée à l'affaire

\*6-76 #45.-... ...

· · · · · · · ·

ment the man grant and a second

and the many of

\*\* 1 .... :

the second second

for the same and the

P 2. 1. 2. 1. 1.

the same of the same of the

The second second

gir g appearant " - .

Fr. William St. Co.

-

**LEKL** 

· gffg..."

# San Jan San San

les territer

The second second

#### RELIGIONS

#### Du vendredi saint à Pâques

### Des chemins de croix à Rome et à Paris

l'occasion du vendredi saint, commémorant la crucifixion du Christ, des milliers de pèlerins, flambeau à la main, out suivi, vendredi 24 mars, le chemin de croix conduit par Jean-Paul II à Rome, entre le Colisée et le Palatin. La méditation du pape en sept langues a porté sur la souffrance : «Le Christ est proche de tous ceux qui souffrent et tombent », a dit le pape. Auparavant, dans la basifique Saint-Pierre, il avait lui-même confessé des pénitents.

A Paris aussi, on constate une reprise de la tradition des chemins de croix. Dix mille fidèles ont participé vendredi, sur la butte Montmartre. à un chemin de croix conduit par le cardinal Lustiger, archevêque de la capitale. Une autre

procession a en lien entre le rond-point des Champs-Elysées et l'église Saint-Pierre de Chaillot, à l'initiative du curé de cette dernière paroisse, le Père Armogathe et de la communanté charismatique de l'Emmanuel. La croix était portée par des personnes exerçant leur profession dans le quartier (couturiers, diplomates, chefs d'entreprise), puis des chrétiens du Liban et du Sud-Est asiatique, des handicapés, des gens du spectacle (Henri Tisot, Michel Lousdale, etc.).

On note aussi une reprise de la tradition des baptêmes d'adultes la nuit de Pâques : 133 devaient être célébrés à la cathédrale Notre-Dame de Paris dans la muit du 25 au 26 mars.

#### **ARCHÉOLOGIE**

#### 7 000 pièces romaines trouvées dans la Somme

Un trésor de 7 000 pièces romaines des antoniniani, du nom de l'empereur Marcus Aurelius Antoninus Bassianus (211-217), plus comm sous le nom de Caracalla, qui a créé ce type de monnaie, a été trouvé en janvier dernier à Rue (Somme) au cours de fouilles conduites par M. Tahar Ben Redjeb, archéologue à la direction des Antiquités de Picardie. Cette dernière n'a annoncé la découverte qu'après avoir traité les pièces faites d'un alliage d'argent et de cuivre qui étaient très oxy-

Il s'agit d'antoniniani frappés entre 218 et 261 à l'effigie de vingt-quatre empereurs romains, Gordien III (238-244) et Philippe 1 l'Arabe (244-249) étant con (le Monde du 15 février), — représentés, à eux deux, sur 60 % l'avocat, qui a été le conseiller de des pièces. Ce type de pièces est conon et on sait que leur poids et leur taux d'argent n'ont cessé de diminuer. A sa création, un antoninianus pesait 5,50 grammes et contenait 50 % à 55 % d'argent. En 278, lors des dernières frappes d'antoniniani, on était à 2,50 grammes et 25 % d'argent. Ce qui traduit les dévaluations de la monnaie romaine.

Les plus récents antoniniani (trouvés à Rue) ont été frappés au nom de Postumus, un officier gaulois que ses troupes proclamèrent empereur des Gaules en 260 avant de l'assassiner en 268. Le trésor de Rue a été enfoui en 261, année où les Francs et les Alamans percèrent le limes (la frontière) du Rhin pour se répandre jusqu'en Provence, pillant tout ce qu'ils pouvaient sur leur passage.

Le trésor de Rue est l'un des plus importants dépôts de monnaie de cette époque (IIIe siècle de notre ère) trouvés en Picardie. Le record appartient au trésor de Dorchester (Grande-Bretagne) avec 20 000 pièces de la même période. Le record absolu des trésors revenant aux 80 000 deniers du IIº siècle trouvés en Bulgarie.

#### En fait, les enquêteurs semblaient s'intéresser depuis longtemps à

JUSTICE

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Michel Van der Elst, un avo-

cat bruxellois de quarante et un ans, spécialisé dans le droit des affaires

et le droit commercial, a été placé,

jeudi 23 mars, sous mandat d'arrêt

par le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge Paul

Vanden Boeynants. Soupconné d'avoir participé à cet enlèvement — M. Vanden Boeynants a été séques-tré du 14 janvier au 13 février et a

été délivré contre versement de ran-

Patrice Haemen, le principal sus-

pect de l'affaire, devenu l'ennemi

public numéro un du royaume, a été

placé à la maison d'arrêt de Forest.

Auparavant, et malgré ses dénéga-

tions, il avait été inculpé de « prise d'otage, extorsion de fonds, associa-

tion de malfaiteurs, faux et usage de

Michel Van der Elst, non seulement du fait de ses rapports anciens avec Patrice Haemen, mais aussi pour une série de faits plus troublants : l'avocat possède ainsi un bureau au rez-de-chaussée de l'immeuble où

demeure l'ancien premier ministre et où ce dernier avait été enlevé. Les empreintes de l'avocat auraient été trouvées dans une des planques d'Haemen. Il aurait reçu des coups de téléphone du Touquet où M. Vanden Boeynants fut séquestré et aurait aussi revu certains membres suspectés de la bande avant et après l'enlèvement.

Différentes hypothèses circulent maintenant sur le rôle qu'aurait pu jouer Michel Van der Elst : organiser le blanchiment de l'argent de la rançon (16 millions de francs français environ), servir d'intermédiaire entre les ravisseurs et la famille de l'ancien premier ministre. Certains estiment même possible que l'avocat ait été, en fait, le véritable cerveau de l'affaire. Patrice Haemen n'avant été qu'exécutant.

Cependant, la plupart des commentateurs restent prudents, n'ayant pas oublié une affaire qui avait défrayé la chronique en 1978. Un avocat de gauche, Me Michel Graindorge, avait été accusé d'avoir aidé François Besse, le lieutenant de Mesrine, à s'évader du palais de justice de Bruxelles. Par la suite, au terme d'un procès retentissant, Mº Graindorge fut acquitté.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

#### A la cour d'appel de Bordeaux

#### L'ancien bâtonnier Favreau obtient gain de cause contre le conseil de l'ordre

BORDEAUX de notre correspondante

Le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux devra, sous quinze jours, communiquer à l'ancien bâtonnier Favreau l'intégralité de la délibération du 20 juillet 1987 par

disciplinaire à son encontre. Jusqu'alors, le conseil de l'ordre avait refusé de communiquer ce document en son entier à l'ancien bâtonnier, au nom du secret de l'instruction disciplinaire. Il faisait valoir qu'une partie de la délibération concernait un autre avocat.

laquelle il a ouvert une information

Saisie du litige début mars (le Monde du 9 mars), la cour d'appel de Bordeaux a rendu son ment de l'ordre des avocats n'est pas - pertinent ». - Seule, indique la cour, la communication intégrale du document permet à Me Favreau l'instruction en cours. > Les noms

#### L'affaire des fausses factures de la SORMAE

#### M. Scaglia, maire de La Seyne-sur-Mer, demande à être inculpé

M. Charles Scaglia, réélu maire (UDF-PR) de La Seyne-sur-Mer (Var), a indiqué vendredi 24 mars qu'il avait demandé à être inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE afin - d'avoir accès au dossier . M. Scaglia, qui a confié la défense de ses intérêts à Me Mario Stasi, avocat au barreau de Paris, a précisé qu'il a déposé cette demande d'inculpation auprès de M. Pierre Culié, président de la chambre

Accusé par un responsable de la cidé de prendre les devants en sollile réchire maire, affirmé sa totale innocence dans cette affaire de cor-

O Le cadavre d'un ingénieur soviétique repêché dans la Seine. - Le corps d'un ingénieur soviétique, Boris Livkovski. cinquante-deux ans, a été repêché. mercredi 22 mars, dans la Seine à Bezons (Val-d'Oise). Selon les premiers éléments de l'enquête. Boris Livkovski, membre de la mission commerciale soviétique à Paris depuis le mois de septembre 1987, et qui avait disparu le 1" mars se serait donné la mort.

Las diverses informations réunies par la police au début du mois de mars, après que la voiture du disparu eut été retrouvée près du pont de Sèvres à Paris, avaient incité les enquêteurs à privilégier la thèse du suicide. Le corps de l'ingénieur soviétique a été transporté à l'Institut médico-légal aux fins d'autopaie.

### Les baptêmes d'adultes se multiplient

Elle se définit comme une «Superwoman» et commence se carrière dans une entreprise de parfums et cosmétiques. Lui est cadre supérieur dans une société automobile de l'Ouest parisien. Outre leur formation commerciale commune à Sup de Co. isabelle. vingt-huit ans, et Dominique, trente-six ans, ont ceci de commun qu'ils vont être baptisés, la nuit de Pâques, dans une simple église parcissiale des Yvalines.

Ils seront 49 à faire comme eux, au même moment, dans le diocèse de Versailles, qui compte un total de 140 catéchumènes, c'est-à-dire d'adultes se préparant au baptême. Les chiffres ont doublé en quatre ans, assure le Père Guy Cordonnier, délégué au catéchuménat dans les Yvelines, Les baptêmes d'adultes deviennent, en effet, monnaie courante dans les Eglises chrétiennes. Les catéchumènes sont plus de 4 000 dans l'Eglise catholique en

Ce ne sont pas tous de jeunes cadres dynamiques et performants, à la recherche, dit Dominique, d'un «contre-pouvoir» au «bourrage de crâne» imposé par l'esprit de profit et de compétition. Les adultes baptisés de Pâques 1989 à Versailles sont également professeur de philosophie, fonctionnaire international, policier, magasinier dans une grande surface, postier et femme

de ménage. Dans une proportion de deux sur trois, les catéchumènes sont des femmes. Ils ont entre vingt et quarante ans, sont mariés civilement, habitent en ville, bien que le catéchuménat se développe aussi en milieu rural. La plupart

n'avaient aucune appartenance

confessionnelle avant de demander le baptême, sauf les catéchumènes d'origine étrangère (un sur quatre), héritiers de traditions orientales (bouddhistes) ou animistes. Les transfuges d'une religion non chrétienne (islam, judaïsme) et les conversions subites sont rarissimes (1).

#### Un long parcours

La demande de baptême n'est pas « un coup de tête » ni « un acte forcé » par un ami ou un fiancé puisque, pour se marier à l'église, il suffit que l'un des deux conjoints soit baptisé. Cette demende est plutôt la résultat d'une longue recherche, décienchée souvent par un événement particulier : la maladie ou la mort d'un proche, le baptême ou le mariage d'un premier enfant.

Mais le baptême d'adulte n'est pas une simple formalité. La préparation peut demander deux, voire trois ans. Il n'y a pas de parcours-type. 

« Chacun ve à son rythme, dit Guy Cordonnier. Pour être baptisé, il ne suffit pas de dire qu'on croit en Dieu. Il faut apprendre à vivre dans une communauté ». Si, au début, l'impétrant trouve le temps long, il apprécie plus tard le sérieux de la démarche : « Il n'y a pas d'embrigadement. C'est là qu'on voit la différence avec une secte», dit

On leur épargne le traditionnel catéchisme. Ils fréquentent des groupes dits de préparation au baptême d'adultes, qui sont plus d'une sobtantaine dans les Yvefines. Ils s'initient au vocabulaire de la foi, apprennent à lire la

Bible, la signification de telle liturgie, telle prière ou sacrement. Ils ne s'astreignent pas à la pratique de la messe, qui pour eux, ignorant tout des rites de la religion catholique, est incompréhensible.

La montée du nombre des baptêmes d'adultes est sans doute un phénomène de génération : celle des enfants, sans passé chrétien, de parents solxantehuitards complètement détachés de la religion. Elle correspond aussi au ∢ recentrage » de l'Eglise de Jean-Paul II, estime Guy Cordonnier: « Le catholicisme est plus facilement repérable aujourd'hui dans la société. »

En bien et en mal. Son langage « rétrograde et passéiste » est un frein pour Isabelle, qui n'ose pas parier à ses relations professionnelles de son prochain baptême. Mais, après des incursions dans le protestantisme et dans le judaïsme, elle éprouvait le besoin d'entrer dans « un groupe majoritaire et bien identifié ».

L'Eglise couve ses catéchumènes. Autrefois, c'était l'évêque en personne qui les baptisait. Aujourd'hui, il les reçoit tous avant la cérémonie. Car si l'entrée dans une communauté chrétienne change souvent leur « image » de l'Eglise, ils apportent à celle-ci un sang neuf. « Leur présence signifie, dit le Père Cordonnier, que Dieu ne se satisfait pas de l'Eglise telle qu'elle est. Il lance dehors ses filets. >

#### HENRI TINCO.

(1) Ces chiffres sont tirés d'une enquête que vient de réaliser le Service national du catéchuménat. dirigé par le Père Fayol-Fricont. 4, avenue Vavin, 75006 Paris.

#### **SPORTS**

. . . .

### Formule 1 nouvelle formule

(Suite de la première page.) Mike Earle connaissait déià Bertrand Gachot, qu'il avait failli engager en formule 3 000 en 1987. A vingt-six ans, ce jeune pilote ne manque pas d'originalité. Il dispose d'un passeport français, mais n'a jamais vécu dans l'Hexagone. Né au Luxembourg d'un père français, fonctionnaire de la Communauté économique européenne, et d'une mère allemande, il a été élevé à Bruxelles. Il court avec une licence belge et réside en Grande-Bretagne depuis qu'il a choisi de faire carrière dans la compétition automobile! Aussi a-t-il choisi de porter sur son

• SKI ACROBATIQUE : fin de la Coupe du monde. -- En remportant l'égreuve de sauts de Suomutunturi (nord de la Finlande), où se disputaient les dernières épreuves de la Coupe du monde de ski acrobatique, la Française Catherine Lombard a finalement devancé l'Ailemande de l'Ouest Sonia Reichart vendredi 24 mars au classement général et s'est adjugé le trophée 1989. En bosses, c'est une autre Française, Raphaëlle Monod, qui a remporté la titre après avoir pris la deuxième place du concours de Suomutunturi.

• TENNIS : Tournoi de Key Biscavne. - La Française Nathalie Tauziat a été éliminée vendredi 24 mars au troisième tour du tournoi de Key Biscayne (Floride) par l'Américaine Chris Evert (6-3, 6-3), qui, à trente-quatre ans, dispute sans doute sa dernière saison. Dans le tableeu masculin, le numéro un mondial, ivan Lendi, s'est facilement qualiffé pour le quatrième tour au détriment de l'Italian Paolo Cane (7-5, 6-0, 6-4), tandis que le vétéran du circuit, Jimmy Connors, âgé de trente-sept ans, s'imposait face à l'Autrichien Horst Skoff (8-2, 7-8, 6-4). Une seule surprise au cours de la journée de vendredi : la défaite de l'Argentin Guillermo Perez-Roldan, tête de série nº 9, devant son compatriote Eduardo Bengoechea (6-7, 6-2, 6-3, 6-2).

nauté européenne qui le subven-

Sur la piste, Bertrand Gachot a plutôt brûlé les étapes. Champion d'Angleterre de formule Ford 1 600 en 1985 puis de formule Ford 2 000 en 1986, vice-champion de formule 3 en 1987, il a accédé à la formule 3 000 la saison défnière. Les problèmes financiers de son écurie. Spirit Tom's Motor Sport, ne lui ont pas permis d'accomplir ses ambitions mais quelques belles performances, comme ses deuxièmes places à Vailelunga (Italie) et Silverstone (Grande-Bretagne), l'ont persuadé qu'il était prêt pour débuter en formule 1. A condition de pouvoir apporter un budget important à sa première écurie. C'est en recherchant des com-

manditaires que Bertrand Gachot a rencontré Jean-Pierre Van Rossem. Docteur en économie et mathématiques, celui-ci a un look de manager de pop-star avec ses cheveux tombant sur les épaules. Mais c'est un passionné de voitures de sport. A quarante-trois ans, il possède déjà huit Ferrari dont la dernière F 40. une Countach Lamborghini et quelques autres. Depuis 1986, il consacre l'essentiel de son temps, avec une vingtaine de ses compatriotes experts en économétrie, scientifiques ou spécialistes de l'informatique, à la mise au point du système Moneytron.

#### La multiplication des dollars

Ce système branché en permanence sur un téléscripteur de l'agence Reuter est en fait un modèle économétrique comprenant plusieurs centaines d'équations qui traduisent les conséquences prévisibles sur la Bourse américaine des événements économiques, sociaux on politiques dans le monde. Les concepteurs de Moneytron destinent leur système aux sociétés de posses-

casque le drapeau de la Commu- seurs de grandes fortunes, en échange d'un prélèvement sur les bénéfices réalisés.

> Jean-Pierre Van Rossem n'avait pas de budget pour Bertrand Gachot. Mais il avait mieux à lui proposer : le faire profiter de son invention pour faire fructifier les capitaux de l'écurie qui l'engagerait. Le pilote s'est chargé des présentations. « Au premier contact, je l'ai trouvé un peu curieux, raconte Mike Earle. Il me proposait de lui confler mon budget et me laissait entrevoir très rapidement un gain énorme. Pour pouvoir débuter en formule 1, j'étais prêt à prendre un risque. En septembre 1988, je lui ai donné millions de dollars. Quatre semaines plus tard, j'avais 9,5 millions de dollars. A ce prix-là, je lui ai offert tout l'espace publicitaire des châssis. Je crois que ce type est

Mike Earle pouvait des lors concrétiser son rêve. Dès la fin de ce mois, son écurie va abandonner les ateliers vétustes de Littlehampton pour emménager à Fontwell, dans un hôtel du dix-neuvième siècle transformé en usine parfaitement équipée pour la formule 1. Le Suédois Stefan Johansson, ancien pilote chez Ferrari et McLaren, a été recruté au côté de Bertrand Gachot. Alan Jenkins a peaufiné sa première formule 1 et a même pris du retard sur le programme prévu.

Les deux pilotes n'ont pu essayer leur monoplace avant le départ pour Rio-de-Janeiro, où ils ont dû se contenter d'une dizaine de tours sur une piste de karting, à la veille de la séance de préqualification. Dans ces conditions, leur élimination était attendue et n'a rien enlevé à leurs espoirs. « Je crois que nous disposons d'un bon potentiel technique pour progresser très rapidement », estime Bertrand Gachot. «Je peux faire d'Onyx l'écurie la plus riche ». annonce Jean-Pierre Van Rossem. Mais la réussite peut sans doute être plus rapide en Bourse qu'en for-

GÉRARD ALBOUY.

### REPÈRES

### **Défense**

#### Lancement d'un satellite militaire américain

Un prototype de satellite de détection de lancement de missiles a été mis en orbite, vendredi 24 mars à 23 h 45 (heure française), par une fusée Delta, lancée du pas de tir militaire de Cap Canaveral (Floride), dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine.

Le satellité Delta Star, d'un prix de 150 millions de dollars, doit étudier les possibilités de repérage, à partir de l'espace, du lancement de missiles nucléaires. Il est équipé d'un radar pointé par laser, de capteurs fonctionnant dans les spectres ultraviolet, infrarouge et visible, ainsi que d'appareils lui permettant de repérer les lasers pointés sur lui, ce qui devrait permettre aux futurs satellites de manœuvrer pour éviter d'être

Au cours d'une mission de six mois. Delta Star devra notamment observer le départ de six fuséestests, lancées des Etats-Unis. -

#### Environnement Importante marée noire en Alaska

Un pétrolier géant américain,

Exxon-Valdez, a déversé plus de 300 000 barils de pétrole, soit près de 50 millions de litres, dans le golfe d'Alaska, où il s'est échoué vendredi 24 mars après avoir heurté un récif. Le pétrolier, qui transportait vers les côtes californiennes quelque 200 millions de litres de brut. manœuvrait dans la glace à 35 kilomètres au sud du terminal pétroller de Valdez - le port hors giace le plus septentrional des Etats-Unis - au moment où le choc s'est produit, entraînant la rupture de plusieurs

Selon le département pour la protection de l'environnement de l'Alaska, la marée noire, qui s'étend sur 8 kilomètres de long et 1 kilomètre de large, est la plus importante jamais survenue dans cette région du monde. Dans la matinée de samedi, les autorités indiquaient que le pétrole avait cessé de couler, mais que la nappe d'hydrocarbures se dirigeait vers le sud, menacant une zone du golfe particulièrement poisson-

Des équipes d'urgence ont installé cher la marée noire d'atteindre les zones les plus protégées. Un autre pétrolier, le Bâton-Rouge, a été dépêché dans le secteur pour pomper hébergement pour les sans-logis.

le pétrole encore présent dans les réservoirs de l'Exxon-Valdez, tandis que le terminal du port était fermé au trafic. - (Reuter).

#### Religions Un million d'Evangiles pour l'URSS

Un million d'exemplaires du Nouveau Testament, en langue russe et en format livre de poche, imprimés en France, ont été transportés en Union soviétique. Le demier des neuf camions est arrivé mardi 21 mars à Moscou. Tous les ouvrages ont été remis au patriarcat orthodoxe de la ville, qui devait les répartir entre Leningrad, Minsk, Kiev et la capitale. pour être distribués gratuitement aux chrétiens soviétiques.

Cette initiative sans précédent de

collecte, d'impression et de transport en URSS du Nouveau Testament a été prise par la communauté cecuménique de Taizé. Frère Roger, son fondateur, avait été invité en juin 1988 aux célébrations du millénaire de l'évangélisation de la Russie. Il rendra de nouveau en mai à Moscou.

#### Le pape en Hongrie en 1991 M. Imre Pozsgaī, membre du

bureau politique du parti hongrois, recu en audience privée par Jean-Paul II en début de semaine a confirmé l'invitation faite au pape par les autorités hongroises à se rendre à Budapest (nos dernières éditions du 22 mars). Une date a même été envisagée d'un commun accord : seotembre 1991. Ce serait le premier voyage de Jean-Paul II en Europe de l'Est, hormis le cas particulier de la

#### Solidarité

#### 275 000 repas par jour aux Restos du cœur

Avec la fin de l'hiver, les Restau-

rants du cœur ferment leurs portes. Leurs 9 000 bénévoles auront distribué, entre le 21 décembre et le 21 mars, 275 000 repas par jour à travers la France, soit 17 000 tonnes d'aliments. Les fonds provenaient de la CEE (50 millions de francs), de dons divers (26 millions de francs) et du ministère des affaires sociales (14 millions de francs). Les responsables des Restos du cœur pensent renouveler leur action le 21 décembre prochain. Ils envisagent également d'élargir leurs activités en assurant à cette même date un

arrêt le 21 mars. Pour elle, l'argude savoir pourquoi il est poursuivi. (...) Elle est faite pour assurer le caractère contradictoire de des intervenants ainsi que leurs qualités et titres seront cependant occultés du procès-verbal.

# pour avoir accès au dossier

d'accusation de Paris.

SORMAE d'avoir touché un pot-devin, le maire de La Sevne a ainsidécitant fui-même son inculpation après avoir, vendredi devant le nouveau conseil municipal qui venait de

#### **FAITS DIVERS**

ROMEO GIGLI

### Byzance 1989

Un modèle de Romeo Gigli

 Je n'aime pas les femmes sexy, mais je crois qu'elles ne m'aiment pas non plus », dit Romeo Gigli (prononcer Dgili), après un premier défilé parisien, qui lui a valu cinq minutes d'ovation à la cour Carrée du Louvre. Un triomphe pour ce discret Italien de trente-huit ans. ennemi des talons et des épaulettes. dont la collection, inspirée de Byzance, semble faite pour rappeler Theodora et sa cour : les damas, les soies, les taffetas changeants, s'enroulent autour du corps sans jamais le brusquer, les manteaux de cérémonie brodés (en Inde) feuilles et de serpents d'or complètent la revue orientale. Les couleurs ? - Agate >, - pourpre >, < bronze », « encens ».

Les rondeurs picturales

C'est Byzance 1989. C'est malin, précieux, assez baroque pour faire du vêtement le plus simple une parure de ville et suffisamment moderne pour ne pas entraver la démarche ni transformer le défilé en retrospective du costume : les filles ont le teint clair, les cheveux roulottés, usent d'artifices pour paraître naturelles. Les vestes

d'homme en popeline grise portées sur des gilets à paillettes, ou avec des étoles, des foulards « ethniques », créent des contrastes harmonieux.

Tout est là pour mettre en valeur le cou, les chevilles, les rondeurs... Une ballerine en soie se drape, un décolleté dessine un calice sur la peau nue, une taille remonte, un col sépanouit en couronne de lauriers... Un poignet de shantung rappelle les « engageantes » du dix-huitième siècle, un ruban, comme volé aux paquets de lettres d'amour, resserre une manche... Les carrures s'estompent, le tissu se noue, suggérant des saris, des pantalons-pagnes... « J'aime la douceur des semmes », dit Romeo Gigli. Pour parfaire sa déclaration, il a su rendre hommage aux meilleurs, de Poiret à Marc Audibet...

Au-delà des citations parfois très généreuses, ce créateur cosmopolite né bibliophile (son père antiquaire ne possède pas moins de vingt mille livres...) apporte sur un plateau doré à l'italienne des idées faites pour être reprises par la rue, et dédiées à celles qui ont envie de plaire. Cela méritait tous les applandissertes et

daim rose, des canotiers, des « fez ».

des noix de cajou dorées et des

escargots de nacre, des écharpes en

coat (oui, mais blanc et à capuche

de velours chocolat), on porte de

gros gilets jacquard (aux emmanchures cloutées d'or), et les escar-

pins de satin on de lézard trottent

toujours. Pour les parfaites qui sem-

blent dire : « Restons simples ce

soir, on dînera à quinze, entre

intimes », il y a des longues jupes en

Saint Laurent revient là ou le luxe

peut se passer de détails.

On s'emmitousse dans un duffle-

YVES SAINT LAURENT

#### Confort

Plus souple, plus sport, l'hiver d'Yves Saint Laurent, annoncé par des capes de drap, des pantalons larges froncés sur les hanches comme des jupes, des parkas à taille coulissée, semble se promener le long des quais, au milieu des beiges, des gris, des kaki, avec une nonchalance très raffinée. Tous part du puil, du gilet, d'une simplicité qui n'a rien à envier au dépouillement et dont l'emblème serait : une jupe de daim, des bas de voile, un puil noir à col cheminée éclairé par une grosse croix à cabochons multicolores.

Cette aisance, on la retrouve dans les trenchs en tweed, les marinières roses fermées par trois gros boutons de jais, les robes de jersey toutes droites conclues par un lêger drapé. Le naturel ne tue pas, s'affiche, tel un hiver en été, avec des gants de

soie brochée, en lamé écossais fivo, portables avec des lainages pintrois gros boutons pants, des colliers de perles et des étoiles de strass... Une jambe internir un lêger drapé.

mousseline.

ISSEY MIYAKÉ

PS-

UD

CH

CO.

pon

CO

CO

### Métamorphoses

Chez Issey Miyaké, le moindre pull est une sculpture de mailie hérissée de crêtes et de bosses, et chaque modèle révèle les facettes d'une histoire racontée au futur : un col se plie et retombe, pareil aux feuilles que crache une imprimante d'ordinateur, il se dépose en souplesse sur les épaules, et trouve le moyen de faire des pointes dans le dos... Issey Miyaké multiplie les performances : le voici, tel un équilibriste à jouer avec le tissu comme avec l'air, à jongler dans le vide, sans se soucier des références, de la

«féminité» de la mode. Seul le

mouvement compte, justifiant les coups de tête, les fausses pistes, les rayures d'un pantalon qui partent en diagonale et finissent par retrouver sans drame, les horizontales du côté de la fesse droite, les élégants mensonges (une chemise pantalon en nne pièce), les trompe-l'œil (une combinaison tatouage). Certaines vestes, certains manteaux, se boutonnent dans le dos. Compliqué? On dirait que les pinces, les coutures, se sont envolces. Ne subsiste que le pli : serré façon toque de cuisinier, large, il a raison de tout. On croit assister à une métamorphose...

MODE

Les Journées du prêt-à-porter automne-hiver 1989-1990

### Le grand déballage

Après cent vingt défilés en dix jours,
Paris confirme sa position de capitale de la mode.
L'événement le plus attendu de la saison
aura été celui de Roméo Gigli, qui présente habituellement
ses collections à Milan: C'est à la cour Carrée du Louvre
qu'on a applaudi également les plus grands,
d'Issey Miyaké à Yves Saint Laurent. Prêt-à-porter?
Couture? La tendance principale, c'est le retour au calme,
à la douceur des formes et des matières.
Pourtant, l'hiver 1989-1990 pourrait bien accentuer
l'écart existant déjà entre la mode des podiums
et celle de la rue.

De l'or et des fourrures

L'hiver sera douillet. Tandis que les tissus « ramollissent » (jersey, crêpe, cachemire...), la ligne, fluide, drapée ou corsetée, suit son irrésistible ascension. En frac de maille (Jean-Paul Gaultier) on en costume cigarette (Dorothée Bis, Helmut Lang), la silhouette s'étire comme un grand «I», évoquant tantôt des poétesses rustiques (Guy Paulin) des amazones coquines (Chantal Thomass), des égeries de David Bailey. Là, les jupes frôlent les chevilles, ici, les pulls se portent en tuniques. Médiévales, romantiques ou psychédéliques, les citations se mul-tiplient, dessinent le portrait-robot d'une femme qui ne saurait plus très bien comment séduire. Au début des années 80, les Japonais défendirent l'aintelligence » en plongeant les femmes dans des vêtements déstructurés destinés à mettre en valeur le visage plus que les formes. Par réac-

LACROIX ET MONTANA

L'or, on le trouve chez Lacroix-

Luxe. Un luxe inoul, un ruisselle-

ment d'ors brodés, brochés, frangés,

sur les casaques, les jupes virevol-

tantes, les pantalons pattes d'eph, et

jusque sur les jambes des affolantes

sultanes. Avec les ors, il y a des

tissus-tapisseries aux teintes claires.

des traversées de rouge flamme, de

la dentelle noire, des « petites

robes » fluides et simples, puis

arrive une noire Shébérazade entiè-

rement coulée dans l'or d'une soie

On a envie de toucher cette

extraordinaire combinaison de dou-

ceur froide et d'éclat métallique, de

retenir ces merveilleuses appari-

tions. On est projeté dans un rêve

des Mille et une Nuits où les

femmes de harem seraient des filles

délurées qui auraient pillé les tré-

sors du vizir pour s'amuser à imiter

La fourrure, on la voit chez Mon-

tana. Elle prend des teintes impro-

bables, rouille, bleu, vert. Le vison

rasé imite l'ocelot ou, plus dandy

encore, le velours cotelé. Les man-

tesax sont immenses - des pei-

gnoirs, dit le programme. De lan-

guides sirènes s'y emmitoufient.

MARTIN MARGIELA

Décalages

Ancien assistant de Jean-Paul

Gaultier, Martin Margiela défile

pour la deuxième saison à Paris, en

total décalage avec le chic « cou-

ture » auquel prétendent

aujourd'hui trop de jeunes créa-

teurs. Des mannequins blêmes au

regard lourd et noir, avancent sur un

sol tendu de papier journal, avec.

pour tout accessoire, des bouts de

scotch d'emballage ( - fermant » les

manteaux », et, là où commence le

décoileté, un triangle de peau pail-

leté d'argent. Chaienr, pénombre,

guitaristes en blouse blanche... Plai-

santerie? Un acheteur américain

quitte la salle. Ce vrai faux brico-

lage cache et révèle un vrai travail

de tailleur. Après douze ans de

mode (il a été responsable de collec-

tions pour Gibo, Fuzzi, les fabri-

cants de Jean-Paul Gaultier), il

impose sa maîtrise aux vestes, aux

pantaions, aux gilets, qu'il allonge,

découd, retourne, élargit, réduit,

arm de micux faire ressortir les

Il pratique le soigné-négligé (un

mouton retourné et coupé à vif, sans

ourlet, mais avec des pinces, un

blouson de motard aussi rebondi

qu'un mannequin de conturière). Il

y a des ruses d'illusionniste, des bol-

ducs secrets à l'intérieur (jadis uti-

lisés par les amazones), des cein-

tures en tissu de doublure, des

manches sans veste utilisables

comme des guêtres de chemises...

On a envie de se laisser porter par le

L.B.

coudes, la poitrine, la cambrure.

les défroques de maman hippy.

tion. Paris fit triompher ses Parisiennes pimpantes et décolletées. La recherche continue... Apparemment, tout se complique, car c'est de la ruse que naît le charme : cacher, tout en révélant (une minijupe plis-sée sur un fuseau chez Gaultier, un short sous un maxi manteau chez Chloé). Mais l'intimisme a raison des grands discours et des appels à la provocation; le court n'habille plus les fatales mais les junions : le long glisse, ne sculpte plus le corps mais l'enroule, avec de grandes capes asymétriques (Yohii Yamamoto), des manteaux fluides aux conleurs d'eau (Claude Montana), témoin d'une envie nouvelle de confort, de nonchalance. Le «cocooning » fournit à Angelo Tarlazzi l'occasion de présenter des manteaux à double face (beige, orange). ronds comme des igloos, des combi-

ondulent, se courbent et tournent

lentement. Sous la fourrure, elles

portent de longues robes fluides, qui

caressent leurs corps longilignes.

Lointaines, rêveuses, le cou pris

dans de hauts colliers de fourrure, le

teint pâle, elles semblent se prépa-

Souplesse fuyante comme l'eau

des fourrures, des peaux, des jer-

seys. On glisse dans la splendeur

morbide d'un monde aquatique, où

reviennent, le terms d'un chant les

rer à poser pour le Greco.

fantômes des Loreleis.

naisons de style souris d'hôtel, remplaçant pulls et jupes. Guy Paulin transforme l'amante en mère qu'il de chambre façon Oscar Wilde, les somptueuses robes-déshabillés rien ne se démode, c'est le problème. En l'absence de grand mouvement fédérateur, la mode semble éclater en mille et une anecdotes. Oui, les années 1965-1970 alimentent par leur énergie les dernières tentations délirantes : on a vu des shorts en hurex chez Dorothée Bis, des pantalons à pattes trompette, et Karl Lagerfeld, dans un élan pop, a su présenter un tailleur Chanel orange, des miniredingotes à boutous dorés, portées sur des collants de conleurs.

Pourtant, rien n'explose vraiment, sinon la sagesse, la retenue, remarquées chez les plus audacieux et les plus risque-tout, comme Jean-Paul Gaultier ou Martine Sitbon! « Mon cycle Carnaby Street se termine. J'al eu envie de vêtements plus simples et plus calmes, inspirés des tenues masculines, des uniformes de sport. »

#### Une série de micro-tendances

D'où les trenchs portés sur des bottes d'équitation, les jodhpurs et les petits spencers. Le voyage en Orient se termine. On surprend tout de même celle qu'on n'osait plus imaginer : la moumoute afghane, bordée de poils touffus. Elle n'est plus en chèvre, mais en velours vert Rensissance. Signe des temps: l'envie d'authenticité, de retour à la terre, au confort, aux « vraics valeurs », se déploie dans la sophistication d'une nature très couture : un manteau « arc en terre » à vingt conleurs, des vestes écolo-chic de Jean-Charles de Castelbajac en cuir « détourné » imitant l'écorce, la mousse, le lichen, le hêtre, le marronnier... Le comble en la matière, restera tout de même le vison de Claude Montana traité façon velours côtelé.

A la rue de choisir, de répondre.

Mais n'a-t-elle pas déjà montré ses
priorités? Le blouson, le jean, la
petite robe « sexy et moulante », le
tailleur, dont les ventes s'emballent
(une progression de près de 20 % en
1987). « La mode est faite pour être
copiée », disait Gabrielle Chanel.
Celle de l'hiver 1989-1990, se caractérise par une série de micro-

tendances, lancées, telles des allusions, dans une conversation entre intimes.

Victimes des prix qu'ils pratiquent, beaucoup de créateurs agissent comme des conturiers, ne semblent plus créer pour des femmes, mais pour une femme dont l'existence reste improbable. Prêt-àporter ou prêt-à-photographier? Le décalage s'accentue, ouvrant la voie aux interprètes, aux simplificateurs, et à tous les apôtres des valeurs sires ». On a ainsi appris la semaine dernière dans le Figuro Madame qu'il existait une mode « bien élevée ». Mais « ne vit-on pas une vraie princesse poser en jean troué dans un hebdomadaire »?

La France fait la morale, unifor-

mise ses vitrines, boude les différences. L'Italie, les Etats-Unis, le Japon, achètent et reconnaissent anjourd'hui une nouvelle génération de stylistes. Ils savent faire du « portable » sans négliger la fantaisie. l'humour, le détail, le raffinement. Les professionnels ont eu le privilège de voir, à la résidence Maxim's, une cinquantaine de collections, dout celles de Séverine Perraudin, Claire Dedeyan, Corinne Cobson, 31 «février», Marion Lesage, et pour la plupart peu ou mai distribuées en France. A Paris, il y avait aussi les robes de ministresses de Franck Joseph Bastille, les bijoux de Mercedes Rubirosa, les chapeaux de Jacques Le Corre (trente-cinq points de vente aux Etats-Unis), les sonliers de Philippe Model, brodés, cloutés, aux découpes subtiles. Et puis, visible en show room, la collection «Aeroport» de la jeune Espagnole Sybilla, qui défilera à Tokyo en avril : son histoire d'hiver, racontée en quatre séquences (« partir », « travailler », « se reposer », « sortir »), répond, très personnellement, à des attentes modernes.

Plus corrosif, Walter Van Beirendock, représentant la Belgique dans le cadre du défilé européen de la Woolmark, avait choisi de montrer au public de la cour Carrée ses pulis rose, orange, bleu, bardés de rébus, de signes astrologiques, érotiques, de croix et aussi de chiens à tête rayée façon pyjama de bagnard. Un travail parfaitement tricoté. Comme chez Gaultier, on trouvait, pour les accessoiriser (et juste pour rire), des cagoules, des crochets. Le créatour avouait : « J'ai eu envie de réqgir à la douceur, au romantisme, à cette tendance « soft », au sucré, au coquet... La réalité est tellement différente. >

LAURENCE BENAIM.

ia Inagrament Andrá

Les costumes historiques russes au Musée Jacquemart-André

### Une extravagance orientale

Le Musée Jacquemart-André est méconnaissable : dépoussiéré, lumineux, cet hôtel particulier retrouve son faste avec l'exposition sur les costumes historiques russes de l'Ermitage. Elle a été organisée par Yves Saint Laurent à la suite

à la suite de la rétrospective consacrée au couturier en 1987, à Leningrad. Une superbe invitation au voyage.

D'abord l'éclat. Caftans de soie, robes de mascarade, uniformes orfèvrés d'arabeques d'or, coiffes scintillantes... Et surtout, le plaisir de pouvoir rêver, s'émerveiller, fait si rare dans les expositions de costumes à Paris. Le prétexte documentaire justifie les leçons de coupe illustrées sur podium, l'ennui des vêtementsdocuments, lci, qu'il soit de ville, de « visite », du soir, de fête ou d'apparat, le vêtement est d'abord une parure. Quelque cent sobante-dix costumes russes, de 1700 à 1914, ainsi que cinquente peintures (essentiellement des portraits de cour), ont été réunis au Musée Jacquemart-André. Tous proviennent du Musée de l'Ermitage à Leningrad.

Cet ancien palais d'hiver de plusieurs milliers de pièces, de la fameuse garde-robe de Pierre le Grand (300 vêtements), aux costumes populaires en toile. L'exposition nous montre les premiers comme les seconds. L'ensemble permet d'apprécier les exploits de l'art appliqué en même temps que l'histoire de la mode russe, marquée des le dixhuitième siècle par une occidentalisation du goût. C'est Pierre le Grand, le père de la Russie moderne, qui impose par oukase aux seigneurs russes, un costume digne de la cour de Louis XIV. Les



Costume de la tsarine Marie Il Jinichua

femmes, jusque-là confinées dans le terem se montrent à la cour. Les bals justifient tous les caprices: Elisabeth aurait possédé quinze mille robes... Tearine « éclairée », Catherine II invite Diderot à sa cour, correspondavec Voltaire, accueille architectes et artistes.

Mélange
 de sublime et d'excès »

La mode est l'illustration brillante de cette politique d'ouverture : la pli Watteau triomphe sur les bords de la Neva. Plus tard, au dix-neuvième siècle, le couturier angleis Worth, installé à Paris, envoie chaque saison une partie de ses ouvrières à Saint-Pétersbourg, pour réaliser des robes à tournures. C'est là que Paul Poiret organisers le premier défilé de l'histoire de la mode...

Mais, on s'an rand compte en visitant l'exposition, la mode

russe dépasse le phénomèrie de l'importation. Elle a son identité. faite d'une extravagance tout orientale, à l'image des palais aux parois couvertes de porphyre. Les plus beaux témoignages en sont ces robes de cour à traîne maiestueuse, brodées d'argent, ou ces toilettes portées par les invités de tsar Nicolas II lors du bai costumé de l'Ermitage (1903), auquel il fallait se rendre en habit du dixseptième. ∢ Mélange bizarre de sublime et d'excès», selon Stephen de Pietri, commissaire de l'exposition, le goût russe se déploie encore dans ces kokochniks, coiffes paysannes cossues à décors de perles et de verroterie. On imagine aussi l'envers du décor, les heures de patience, de travail au millimètre, le lent suicide des brodeuses, qui après dix ans devenaient aveugles.

Par-delà l'opulence, l'émotion naît de la couleur, des tabliers. des jupes de cotonnade, des ceintures tressées, des rouges, des verts vifs. Ces vêtements, dont certains ne possèdent pas d'autre richesse que la tradition œu'ils perpétuent, ont été conservés sur ordre de Lénine. Rien n'est calme ici. Sens doute parce que la salle rouge des costumes populaires. comme la demière, si poétique, avec ses robes claires baignant dans la douce agonie des années 10, restitue des personnages, héroines de Tolstol ou de Tchekhov... Les costumes de l'Ermitage ont déjà fait l'objet de manifestations à Moscou, New-York (Metropolitan Museum, 1974), à Londres (Barbican Center, en 1985). Mais l'originalité est liée ici aux toilettes exceptionnelles, jamais montrées auparavant, comme les costumes en brocart argenté, le tissu exclusivement réservé à la famille impériale. Perestroika? Pour la première fois, il a été fait mention par la direction de l'Emitage de leurs anciens propriétaires, les loussopov, Chouvalov, Strogonov, tous membres de l'aristocratie russe...

L. B.

\* Costumes historiques russes,
1700-1914. Musée JacquemartAndré Jusqu'an 31 mai.

هكذا من الأصل

## Spectacles

#### cinéma

#### LES FILMS NOUVEAUX

APPELEZ-MOT JOHNNY 5. Film américaia de Keasseth Johnson, v.o. : Forum Arc-ca-Ciel, I= (42-97-53-74); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: George V, 8 (45-62-41-46); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19); Convention Saim-Charles, 15º (45-79-33-00).

apple for the same of the same

المعرف والمصافحات

10% % ......

80 2 6 Bury

Carlo Salara

Parties a

---

And the second

The state of the s

A Table 1 Carlot and the same

a specific distance and

.;≰... · · · . \_ . \_ \_ .

the state of the s

A Commence of the Commence of

Mary Comments

THE RESERVE

Statistical and a second control of the second contro

**4.** 

F : 12. - . .

The Children and the

實際 电电路电路

4240,000

the state of

grander and the

16. 17.10 Av.

Mary Comment

LES ENFANTS DE L'ORAGE, Film tchèque de Drahomira Krakova, v.f. : Studio 43, 9- (47-70-63-40). JUMEAUX. Film américain d'Ivan

Reitman, v.o.: Forum Horizon, I (45-08-57-57); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); George V. 8 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Rex., 2 (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fanvette, 13º (43-31-56-86) : Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14-(43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00): Ganment Convention, 15. (48-28-42-27); Pathé Wopler, 18\* (45-22-46-01); Lo Gambetta, 20-(46-36-10-96).

KHANDHAR. Film indien de Mrimi Seu, v.o.: Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34); Sept Paraassiens, 14 (43-20-32-20).

LES LIAISONS DANGEREUSES. Film américain de Stephen Frears, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); UGC Odéon, 6-(43-25-10-30) ; La Pagode, 7º (47-05-12-15); Gaumont Ambassada, 8 (43-59-19-08); Gaumout Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67); 14 Juillet Bestille, 11º (43-57-90-81); Escu-

rial, 13\* (47-07-28-04); Gaumont Alesia, 14\* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienvenile Montparmasse, 15 (45-44-25-02) : UGC Maillot, 17. (47-48-06-06); v.f. : Gairmont Opera, 2-(47-42-60-33); Les Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); Fanvette Bis, 13-(43-31-60-74); Miramar, 14 (43-20-89-52): Gaumont Convention. 15° (48-28-42-27); Path6 Clichy, 18° (45-22-46-01).

ROMUALD ET JULIETTE Film français de Coline Serrean : Rex, 2 (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Montpar-nasse, 64 (45-74-94-94); UGC Odéon, 64 (42-25-10-30); UGC Normandie, 84 (45-63-16-16); UGC Opéra, 94 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Mistral, 14 (45-39-52-43) UGC Convention, 15º (45-74-93-40) : UGC Maillet, 17- (47-48-06-06); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

UNE BLONDE ÉMOUSTIL-

LANTE. Film tchèque de Jiri Men-

zel, v.o.: Forum Aro-en-Ciel, 1º

(42-97-53-74); Epéo de Bois, 5

(43-37-57-47); Le Triomphe, & (45-62-45-76) ; La Nouvelle Mazéville, 9- (47-70-72-86); Sept Parmassiens, 14 (43-20-32-20). VENT DE GALERNE. Film francocanadien de Bernard Favre : Forum Arc-en-Clel, 1º (42-97-53-74): Pathé Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37); Convention

Saint-Charles, 15 (45-79-33-00);

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

#### La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI

Les Muets du cinéma : le Docteur Mabuse (1922), de Fritz Lang, l'image d'une époque (1922), de Fritz Lang, Inferno (1979), de Dario Argento, 15 h; Hommage à Kinnyo Tanaka; les Sceurs Munckata (1950, v.o. sous réserve), de Yasajiro Ozu, 19 h : Contes fantastiques de Yotsuya 1-2 (1949, v.o. s.t. anglais), de Keisuke Kinoshita, 21 h 15. DIMANCHE

Le Voleur de bicyclette (1948, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 15 h; Hommage à Kimryo Tanaka : Complot à l'intérieur du palais (1951, v.o. s.t. anglais), de Daisuke Ito, 17 h; Miss Oyu (1951), de Kenji Miznguchi, 19 h; le Boucher (1969), de Claude Chabrol, 21 h.

SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI Rimini et le cinéma : la Fille à la valise (1961, v.o. s.t.f.), de Valerio Zurlini, 14 h 30; Intervista (1987, v.o. a.t.f.), do Federico Fellini, 17 h 30; la Dolce Vita (1960, v.o. a.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

DIMANCHE

Rimini et le cinéma : les Nuits de Cabiria (1957, v.o. s.t.f.), de Federico Felfini, 14 h 30; la Strada (1954, v.o. s.t.f.), de Federico Fallini, 17 h 30; la Cité des femmes (1979, v.o. s.r.f.), de Federico Fel-

#### VIDEOTHEQUE DE PARIS (40-26-34-38) SAMEDI

L'Afrique à Paris : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 : Enfance : le Voyage de Badabou (1955) d'Henri Gruel, la Goutte d'or (1971) de Jean-Pierre Olivier de Sardan, Un gosse de la butte (1963) de M. Delbez, 14 h 30; Beurs: Karim Kacel du bines (1983) de B. Godard, Performances (1985) de Salah Saighi, 16 h 30 ; Table ronde : Jeunesse en quete d'une culture (1983) d'Ali Akika, Larmes de sang (1979) d'Anno-Mario Autissier et Ali Akika, 18 h 30; Errance: Si Moh (1971) de Monmem Smihi, Que fait-on ce dimenche ? (1978) de Lotfi Essid, 20 h 30.

DIMANCHE

L'Afrique à Paris : Mirages : Métro Couronnes (1980) de François Pain, Ali au pays des mirages (1980) d'Ahmed Rachedi, 14 h 30; Enfants d'immigrés; Un gosse de la butte (1963) de M. Delbez, Entre deux rives (1981) d'Yves Jeanneau, Entre deux rives (1981) d'Yves Jeanneau, le 15 à Belleville (1982) de Georges Buisson et Alain Grasset, 16 h 30; Désiré Ecaré: Concerto pour un exil (1968) de Désiré Ecaré, A nous deux France (1969) de Désiré Ecaré, 18 h 30 ; Recette africaine : Bako, l'autre rive (1980) de Jacques Champreux, l'Argent aux Noirs (1988) de Christine Kerdellant, Un dessert pour Constance (1981) de Sarah Maldoror,

#### Samedi 25 - Dimanche 26 mars

### théâtre

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). O La Fête de l'amour : 20 h 30 (Ven.). D Les Enfants du Soleil : jeu., mar. 20 h 30. Le Triomphe de la jalousie : sam. 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h.

dim, 15 h 30, Rel. dim. soir, lan. ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Callas : 20 b 30. Rel dim, has Salle Louis Jouret O Les Amants magnifiques : 20 h 30 (Jen., ven\_ sam.). Rel. dim., lun.

**AU COUVENT DES CORDELIERS (43-**29-40-63). Une folic électrique : 21 h. dim. 15 h. Rel dim. soir, hun.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). 0 Titus Andronicus (spectucie en langue anglaise) : 19 h 30 (Jen., ven., lun., mar.), sam. 17 h. Rel. dim.

CARTOUCHERIE THEATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30. Red. dim. soir, hun. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPETE (43-28-36-36). Le Petit

16 h. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). D Théatralité et Révolution : jen. 18 h 30. Etrange, étrangeté, altérité (débat) : jen. 20 h. Une seule fois un jour : jeu. 19 h. La Quinze-Chevaux : jeu.

cité des sciences et de l'in-DUSTRIE (40-05-70-70). 4 Les Savants et la Révolution : 15 h 30. Rel. lun. CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grand Thiûtre. O La Fausse Suivante ou le Fourbe puni: 20 h 30, jen. 14 h 30. Rel. dim., inn., mar. La Resserre. La Chevelure : 20 h 30. Rel. dim., inn. > Zalre ou le Famastisme religieux : 20 h 30. Rel. dim... inn., mer.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). D Brassens, Brel: 20 h 30, dim. lus. 15 h 30, dim. 20 h 30. Rel. lun. soir,

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). 0 La Première Tête : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière), sam. 19 h et 21 h.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir., hm. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). O Britannicus : 14 h. Salle Richellen. O La Cagnotte: 20 h 30 (Lun.), dim. 14 h. D La Folle Journée on le Mariage de Figaro: lnn. 14 h, dim. 20 h 30.

42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30, sam. 16 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir lun ELDORADO (43-68-32-26). O Rêve de

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-

Vienne: 14 h 30, jeu., sam., dim. 14 h 30, dim. 20 h 30. sam. 20 h 30. GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30. Rel. dim., lun.

GCETHE-INSTITUT (47-23-61-21). 0

Autoreniesung und Werkstattgespräch Lecture-rencontre: 19 h et 21 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Corps à cœur : 18 h 45. Rel. dim., hm. O Adieu Agatha : 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière). Jangleries ou Histoire du tigre et autres histoire : 22 h 15. Rel. dim., lun. Dien aboie-t-

il ?: mar. 20 h 30. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-femme de ma vie : 20 h 30. Rel. dim.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chanve : 19 h 30. Rel. dim. La Lecon : 20 h 30. Rel. dim. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30. Rel. dim.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34) O Quant au diable, n'en parlons pas : 21 h 30, dim. 21 h 30. Rel. lun. Theatre nois. O Le Petit Prince : 18 h 45, dim.

20 h, dim. 20 h. Rel. han. O Après la pluie, le beau temps : 21 h 30, dim. 21 h 30. Rel. lun. MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rei. dim. soir, lan. D Les Sept. Miracles de Jérns : jent., von. 18 h. MARAIS (42-78-03-53). O Une vie boule-

18 h 45. Rel. lun. O Le Jardin d'Al Mus-

tafa le prophète : 20 h, dim. 20 h. Rei.

lun. Thestre rouge. O L'Aquarium : 18 h 45, dim. 18 h 45. Rel. lun. O

Contes érotiques arabes du XIVe siècle :

versee: 18 h 30 (Jeu., ven.), sam. 14 h 30. Rel. dim., hun., mar. L'Avare : 20 h 45. Rel. dim. MARIE STUART (45-08-17-80). Le Revizor: 18 h 30, Rel. dim., han. Les Héroldes: 20 h 30, Rei, dim., lun, Lettres de la marquise de M. an comte de R.: 22 h.

Rel dim, hun. MARIGNY (45-08-85-97). • Starmania 21 h (Jeu., ven., sam., mar.), dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. MARIGNY (PETTE) (42-25-20-74). La

Face cachée d'Orion : 21 h. Rel. dim. MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théstre: 21 h, sam. 16 h. Rel. dim. MATHURINS (PETTIS) (42-65-90-00). Pour l'amour de Marie Salat : 19 h. Rel.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30, sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ODEON (43-25-70-32). La Mouette 20 h 30, dim. 15 h. Rei. dim. soir, lun. OĐĚON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélia Steiner: 18 h 30. Rel. lun.

Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dan. OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). Je me souviens : 20 h/30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun., jeu.

PALAIS DES CONGRÉS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 15 h et 20 h 30, sam. 15 h, 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h. Rel. luz. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). 💠 Holiday on Ice : le Tour du monde en 80 jours: 15 h, dim., lun. 15 h, sam. 17 h 30 et 21 h, ven. 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, hn. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Journal d'une petite fille : 21 h, sam. 18 h. Rei. dim., lun. > Ossia mar. 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). O L'Effet des rayons gamma sur les margnerites : 21 h. dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun-THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposture : 20 h 45. THÉATRE DE PARIS (42-80-09-30).

Cars, d'après Old Possum's Book of parctical Cats: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Lettres d'une inconque : 18 h 30. Sur le fil: 20 h 30, dim. 19 h. Morales, relative: 22 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grand Théâtre. La Veillée: 20 h, dim. 15 h 30. Petite saile. Nationalité française : 15 h 30 et 21 h. dim. 16 b.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Lorenzaccio : 20 h, dim. 15 h. MITT, Le Foz de Madeleine: 21 h. Petite saile. A la nuit, la nuit en alternance: 20 h 30, dim. 15 h.

GALERIE DE NESLE (6°) (43-25-11-28). Roland Dyens, 20 h 30, sam., dim. (dernière), Gnit., M. Terrioux (vib.). J.-L. Ceddaha (perc.). Œuvres de Villa-Lobos, Dyens, Coltrane. Dans le cadre du VIII Festival international de la guitare.

Téléphone location: 45-23-18-25. MAISON DES CULTURES DU MONDE (6') (45-44-41-42). Mauritanie, 20 h 30, sam. (dernière). Dimi Mint Abba (harpe), Khalifa Ould Eide Chants et danses des cours

SAINTE-CHAPELLE (1") (46-61-55-41). Ensemble d'archets français. 21 h, mer., jeu., veu., sam., dim. Dir. Jean-François Gonzales. - Les Quatre Saisons -, de Vivaldi, - Suite nº 5 -, de

THEATRE DE LA VILLE (4) (42-74-22-77). Abdel Aziz El Muharak, 18 h 30. sam. (dernière). Musique du Soudan. TOURTOUR (4º) (48-87-82-48). Pascal Le Pennec, Guy Perin. 19 h, sam. Accordéons. Œuvres de Bach, Fauré, Grieg.

### expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar, de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

ERIE CUNNAR ASPLUND, Centre d'information Cci.Entrée libre, Jusqu'au 17 avril. SUR LE PASSAGE DE QUELQUES

pelicounnes. A diavers ess since courd upité de temps, Situationnistes 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'an 9 avril JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5 étage. Entrée : 30 F.

Jusqu'an 27 mars.

Musée d'Orsay 1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE : MALLARME, DEBUSSY, NUINSKY. ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne mis per Exposition-dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

**Grand Palais** 

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des caisses tous les jours à 19 h, mer. à 21 h. Nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

Musées

L'ART ET LA VIE A MADAGAS-CAR. Musée national des Arts africains et occaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.Lj. sf mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'au 21 mai.

décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-Jusqu'au 21 mai.

RUSSES 1700 - 1914. De la collection du musée de l'Ermitage de Leningrad. Musée Jacquemart-André 158, bd Haussmann (42-89-04-91). T.Lj. sf lun. 1 mai de 12 h à 18 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai. 13, av. dn Président-Wilson (47-23-36-53).

(entrée da musée). Jasqu'au 27 mars. 16, sue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Emrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

VISIONS DU SPORT. Cent sus de photographies de sports, sportifs et sup-porters. Palais de Tokyo, 13, av. du

Centres culturels

AMSTERDAM 'ART, Gerrit Thomas Jusqu'au 15 mai.

GASTON CHAISSAC. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.Lj. of dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'an 6 mai.

HERGE DESSINATEUR. Bibliochib-

que Forney, hôtel de Sens, I, rue du Fignier 42-78-14-60). T.Lj. sf dim. et hun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au

CHARLES MATTON. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf jun. de 13 h à 18 h. sam., dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 16 avril. MUNICH 1937 : L'ART DIFFAME, L'ART ACCLAME Gothe Institut de Paris, 17, av. d'Iena (47-23-61-21). T.Lj. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Fermé du I au

MODES ET RÉVOLUTIONS. L'évointion de la mode et du costume de 1780 à 1989. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1-de-Serbie (47-20-85-23). T.Lj. sf lun. de 10 h à

NAISSANCE DE LA SOUVERAI-NETE NATIONALE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vicille-du-Temple (42-77-11-30). T.l.j. sf hun. de 12 h à 18 h.

PEINTURES CONTEMPORAINES DE CHINE ET DU TIBET : Œuvres de Xing Yongchuan et Han Shell, Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois 42-72-99-42). T.I.j. sf dim. de 10 h a 7 h 30, dim. de 14 h à 19 h. Du 28 mars au

CLAUDE PERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSI-QUE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.I.j. sf jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 16 avril.

QUARANTE ANS D'EDITION FRANÇAISE. Hommage à Massin. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surconf (45-56-60-17). T.Lj. sf dim. et jours fériés de îî h à 18 h. Jusqu'au î avril.

LE RIRE EST UNE ARME. La caricature française et la Révolution 1789 -1799. Bibliothèque Nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.Lj. do 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 avril

# 17 F

#### LE PALMARES DES PREPAS

Comment s'inscrire dans une prépa. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

#### ENQUETE

LA NOUVELLE JEUNESSE DES ÉCOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

#### POLITIQUE EDUCATIVE

LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

> NUMERO DE MARS, 124 PAGES En vente chez votre marchand de journaux

### ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

**ABONNEMENTS** 

36.15 LEMONDE

#### LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche ont indiqués entre parenthèses.) LES PIERRES. Vincennes. Interna-

tional Visual Théatre (43-65-63-63) (dim., lun.) 21 h (22) DES FRANÇAISES. Sceaux. C.A.C. les Gémeaux (46-60-05-64) mer., ieu., mar. à 21 h (22). VIVE LA RÉVOLUTION. Théâtre

20 h et 22 h (22). UN CŒUR SIMPLE. Théâtre de l'Ombre qui roule (43-26-29-61) (dim. seir) 21 h; dim. 17 h (22). L'EFFET DES RAYONS GAMMA SUR LES MARGUERITES. Ranelagh (42-88-64-14) (dim. soir,

Grévin (42-47-13-09) (hun., mar.)

hun.) 21 h; dim. 17 h (22). TTTUS ANDRONICUS (spectacle en hargue anginise). Bouffes-du-Nord (42-39-34-50) (dim.) 19 h 30; sam.

QUI A TUE BARBOT? Le Bateau-Théâtre (42-08-68-99) (dim. soir. Inn., mar.) 20 h 30 : dim. 16 h (22). LA VISITE. Théêtre de la Bastille (43-57-42-14) (hun.) 21 h (23). ALADIN'S PALACE AUX 1000 MIROIRS. Arènes de Lutèce (42-66-34-84) (lnn.) 20 h 30; sam., dim. 15 h (23). SPECTACLE CHARLES CROS. Bibliothèque nationale de Paris. Galerie Colbert (47-03-81-26) jeu. à

20 h 30 ; ven, à 18 h 30 et 21 h ; jen. 12 h 30; sam. 15 h (23). LA DOUBLE INCONSTANCE. Cachan. Théâtre (46-65-66-12) sam. à 20 h 45 (25).

LE SHAGA. Arlequin Théâtre (45-89-43-22) 20 h 30 (28). LA DOUBLE INCONSTANCE. Rueil-Malmaison. Théaire André-Mairaux (47-32-24-42) 20 h 45

DE SADE, JULIETTE. Théâtre de l'Atalante (47-07-77-75) 20 h 45

OSSIA. Poche-Montparnassa (45-48-92-97) 21 h (28). DIEU ABOIE-T-IL? Guichet Montparnasse (43-27-88-61) 20 h 30

#### Région parisienne

AUBERVILLIERS (THEATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Familie d'artistes : 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. BAGNEUX (THEATRE VICTOR-HUGO) (46-63-10-54). > Gracchus Babeuf on la Compiration des éganx : ven.

20 h 30. BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE 93) (48-31-11-45). Le Monde d'Albert Cohen : 21 h, dim. 16 h. Rel. dim. soir,

BOISSY-SAINT-LÉGER (LE FORUM) (45-69-83-48). D Midi-missis de théstre : Le Crocodile : sam. 12 h. Histoire d'un merie biane : sam. 13 h 15. Bonjour monsicur Bandelaire : sam. 14 h 30. La Comète de Allais : sam. 15 h 45. D'Aurore à George Sand : sam. 17 h. Colette : sam. 18 h 15. Chamfort ou le rêve d'une vie : sam. 19 h 30. Camille C : sam. 20 h 45. Histoire du pain Valentin : sam. 22 h. La Vengeance d'une femme : sam.

23 h 15.

GENNEVILLIERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Selle L. La Forêt: 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun. Saile II. O Crimes exemplaires: 20 h 30 (Ven., mar.), dim. 17 h. Rel. dim. soir, hun. O Le Tableau :

22 h (Ven., mar.), dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, hun. SARTROUVILLE (THEATRE DE SAR-

TROUVILLE) (39-14-23-77). ▷ Les Bains de rivière : jeu., ven. 14 h. SCEAUX (C.A.C. LES GÉMEAUX) (46-60-05-64). O Des Françaises Claire Lacombo-Berty Albrecht : 21 h (Jen.,

#### Concerts

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (13°) Quatuor Sequana, 17 h dim. Quatuor à cordes, Thierry Wartelle (clar.). Œuvres de Haydn, Mozarz, Weber.

EGLISE DES BLANCS-MANTEAUX (4) Camera NOP, 17 h 30, dim. 20 h 30, lun. Solistes de l'Orchestre philharmonique de Radio-France. «L'Art de la fugue», de Bach. Téléphone location :

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5°) Philharmonie de chambre, 20 h 30 dim. Dir. Roland Douatte, Hélène Peret (mandoline). Œuvres de Vivaldi. Ensemble orchestral du Nouveau Monde. 18 h, dim. Dir. Thomas Ahren. Anders Kilström (piano), Anders Ljungar-Chapelon (fl.). Envres de Bach,

CALDER INTIME. Musée des Arts

32-14). T.i.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. COSTUMES HISTORIQUES

DE TEMPS EN TEMPS. Photographies de Martine Franck. Palais de Tokyo, T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F LORIKA KOCH. Musée Bourdelle,

Président-Wilson (47-23-36-53). T.Lj. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (courprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

Rietveld (1888 – 1964) guand je m'asseois. Institut nécriandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.I.j. sf lun. de 13 h à 19 h.

9 avril. Entrée libre. Jusqu'au 17 mai.

17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

Entrée: 12 F (dim. 8 F). Jusqu'au 30 avril.

21 avril.

### PARIS EN VISITES

#### **LUNDI 27 MARS**

«Une heure au Père-Lachaise», 10 heures, 11 h 30, 14 h 30 et 16 heures, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langiade).

- Montmartre, quartier d'artistes », Il heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle). «La pyramide et l'aménagement du Grand Louvre . 11 houres, 14 h 30 et

16 h 30, métro Tuileries (C.-A. Mes-- Passages et vieux village de Belleville . 14 h 30, angle rue de Belleville et

nue Piat (Les Flâncries). «Le vieux Belleville et ses jardins», 14 h 30, sortie metro Télégraphe (Résurrection du passé). - Pyramide et aménagement du

Grand Louvre . 14 h 45, metro Palais-Royal, sortie rue Saint-Honoré (M. Banassat). - Mystéricuse symbolique de Notre-Dame de Paris. Franc-maçonnerie, Rose-Croix, bouddhisme ., 15 heures,

sortie métro Cité (L. Hauller).

- Promenade révolutionnaire dans la rue Saint-Honoré », 15 heures, métro Tuileries (P.-Y. Jaslet).

L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (M. Pohyer). - L'Institut, la coupole, l'Académie française ., 15 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

 Vieux Nogent et promenade de l'île de Beauté», 15 h 30, gare RER de Nogent-sur-Marne (Approche de l'art). « Montmartre des artistes et des poètes., 15 houres, 2, rue du Mont-Cenis, devant l'église Saint-Pierre

(Paris et son histoire). MONUMENTS HISTORIQUES «Le parc Montsouris, création du

Second Empire >, 15 heures, sortie RER Cité-Universitaire, - Les Halles, nouveau centre de Paris . 15 heures, sortie métro Rambutean, angle rue Rambuteau et Centre Georges-Pompidou.



- <u>- -</u>

Evolution probable du temps en France estre le samedi 25 mars à 0 heure et le hadi 27 mars à 24 heures.

Un that d'ouest, encore faiblement perturbé sur l'extrême nord du pays limanche matin, s'orientera au sudonest dans la journée puis, au sud lundi. Les conditions anticycloniques prédomiperont dimanche. Un front oudulant s'enfonce sur l'onest hundi. Dimanche : retour du seieil.

Encore bien des mages le matin, surrout sur l'ouest et la moitié pord, où quelques gouttes sont encore possibles cà et là. Le soleil, déjà présent ailleurs, reapparaîtra progressivement dans l'après-midi. Il fera alors très doux sur

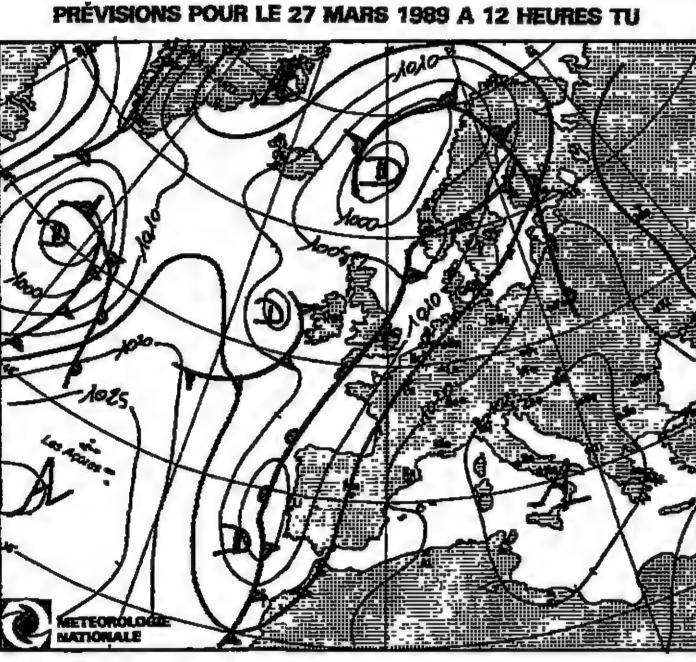
l'ensemble du pays. Les températures minimales à l'aube seront de 4 à 8 degrés dans l'intérieur, de 7 à 10 degrés sur les régions côtières. Les maximales iront de 18 à 22 degrés

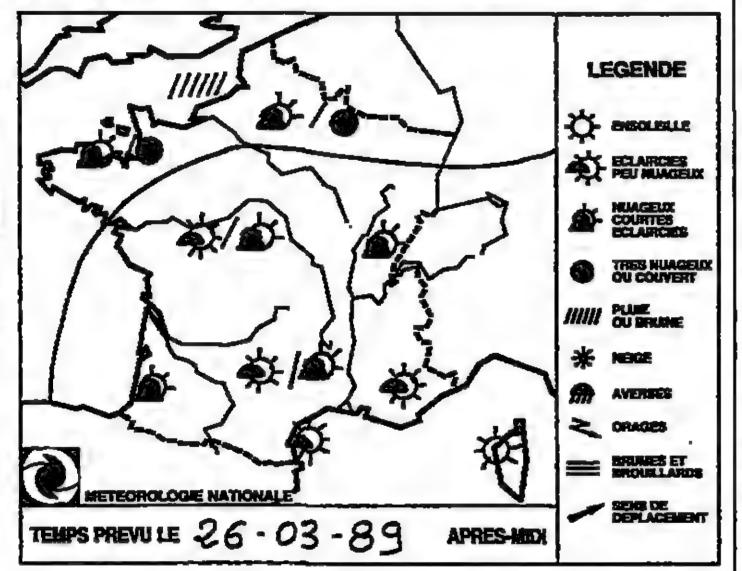
du nord au sud, avec des pointes 25 degrés dans le sud-ouest. Lundi : orages sur l'Ouest, chalcur

Les régions proches de la Manche, et plus particulièrement la Bretagne, seront les seules à commencer la journée sons un ciel très nuageux. Au fil des heures, ces nuages deviendront plus menaçants. Des ondées, parfois ora-geuses éclateront de la Bretagne en Nor-mandie, gagnant dans l'après-midi les Pays de Loire. Le ciel sera alors de plus en plus nuageux surtout sur tout l'Ouest

Les régions de la moitié est du pays seront privilégiées. Le soleil y sera présent du matin au soir, favorisant une montée des températures. Les minimales le matin seront de 3 à degrés sur la moitié est, de 7 à 12 degrés sur la moitié ouest. Les maximales remonteront de 18 à 20 degrés sur

le nord-ouest, de 20 à 25 degrés ailleurs.





	FRAN	VCE			1003\$	13	10	C	LOS ANG	&E	20	13	1
					TOULOUSE	15	10	C		URG			1
MARCED .				Ā	POENTE A PITTO	29	21	D					ľ
	K		10	C	-		-		MARRAE	<b>EE</b>	27	11	T
OURGES			3	P	ÉTRAI		14					10	Ī
	*******		iÖ	P	ALGER		4	D		********		3	i
	44 550000		8	2	AMSTERDAM	11	6	D	MUNTRE	4	-	-7	ō
AEN			7	P	ATHÈNES	16	11	P	M0500U	M	3	-1	Ì
		12	ģ	Ĉ	BANGROK	33	25	C	NAIROS	••••••	ac	_	7
TEHON		-	2	N	BARCELORE		6	D	CATALOG .			17	
					IELGRADE		1	D	MEM-AON		8	-	3
TENEL	THE	16	2	D	MERLEN		5	N	0270			-2	1
ILE	*******	12	-	-	MUTELLES		7	D	PALMA-DI				1
DIOCES		10	8	C	LE CARR		25	D	YEARN			1	I
YON		14	6	C	COPENHAGUE		4	Ã	NO DEST	NEEDO.	31	23	7
<b>ARSHI</b> L			12	D				ŝ	ROME		20	4	I
UNCY			10	C	DAKAR	32	19		SINGAPOL			25	-
WIES.			11	C	DELET	29	19	N	STOCKHO	î DE	-	~	d
UŒ			3	D	DERRA	18	11	N	SYDNEY .			19	-
ATISAR			11	C	GENEVE	12	3	C					9
<b>W</b>		15	8	C	HONGHONG		18	P	TOXYO	,	11	6	(
THE PARTY	N	16	13	D	STANGUL	11	7	P	TORS			11	1
DEES.		16	11	P	PÉRUSALEM	23	11	D	VALSOVE			5	3
T-ETIEN			7	C	LISBONNE	19	10	D	VENEZE		14	3	I
TRASBOU			10	C	LONDRES	15	2	D	TERRE		13	9	P

(Document établi avec le support sechnique spécial de la Météorologie nationale.)

#### **MOTS CROISÉS**

#### PROBLÈME Nº 4967 HORIZONTALEMENT

L Un qui tomba sur un bec. Centre de triage. — II. On peut y voir des navets. Beaucoup d'entre eux sont de vraies vaches. — III. Figure mythologique. Qu'on a donc pénétrée grâce à une clé. — IV. Ne répond donc

pas à une attente. Ceux qui y travaillent sont dans les affaires. La V. Possessif. Peut avoir un cœur de pierre. Visibles sur certaines dents. - VI. Est bien convert. Fut très aimée. Ne pareil. Abréviation. Tout le monde en profite. - VIII. Fait voyager. Est beau à voir. Quelqu'un qui peut se met-tre à notre place. 9. Sont parfois dues à une grande

- IX. Réfléchi Ouelque chose de « terne ». Révèle des présences. Plus il est élevé, plus on a la possibilité d'arriver haut. -X. Est à l'origine de maintes expulsions. Oni n'a maleré tout, sans doute pas perdu sa mise. - XL Avec lui, il y a à boire et à manger. Tête de cochon. Article. - XII. Visibles parmi des découpures. Possessif. Est toujours en activité. - XIII. Qui est donc désormais bien apparent. Faire devenir pâle. Ancienne colonie. -XIV. Fournit des bagages à ceux qui veulent aller loin. Rend moins sévère. Est sans travail. - XV. Telle qu'il y a du mieux. Empêche de passer inaperçu.

#### VERTICALEMENT

1. Met les pieds à terre. Etre en mesure de se répandre. - 2. Ne travaillaient pas sans filet. Se montre très dure. - 3. Consomme beaucoup. Dissipe des craintes en s'éloignant. A moitié plat. - 4. Fait peau neuve. Est tout près de l'eau. Sans tache. - 5. Faire sortir. Note. Est souvent sur notre route. - 6. Symbole. Antique source de lumière. Où il y a de nombrenses bouches à nourrir. Pouvait faire passer un mauvais quart d'heure. - 7. Reçoit plus ou moins. Don de soi. - 8. Sur une île. Pent permettre d'avoir beau jeu. Il rencontre parfois des combattants.

malade. On ne fait rien quand on la fait! Solution de problème nº 4966

peine. On ne la « sortait » pas sans

être accompagné. - 10. Propre à

donner satisfaction. Il faut nous en

séparer. Passe et repasse. – 11. Sert

à redresser. Se prête bien à une cer-

taine culture et très mal à une autre.

Conjonction. - 12. Produit de

glandes. On n'y jette pas de l'huile

sur le feu. Vit dans l'eau. - 13. Peut

entraîner des troubles. Source

d'intérêt pour l'héraldiste. Détestait

le beau temps. - 14. Adverbe. Cou-

vre parfois un cigare. D'un auxi-

liaire. - 15. A de quoi nous rendre

Horizontalement

I. Nénuphara - II. Identité. -III. Vue. Orres. - IV. Eclisse. V. Aa. Eubée. - VI. Ubac. Tact. -VIL Epître. - VIII. Gê. Raseur. -IX. Reims. - X. Osa. Ne. Dé. -XI. Gibus. Col. Verticalement

I. Niveau. Grog. - 2. Educable. Si. - 3. Néel. Rab. - 4. Un. Cère. - 5. Ptôse. Pains. - 6. Hirsutisme. - 7. Atrebates. - 8. Rée. Ecru. Do. - 9. Eternel.

**GUY BROUTY.** 

## Le Carnet du Monde

#### Naissances

- Vanina et Lella, Anne et Resaud VIGNAL, heureux d'annoncer la naissance de

Gaspard VIGNAL,

Paris, le 16 mars 1989. 15, ree Moncey, 75009 Paris.

### Mariages

- Frédérique GARRIGUE et Bertrand FRAGONARD font part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le jeudi 23 mars 1989.

67, boulevard Raspail, 75006 Paris.

a le regret d'annoncer le décès de

Le club sportif IBM France

Laurent CHARLES,

le 23 mars 1989, à l'âge de soixante-QUEIOTZE AUS.

Ancien international universitaire d'athlétisme, trésorier de la FFA, il était président d'honneur du club IBM France dont il avait été très longtemps le président. Il était vice-président de la

- M= Michel Renouvin, M. et Me Patrick Renouvin

Mutuelle nationale des sports.

et leurs enfants, M. et M= Claude Bounet ct leurs enfants. M. et Ma Jean-Louis Boulard

et leur fils, M. et M= Jacques Renouvin et leurs enfants, Mª Jacqueline Renouvin, M. et M= Robert Antenen

et ieurs enfants. ont la douleur de faire part du décès du

doctour Michel RENOUVIN. médaillé de la Résistance

et croix de guerre.

survenu le 24 mars 1989.

Les obsèques seront célébrées mardi 28 mars à 10 h 30, en la chapelle de l'Est, boulevard de Ménilmontant,

Paris 20. Cet avis tient lieu de faire-part.

90, rue Bonaparte, 75006 Paris.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-landi. Signification des symboles : ➤ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter n On peut voir ME No pas manquer MEM Chef-d'œuvre on chassique.

#### Samedi 25 mars

TÉLÉVISION

20.45 Jenx: Interglace. 22.25 Magazine: Ushmala. 23.25 Femilleton: Mont-Royal (12º épisode). 0.26 Journal. 0.40 Série: Drôles d'histoires. 1.05 Série: Manzix.

Lanettes noires pour nuits blanches.

FR3 20.35 Sandynamite. 21.50 Journal. Magazine : Le divan.

➤ 20.45 Variétés : Champs-Elysées. 22.25 Série : Médecins de nuit. 23.25 Journal 23.40 Magazine:

Magazine : Musicales. 23.35 Magazine: Sports 3.

#### **CANAL PLUS** 20.30 Série : Palace. 21.45 Les supers-

tars du catch. 22.46 Football. 0.40 Cinéma : le Pacte au 2.10 Boxe. Taoufik Belbouli (Pr.)-Michael Greer M 6 (E.-U). 3.15 Boxe. Michael Nunn (E.-U.)-Patrizio Kalambay (Italic).

20.30 Téléfilm : La baleine bleue. 23.00 Magazine : Télé-matches. 23.10 Série : La belle et la bête. 0.00 Journal de missit. 0.05 La belle et la bête (suite). 0.30 Série : Amicalement vôtre. 1.30 Bonvard et compagnie (rediff.). 1.50 Tendresse et passion (rediff.). 3.10 Magazine : Ciné Cinq

size (rediff.). 6.10 Bouverd et compagnie (rediff.). 6.25 Clip musical.

29.35 Téléfilm : L'opération de la der-nière chance. 22.20 Téléfilm : Terreur sur la plage (rediff.). 23.45 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : M 6 aime le cinoma (rediff.) 3.20 Magazine: Le glaive et la balance (rediff.). 3.45 Documentaire: S'il te plaît, montre-mei nos histoires. 4.16 Magazine: Ondes de choc (rediff.). 5.05 Documentaire: S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Magazine: Adventure (rediff.). 6.60 La incarne d'Amilian.

#### Dimanche 26 mars

6.30 Série : Drôles d'histoires.
7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Présenté par Jean Offrédo.
7.45 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 7.55 Jardinez avec Nicolas.
8.10 Club Dorothée dimanche.
8.15 Spécial Disney dimanche.
8.55 Club Dorothée dimanche. 8.55 Club Dorothée dimanche (suite). 9.25 Pas de pitié pour les croissants. 9.50 Série : Les chevallers du ciel. 10.25 Magazine : Les animanx du monde, 10.55 Magazine : Auto-moto, 11.25 Magazine : Téléfoot, 12.30 Jen : Le juste prix. 13.08 Journal. 13.25 Série : Tonnerre de feu. 14.15 Mondo Dingo. 14.45 Série: Rick Hunter, inspecteur choc. 15.35 Tiercé à Antenil. 15.45 Série: Pour l'amour du risque. 16.35 Dessins animés: Disney parade. 18.00 Spécial Ushuaïa. 18.25 Série : Vivement lundi. 18.55 Magazine: 7 sur 7. Invité: Monseigneur Lustiger. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma : la Zizanie B 22.20 Magazine: Sport dizzanche soir. 23.40 Journal. ➤ 0.00 Documentaire: Le fleuve Jame. 0.55 Minsique : Jazz à

8.30 Magazine : Câlin-matin. 9.00 Commître Piston. 9.15 Emissions israélites. 16.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe. 12.00 Bénédiction papale, 12.35 Documentaire : Chasseurs de miel. 13.00 Journal. 13.20 Disamche Martin. 15.00 Série: Magnum. 15.56 L'école des fans. 16.35 Téléfilm : Aéroport inne de secours. 18.00 Cyclisme. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Magny. 20.00 Journal, 20.35 Série : Les cinq dernières minutes, 22.05 Magazine : Musiques au cœur. 23.20 Journal. 23.45 Magazine : Apos. 8.00 Theatre : Les amoureux de Mobère.

7.00 Magazine : Sports 3 (rediff.). De 8.00 à 9.00 Amuse 3, 9.00 Magazine : Rencontres. 10.30 Magazine : Latitudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Concert de Pâques. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Formu RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Annue 3. 19.00 Série : Les aven-tures de Sherlock Holmes. 20.02 Série :

Benny Hill. 20.35 Documentaire : An cour du dragon. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma : le Cri de la victoire un 0.55 Musiques, musique.

#### **CANAL PLUS**

7.00 Moto. 8.18 Boxe (rediff.) 8.40 Série: TNT. 9.00 Cabon cadis. 9.00 Cinéma : Le drapeau noir flotte sur la marmite # 16.46 Cinéma : Crocodile Dundee u En clair jusqu'i 14.00. 12.30 Magazine : Rapido. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Série : Taggart. 15.45 Pochettes surprises. 16.00 Sport. 17.00 Backet-ball américain. 17.55 Automobile. Ex clair jusqu'à 20.30. 20.05 Destins animés : Ca cartoon, 20.25 Magazine : Tranches de l'art. 20.30 Cinéma Chomas (1º partic) 2. 22.05 Cinéma : le Juge et l'Assassin zu 0.05 La télévision des autres. Le Tibet d'hier et d'aujourd'hui. 1.08 Cinéma : In extremis m 2.25 Magazine : Mon zénith à moi. (rediff.).

6.30 Le Journal permanent. De 7.30 à 11.00 Dessins animés, 11.00 Série : La belle et la bête (rediff.). 12.08 Série : Beretta, 13.00 Journal, 13.25 Telffilm : Az bout de chemia, 15.20 Teléfilm : Les derniers beaux jours.

17.08 Magazine : Télé-matches. 18.08 Série : 200 dollars plus les frais. 19.00 Série : La flèvre d'Hawal. 20.00 Journal. 20.30 Cinema: Soldet Duroc, ce ve être te fête. 22.15 Série : L'enfer du devoir. 23.15 Reporters (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Reporters (suite). 0.25 Série : L'inspecteur Derrick. 1.25 Magazine : Cint Cinq (rediff.).
1.35 Tendresse et passion (rediff.).
3.16 Série : Voisin, voisine. 5.45 Clip

#### 6.00 La lucarne d'Amilear. 6.26 Musi-

que : Boulevard des clips. 9.00 Jeu : Clip dédicace. 11.00 Revenez quand vous voulez. 11.55 infocoesommation. 12.00 Informations : M6 express. 12.95 Magazine : Ciné 6. 12.38 La petite maison dans la prairie. 13.28 Téléfilm : Un enfant disperait. 14.55 Téléfiles : L'ange du diable, 16.25 Hit, hit, hit, hourra!
16.35 Magazine: Quand in science
mêne l'enquête. 17.30 Magazine: Le
giaire et la balance. 18.00 Informations: M 6 express. 18.05 Série: Brigade de nuit. 19.00 Série : Les carabissours. 28.05 Série : Cosby show. 20.35 Chéma : les Aventures de Bakaroo Banzal m. 22.25 Capital (rediff.). 22.30 Cinéma : la Colère d'Achille B 0.15 Revenez quand your voulex (rediff.). 1.10 Masique : Boulevard des clips. 200 Le gistre et la balance . 2.25 M 6 sime le cinéma 3.15 Magazine : Adventure (rediff.). 3.45 Documentaire : S'il te plait, montre-moi nos histoires. 4.10 Magazine : Quand la science mène l'enquête (retiff.). 5.05 Documentaire : S'il te pisit, montre-moi nos histoires. 5.25 Le glaire et la balance (rediff.). 5.35 Aunt jour sprès jour (fin). 6.10 Musique : Boulevard des

#### **Anniversaires**

- Le 26 mars 1973 mourait

Jacques VIVOLI, ingénieur au CNRS de Marseille.

Son souvenir rests intact

De la part de sa veuve, Me Gisèle Morucci-Modena, 13400 Aubagne.

#### Communications diverses

Cercle Bernard-Lazare : < Les juifs de France an XIX siècle » (Ed. du Seuil). Débat avec l'auteur, Michal Graetz, historien, professeur à l'Univer-sité de Jérusalem, et Daniel Lindenberg, enseignant à Paris-VII, qui dirigera les débats. Mardi 28 mars à 20 h 30,

#### Soutenances de thèse

- Université Paris-II, le mercredi 29 mars, à 17 heures. Appartement décanal. M. Mulia Panusupan Nasution : « Le cadre juridique des finances publiques en Indonésie : rôle et principes de la loi organique ».

- Université Paris-II, le mercredi 29 mars à 10 h 15, salle des commissions, M. Hassane Thili : « Ecoles parallèles : Ecole et fait rural. Contribution à l'étude de l'évolution des rapports entre la radiodiffusion, l'école et le monde rural dans les pays en développement Le cas de la Tunisie (1957-1987) ».

- Université Paris-I, le mercredi 29 mars à 17 h 15, salle 307, Panthéon, M. Saich Zahaf : « Le recours à l'arbitrage international dans les contrats d'Etat libyens ».

- Université Paris-II, le jeudi 30 mars à 9 h 30, salle des conseils M. Won-ki Back : « Du concours indirect apporté à l'auteur d'une infraction >.

- Ecole des hautes études en sciences sociales, le jeudi 30 mars à 9 heures, 44, rue de la Tour, à Paris, salle 6. M. Vincent Coloma: < L'autofiction: Essai sur la lictionalisation de soi en littérature ». - Université Paris-I, le jeudi 30 mars

à 18 heures, salle amphi Louis-Liard (centre Sorbonne), M. Nabil Sobeih : « La lettre de garantie internationale ».

#### EDUCATION

#### Le SNES dénonce le « chantage à la signature » exercé par M. Jospin

Commencé sur un ton plutôt favorable aux ultimes propositions du gouvernement sur la revalorisation des salaires enseignants, le congrès du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) s'est achevé, vendredi 24 mars à Dijon, par un discours de clôture plus combatif de Mas Monique

« Une avancée qui constitue des points d'appui pour aller plus loin » avait-elle déclaré à l'ouverture du congrès, lundi 20 mars, pour qualifier les propositions de M. Lionei Jospin. Elle a élevé le ton, quatre jours après, pour dénoncer « le chantage à la signature exercé par le ministre ».

- De deux choses l'une, a dit la secrétaire nationale du SNES. Ou bien les revendications sont prises en compte et leur financement existe et il faut qu'en tout état de cause elles soient satisfaites, et alors il faut les appliques. Ou alors le gouvernement essaie de jouer avec les revendications des personnels pour tenter une opération politicienne destinée à faire croire à l'opinion que les problèmes sont

Une semaine d'action est envisagée par le SNES, du 24 au 30 avril. dont les modalités pourraient être définies avec les fycéens et les parents. Ce congrès a marqué, en effet, la volonté d'« élargissement des revendications aux problèmes de la prochaine rentrée et de la loi d'orientation », à définir en concertation avec les parents et les lycéens.

De son côté le SGEN-CFDT des huit départements de la région parisienne appelle à une journée de grève le mardi 28 mars, date à laquelle est prévue la dernière table ronde sur la revalorisation du métier d'enseignant.

#### EN BREF

· Nouvelle aérogare d'Air France à Roissy. - Le dimanche 26 mars, jour de Pâques, Air France ouvrira au trafic sa nouvelle aérogare 2D de l'aéroport Charles de-Gaulle. Elle est construite dans le prolongement de l'aérogare 2B. Elle constitue le troisième élément de l'ensemble aéroportuaire Charles-de-Gaulle 2, les aérogares 2A et 2B formant un premier anneau et la nouvelle aérogare la premier des deux modules du second anneau. L'ensemble sera achevé avec la construction de l'aérogare Charlesde-Gaulle 2C, dont les structures sont déjà en place et qui sera ouverte au trafic fin 1992. Seront traités à la nouvelle aérogare les vois d'Air France en provenance et à destination de l'Allemagne fédérale, de l'Italie, de la Grèce, de la République d'Irlande, de l'Autriche, ainsi que les vois d'Air Charter, et, à partir du 2 mai, d'Israel.

### Les exportations françaises progressent à toute allure

Le bon résultat du commerce extérieur de la France en février (500 millions de déficit après 2,6 milliards en janvier et 4 milliards en moyenne mensuelle durant le second semestre de l'année dernière) apparaît un peu trop favorable pour être considéré comme une nouvelle tendance. Il est en effet bâti sur une facture «énergie» modeste, ne traduisant pas encore la remontée des prix du brut. La clémence d'un hiver particulièrement doux aura retardé de quelques mois l'inévitable alourdissement du déficit dans ce domaine. De moindres volumes consommés auront momentanément compensé les hausses de prix. De

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est netrement réduit en février, revenant - après correction des variations saisonnières - à 500 millions de francs après 2,6 milliards en janvier. Les exportations ont atteint 93,1 milliards de francs, en baisse de 1,6 % sur janvier (94,6 milliards), mais en progression de 23.9 % par rapport à février 1988. Les importations se sont inscrites, quant à elles, à 93,5 milliards de francs, en recul de 3,8 % par rapport à janvier, mais en progression de 17 % par rapport à

En chiffres bruts, le déficit atteint 3,3 milliards de francs (après 4,9 en janvier), les exportations s'élevant à même, les excédents agro-alimentaires apparaissent depuis le début de l'année trop mirifiques pour être durables et risquent de se réduire d'un bon milliard de francs chaque mois à l'avenir.

Cela pour l'aspect «accidentel» du résultat de février. La réduction du déficit des échanges de produits manufacturés pourrait en revanche annoncer des temps meilleurs. D'une part, la France va nettement accroître ses livraisons d'Airbns. D'autre part - et cette remarque vant pour l'ensemble du commerce extérieur, - les entreprises françaises réussissent des per-

90,8 milliards et les importations à 94 milliards de francs.

Pour les deux premiers mois de l'année, le déficit cumulé atteint 3 milliards après correction des variations saisonnières et 8,1 milliards en chiffres bruts.

Le redressement du commerce extérieur de février s'explique pour l'essentiel par la réduction du déficit des échanges industriels, qui revient de - 5.5 milliards à - 3.6 milliards de francs (3,5 milliards en moyeune mensuelle en 1988). Huit Airbus ont été facturés à l'exportation pour une somme de 2,8 milliards de francs. S'ajoute 1.4 milliard de francs de matériel militaire (1.6 milliard en janvier).

formances exceptionnelles à l'exportation. Les chiffres sont là pour le prouver : en janvier et février, les ventes à l'étranger se sont hissées à 94 milliards de francs mensuels, des chiffres jamais atteints, qui dépassent de plus de 10 milliards le chiffre moyen de 1988 (83 milliards).

La France profite donc largement de la forte activité mondiale. A tel point qu'on peut se demander s'il est exact - comme le pense l'INSEE - qu'elle continue à perdre des parts de marché. Débat à suivre...

AL V.

(- 3,1 milliards) que par rapport au Autre cause du redressement de déficit moven mensuel enregistré en l'excédent est passé de 4,6 milliards 1988 (- 3,5 milliards de francs). une dégradation de nos soldes avec la RFA (- 5.5 milliards après - 5 milliards en janvier et - 4.2 milliards en movenne mensuelle en 1988), conséquence d'achats massifs de biens d'équipement, et avec la Grande-Bretagne (+ 2 milliards au lieu de + 2,9 milliards en jan-

> En revanche, les résultats vis-à-vis de l'OCDE (hors CEE) sont nettement moins mauvais, le déficit revenant à 2,6 milliards de francs après - 4.8 milliards de francs en janvier et - 3,2 milliards en moyenne men-

#### Prix de l'essence

#### Les pétroliers « saluent le week-end »

Les automobilistes prenant la route pour le week-end pascal ont sans doute été surpris. Les prix de l'essence, fort modérés depuis un an et qui, au début du mois ne dépassaient guère 5 francs le litre en moyenne, ont brusquement augmenté, prenant, selon les cas, 10, 15, voire 30 centimes en moins de trois semaines, l'accélération ayant été dans certains réseaux particulièrement brutale la veille du départ. Ainsi Total a-t-il majoré ses tarifs de 10 à 12 centimes jeudi 23 mars, après les avoir augmentés de 6 centimes la semaine précédente.

Les compagnies ont-elles, selon l'expression en usage dans l'administration, « salué le weekend > ? Sans doute, mais dans le désordre et avec, semble-t-il, de bonnes raisons. Car les cours internationaux, dont on ne parle plus guère, l'habitude du pétrole bon marché aidant, ont vivement augmenté depuis un mois. Sur le marché de Rotterdam, le prix de l'essence super, suivant les cours internationaux du brut, ont bondi de plus de 10 dollars par tonne du 3 au 17 mars, ce qui équi-

vaut, en francs par litre, à une hausse d'environ 7 à 9 centimes. Or, jusqu'au début de la semaine, les grandes compagnies n'avaient pour la plupart pas répercuté complètement cette hausse. Contrairement aux grandes surfaces qui, faute de stocks, s'approvisionnent quasiment au jour le jour, et suivent donc immédiatement les fluctuations du marché international, les raffineurs ont préféré réduire leurs marges pour concurrencer

Après avoir laissé les supermarchés grignoter leurs parts de marché sans interruption depuis trois ans, au point de frôler la moitié du marché français, les grandes compagnies ont depuis un mois décidé de réagir. Shell la première l'a clamé. Les autres ont suivi. de facon plus ou moins aggressive selon l'état du réseau et des comptes de la compagnie.

Carrefour, Leclerc, Auchan et les

La tentation du week-end a toutefois été trop forte. La hausse, repoussée quelques jours, a donc été répercutée... d'autant plus brutalement qu'elle venait tard.

V. M.

#### SOCIAL

·\* : · • . ; ·

-

Magne agencia age

Andrew Server

Series while the series

make grain make

Marin Section 1999 and the second

The second of

والمراجعة المجودان

A second

 $|\Phi_{ij}\rangle = |\phi_{ij}\rangle \Phi_{ij}\Phi_{ij} = |\phi_{ij}\rangle \Phi_{ij}\Phi_{ij}$ 

Service and services

A CONTRACT TO

and the state of 

of the same of the same of the

----

a primary the course

the state of the s

at with the

-

And the second second

SHOW CHANGE

B + 41.5

#### Le rejet par FO de l'accord sur le temps de travail

### La CFDT se pose en interlocuteur du patronat

(Suite de la première page.)

En présentant la position de la CFDT, M. Kaspar s'est attaché à rappeler que cet « accord de méthode n'avait aucune conséquence immédiate sur la vie dans les entreprises ». Tout dépend en effet de l'attitude des branches professionnelles *« qui doivent s'en sai*sir » pour négocier des dispositions précises. Mª Nicole Notat, qui a conduit la délégation cédétiste, a souligné que les résultats obtenus correspondaient aux exigences de la CFDT. L'accord définit une orientation, permet de « véritables négociations », offre une « philosophie de la modernisation » ne se limitant pas aux préoccupations économiques et consolide . l'emploi dans la quantité et la qualité ». Les fédérations s'adresseront • dans les jours qui viennent » aux chambres patronales pour réclamer des bilans et proposer l'ouverture de négociations. « Une initiative nationale de rentrée - aura lieu le 26 septembre avec le rassemblement des militauts.

Selon l'expression de M<sup>mo</sup> Notat. la CFDT a fait le . pari » que cet accord porterait ses fruits avant peu et provoquerait une nouvelle dynamique dans les branches. Le CNPF aurait d'ailleurs donné l'assurance que trois fédérations patronales pourraient, avant septembre, se lancer dans des négociations. . Le

patronat est au pied du mur, il n'y a de gagner du temps pour mieux pas que nous -, a fait observer M. Jean Kaspar.

De fait, le geste accompli par la CFDT constitue un tournant dans la vie sociale française, et pourrait annoncer un bouleversement dans le paysage si le raidissement de Force ouvrière se prolongeait.

La première conséquence de l'approbation du texte par la CFDT et la CGC est l'éclatement du - front uni des quatre . qui s'était progressivement mis en place à partir de la fin de l'année 1985. Les syndicats « réformistes » sont divisés, et le CNPF devra faire des efforts si. comme il le répète, il entend défendre la politique contractuelle ou conventionnelle, avec aussi peu d'appuis syndicaux.

Ensuite - et c'est la deuxième

conséquence, - Force ouvrière a non seulement abandonné son rôle pivot dans les négociations, mais a donné l'occasion à la CFDT de la supplanter sur ce terrain. L'héritage issé par M. André Bergeron M. Marc Blondel se trouve écorné, à un moment où FO vit encore sous le choc de son dernier congrès confédéral. Tonte la question est de savoir si le nouveau secrétaire général et son équipe impriment une orientation radicalement différente à leur centrale ou si, par plusieurs gages donnés à leur majorité, ils essaient

reprendre du champ afin de se « recentrer » plus tard.

février : l'agro-alimentaire, dont

moyenne mensuelle en 1988).

brut récemment intervenue).

février (+ 3,3 milliards en

Le déficit du poste énergie est,

quant à lui, resté à pen près stable

(- 5,7 milliards de francs, ce qui

correspond à la movenne mensuelle

1988 malgré la hausse des prix du

Par zones géographiques, les

résultats de février sont moins satis-

faisants. Le déficit des échanges de

la France avec la CEE a atteint

6 milliards de francs, ce qui est

considérable et en sorte augmenta-

tion aussi bjen par rapport à janvier

Déià certains imaginent - troisième conséquence - que des tiraillements se produiront entre le refus confédéral et les besoins exprimés par certaines fédérations. Dans les branches professionnelles, des organisations de Force ouvrière pourront négocier, voire signer des accords...

Enfin. la dernière conséquence concerne la CFDT, qui n'a pas voulu se retrouver dans la situation de 1984 et, comme à l'époque, porter la responsabilité d'une politique contractuelle · encalaminée ». Cette fois, elle a pris le risque, et s'offre, à peu de frais, une chance historique. Désormais, et à condition que le patronat comprenne l'enjeu, elle peut espérer tenir la place qui faisait la puissance de FO. Et elle peut utiliser ce levier, non pour jouer l'immobilisme, mais pour entreprendre un processus de modernisation. La partie engagée est décisive, car elle pourrait entraîner une recomposition. Les prochains rendez-vous seront éclairants de ce point de vue, avec les négociations avec le CNPF sur la mobilité l'égalité professionnelle, les conditions de travail et, plus tard, le

renouvellement de la convention

UNEDIC.

TRICUIS.

ALAIN LEBAUBE.

#### REPÈRES

#### **Epargne** Remontée

#### aux Etats-Unis

Les revenus des ménages américains ont progressé de 1 % en février, soit beaucoup plus rapidement que ce qui était attendu (+ 0,5 %). Cette « poussée » des revenus s'explique en partie par une vive augmentation des subventions agricoles. La progression des salaires a été moins vive : + 0,6 %, contre + 1,1 % en janvier.

Les dépenses de consommation n'ont, malgré tout, augmenté que de 0,5 % en février, le taux d'épargne des ménages étant très nettement remonté : 5.9 % par rapport aux revenus nets (contre 5,4 % en janvier), soit le plus haut niveau atteint depuis trois ans.

#### Taxe progressive en URSS

Le bureau politique du Parti communiste soviétique a approuvé les projets gouvernementaux d'étendre l'imposition progressive des revenus à toute l'Union soviétique, évoquent la ∢ mise en œuvre d'une réforme fiscale visant à universaliser l'imposition, avec des impôts moins lourds sur les bas salaires et plus lourds sur les revenus plus élevés». Un million

et demi d'employés des coopératives et des entreprises privées (soit 1% de la population active) paient déjà une taxe progressive.

#### Pêche

#### Le médiateur a remis ses propositions

à Paris et à Ottawa M. Enrique Iglesias, le médiateur chargé d'avancer une solution sur la répartition des quotas de morue dans

gouvernements.

MM. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, et Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, ont annoncé que les professionnels de la pêche (essentiellement la Comapêche pour Saint-Malo et Interpâche, l'armement de Saint-Pierreet-Miguelon) seraient recus procheinement au ministère de la mer pour être informés du contenu du rapport de M. Iglesias. Paris fera connaître sa

les eaux canadiennes et d'apaiser le

conflit entre Paris et Ottawa, a fait

connaître simultanément, le jeudi

23 mars, ses propositions aux deux

position dans les jours qui suivront. Ottawa, qui veut aboutir à un accord € global > avec Paris sur toutes les questions en suspens, v compris la délimitation des frontières maritimes de la zone économique, a réservé un accueil « plutôt froid a, selon plusieurs sources diplomatiques, au rapport de M. Iglesias.

#### Conjoncture: optimisme des Français

Les Français sont de nouveau optimistes. Autant l'enquête de conjoncture effectuée fin 1988 par l'INSEE auprès des ménages avait laissé apparaître une certaine inquiétude, autant celle de janvier traduit une réelle confiance dans des domaines aussi différents que l'inflation, l'emploi. le niveau de vie. Les 6 793 ménages qui ont répondu à l'INSEE entre le 16 janvier et le 6 février ont, par exemple, en majorité déclaré des intentions d'achat d'une automobile, en forte croissance au second semestre 1988.

Le sentiment général est que l'inflation reste contenue. De même, il n'y a plus que 43% des ménages (contre 52% fin 1988) à penser que le nombre des chômeurs va augmenter, tandis que 37% des Français (contre 41% il y a trois mois) redoutent encore une détérioration de leur niveau

• Excédent des paiements courants de la France en ianvier. La balance des paiements courants de la France a été excédentaire de 1 milliard de francs en janvier. En chiffres bruts, le déficit a été de 3.3 milliards de francs. Ces estimations du ministère des finances sont provisoires.

#### Une définition de la méthode

L'accord interprofessionnel comporte deux volets. l'un pour définir la méthode souhaitée pour les négociations de branche, l'autre pour répertorier les éléments qui participent de l'aménagement du temps de travail. Il innove peu par rapport au protocole de juillet 1981 ou à la loi Séguin de 1987, mais est précédé d'un préambule qui s'attache à établir un équilibre entre les intérêts des entreprises et les préoccupations sociales des sala-

Dans la chapitre des recommandations, il est indiqué que la branche professionnelle cest un lieu d'élection de la politique contractuelle » et que les accords jouent un rôle d'impulsion. il est proposé que les fédérations d'employeurs et de salariés se rencontrent cau plus tard dans les six mois » et qu'elles procèdent à un « bilan de la situation ». Au vu des résultats, elle peuvent engager des discussions et leurs accords permettront la négociation dans les entreprises, qui, le cas échéant, choisiront entre des dispositions « alternatives ».

prises comme au niveau des branches, la négociation sera précédée d'« une information et d'une discussion sur les objectifs économiques, techniques et sociaux », et les éléments d'appréciation seront mis en commun. Il est envisagé d'avoir recours aux moyens de l'analyse prospective qui pourraient être fournis avec le concours des pouvoirs publics.

Si les formes d'aménagement être les mêmes que pour les trase traduisent par des vailleurs à temps complet.

contraintes, celles-ci donneront lieu à des contreparties, une attention particulière étant portée à la situation des cadres. La formation professionnelle « constitue l'instrument privilégié > pour élever le niveau de compétence rendu nécessaire.

Dans le chapitre qui recense

les formes d'aménagement pos-

sibles, la principale indication

concerne le travail en continu (par équipes successives, toute la semaine, sans interruption la nuit ou le dimanche). Plus restrictif que la loi Séguin, le texte précise que cette possibilité « ne pourra être prévue que par des accords de branche étendus et dans les activités dont les caractéristiques économiques et l'environnement concurrentiel requièrent, au regard des intérêts fondamentaux des entreprises, le recours à ce mode d'organisation, et s'il apparaît (...) qu'il n'existe aucune autre forme d'organisation du temps de travail susceptible d'assurer l'avenir dens de meilleures conditions à la fois pour les salariés et l'entreprise ». Dans ce cas, la durée moyenne hebdomadaire ne Pour ce faire, dans les entrepourra excéder les trente-cinq

heures sur l'année. Les majorations pour heures supplémentaires pourront être remplacées par d'autres contreparties, dont « la réduction du temps de travail sous toutes ses formes ». Enfin, le travail à temps partiel et le travail intermittent sont cités parmi les formes d'aménagement, étant précisé que les droits doivent

#### Dissidence chez les dockers de Calais

La zizanie Ebranle la communauté des quelque quatre-vingt-dix dockers de Calais. L'affaire couve depuis plusieurs mois, mais elle a éciaté au grand jour au début de la semaine.

A Calais, premier port français de voyageurs, comme dans tons les ports, les dockers sont tenus en main par la toute-puissante fédération CGT des ports et docks, elle-même constituant un Etat dans l'Etat de... M. Krasucki. Un travailleur portuaire qui refuse longtemps de pren-dre sa carte de la CGT s'aperçoit vite que lui sont réservés les travaux ou les palanquées les moins rémuné-

Or, voilà que dans la ville des six bourgeois quatre dockers viennent de faire dissidence du syndicat, et même d'attaquer en justice le syndicat CGT. Altercations, voies de fait, plaintes, lavage du linge sale syndical non en famille mais sur les quais, Depuis le début de la semaine, le leader de l'offensive anti-CGT s'est enchaîné aux grilles du palais de justice et fait la grève de la faim.

Soutenu par la CFDT, il veut casser le monopole et l'hégémonie de la CGT, qui décide de tout, y compris de l'embauche des dockers - par le biais de contremaîtres tous acquis à la CGT, - à la place des entreprises de manutention elles-mêmes. Pour les cinq entreprises en question, la situation est intenable : si. en vertu d'accords paritaires de 1965 qui instituent un tour de rôle pour chacun des quatre-vingt-dix dockers, elles embauchent les trois ou quatre

« moutons noirs », immédiatement la CGT ordonne l'arrêt total du port (ce qui a été effectivement le cas jeudi 23 mars); si elles cèdent aux pressions de la CGT, elles risquent de se faire condamner pour discrimination et atteinte à la liberté du travail pour tous.

L'affaire prend à Calais une dimension politique particulière, car e secrétaire du syndicat CGT des dockers est aussi conseiller municipal (le maire, Jean-Jacques Barthe, appartenant au Parti communiste) et président du tribunal des prud'hommes.

Mais la dissidence des dockers de Calais est suivie avec intérêt dans tous les ports, notamment à Dieppe, Sète, Marseille, où ont eu lieu des tentatives similaires pour introduire un coin dans la citadelle portuaire de la CGT.

F. Gr.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde **ÉCONOMIE** 



Institut Franco-Iberigne de la Communication Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne

présente le

COLLOQUE EUROPEEN

Bayonne-Biarritz

### MANAGER ET/OU COMMUNIQUER

Vendredi 21 et samedi 22 avril 1989

Allocution d'ouverture : Alain MINC

Au programme

Les images de l'entreprise : l'externe et l'interne

 Les réseaux télématiques en entreprise Faut-il structurer la communication d'entreprise ?

Existe-t-il un management européen ? Renseignements:

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne BP 115 -64102 Bayonne Cedex - Tél.: (16) 59-25-75-75 poste 447. CNRS - IRESCO - Tél. : 40-25-11-90.

Solina TEARER ME

Eretz

pertur

diman

quest :

Les ox

peroni

इंट्रापित

Enc

tout 5

reapp l'après

l'enser

scront

de 7 à

Les m

Les

#### Une société privée concurrencera France-Télécom dans le radiotéléphone

Pour la première fois de leur vie, les Français désirant s'abonner au radiotéléphone auront le choix entre le public et le privé. A compter du 30 mars, la Société française du radiotéléphone va concurrencer France-Télécon. C'est une brèche dans le monopole des PTT – et une petite révolution. Elle ne règlera pourtant pas la pénurie...

La naissance de la Société fran-

caise de radiotéléphone (SFR) filiale de la Générale des caux, et son apparition sur le marché hexagonal du radiotéléphone sont un héritage de M. Gérard Longuet, le précédent ministre des PTT. Libéral, il avait plaidé pour un assouplissement du monopole des PTT et l'introduction d'une plus grande concurrence dans les télécommunications... Autant d'idées venues des Etats-Unis, à la suite du démantèlement d'ATT et de l'avènement du reaganisme. Devant les difficultés sociales et politiques soulevées par ses projets, M. Longuet avait dû limiter ses ambitions (se contentant d'ouvrir quelques «chantiers de liberté» : apparition de Télédiffusion de France (TDF) dans le \* pagging > ces petites machines portables à la ceinture qui permettent de recevoir un message alphanumérique où que l'on se trouve - et surtout, autorisation donnée à un groupe privé de se lancer dans le radiotéléphone... Après un appel d'offres, la Générale des caux fut retenue et créa donc une filiale, la SFR, portée sur les fonts baptismaux en mai 1988 (le Monde du 2 mai 1988).

Une fois la Générale des eaux retenue comme opérateur, en décembre 1987, il a fallu tout inventer: trouver les locaux avant une hauteur sous plafond de 4 mètres pour loger les gros autocommutateurs, s'entourer d'une équipe, monter une société d'exploitation, réunir un tour de table d'actionnaires, faire la chasse aux points hauts sur lesquels planter les antennes (tâche plus compliquée qu'attendu), faire toutes les installations et les mises au point nécessaires les ominos mois ouverts par le cahier des charges auquel est soumise l'entreprise n'étaient pas de trop. Pourtant, le pari a été gagné : le 30 mars, un deuxième service de radiotéléphone existera en France à côté du Radiocom 2000 offert par France Télécom

(l'administration des PTT). Concrètement, l'apparition de la SFR dans les télécommunications hexagonales devra demander un petit effort d'adaptation aux Français : contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, par exemple, ils ne sont pas habitués à s'adresser à d'autres opérateurs que leurs habituels PTT. Désormais, s'ils souscrivent un abounement auprès de la SFR, c'est à elle - et non plus aux PTT - qu'ils règleront leur facture. En revanche, ils passeront par des intermédiaires (les distributeurs

agréés) pour acheter leur appareil. Les Parisiens seront les premiers à pouvoir s'abonner au nouveau système car le service ne sera ouvert sur toute la France qu'en 1991. En fait, compte tenu des contraintes techniques (également rencontrées

par le Radiocom 2000) 85% du territoire sera convert. Les abonnés devront pour cela acheter un mobile (une vingtaine de milliers de francs), comme ils le font aussi pour le Radiocom 2000, acquitter des frais de mise en service (237,50 F TTC) et un abonnement qui pourra être (national (593 F) ou provincial 296,50 F). Ces sommes scront minorées tant que le service ne couvrira pas toute la France. Ensuite, leur facture gonflera en fonction de l'importance des coups de fil: pour établir ses tarifs, la SFR a divisé la France en vingt-six régions et fait la distinction entre les appels reçus (ou passés) dans ou hors de chaque région.

#### Pénurie jusqu'en 1991

Contrairement au Radiocom 2000, qui applique le même tarif quel que soit l'éloignement des interlocuteurs, la SFR réintroduit donc la notion de distance dans ses prix. Mais comme elle (et contrairement à ce qui se passe dans le téléphone fixe ordinaire), elle fait payer l'appelant et l'appelé celui-ci dispose néanmoins d'un délai de grâce de 15 secondes s'il ne veut pas prendre son correspondant (cette période étant limitée à cinq minutes par mois). Finalement, le prix à la minute variera entre 2.32 F TTC et 3,40 F (tarif de base). Les responsables de la SFR pensent être un peu moins chers que Radiocom 2000 pour les communications à l'intérieur d'une même région et un peu plus chers dans l'interrégional. En outre, des modulations horaires sont prévues (heures creuses, de pointe,

samedi...) Un gros effort a été fait pour la qualité des communications : elles ne seront pas interrompues même lorsque l'automobiliste se déplacera. C'est aussi dans un souci de qualité que la SFR proposera d'autres services à l'usager comme l'accès à des opératrices, les renvois d'appel, la facturation détaillée...

L'ouverture d'une nouvelle bande de fréquences permettra à cent mille personnes supplémentaires de s'abonner. Les Lyonnais, les Marseillais, les Lillois et les Niçois pourront le faire avant l'été... La SFR table sur neuf milie abonnés en 1989 et prévoit qu'il dépenseront en régime de croisière quelque 10000 F par an chacun... Reste que ce nouveau système ne permettra de combler que très partiellement le retard de la France en radiotéléphone, dû à pénurie de fréquences disponibles : le taux d'équipement n'est que de 1,2 pour mille dans l'Hexagone, contre 2 aux Pays-Bas, 6,1 en Grande-Bretagne et... 22,8 pour mille en Scandinavie (le Monde économie du 26 juillet 1988). Les candidats français au radiotéléphone, qui rongent leur frein pendant des mois avant d'obtenir leur abonnement en raison de la pénurie de fréquences, devront encore attendre jusqu'en 1991 et la naissance d'un système fonctionnant dans l'Europe avant d'être tous

FRANÇOISE VAYSSE.

#### **EN BREF**

TEMP

TE

le 24:

AIACCIO BIARRITZ BORDEAU

BOURGES BREST ... CAEN ...

CHERROT

CLERMON DEJON ...

CZENOR

LILLE ...

MARSEIL

NANCY ... NANTES NICE....

PALIS MO PAU PERPIGNA PERCES STEDERO STRASPOL

SACIAC

 Le gouvernement américain favorable à l'OPA de Minorco sur Consolidated Gold Fields. — Après les accords successifs de la Commission britannique des monopoles et fusions (MMC), de la Commission des Communautés européennes, et en Afrique du Sud de la South African Competition Board, Minorco vient de franchir un dernier obstacle réglementaire dans sa tentative d'OPA de 3,2 milliards de livres (33 milliards de francs) sur Consolidated Gold Fields. Le gouvernement américain a autorisé cette opération de rachat du groupe minier en suivant ainsi, jeudi 23 mars, l'avis favorable du Committee on Foreign investment (CFIUS). Le seul obstacle restant demeure le contentieux en cours devant les tribunaux de ce pays et la confirmation récente par la cour d'appel de New-York, d'interdire l'acquisition des actions Gold Fields au-delà d'une participation de 30 % (le Monde du 25 mars).

 Benetton rachète Nordica. - Edizione, le holding financier de la famille Benetton, a annoncé qu'il avait racheté à la famille propriétaire le fabricant de chaussures de ski Nordica. Nordica, qui détient, selon Benetton, 27 % du marché mondial, a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 250 miliards de lires (1,15 milliard de francs) et un bénéfice de 30 milliards de lires (138 millions de francs).

• Ferruzi (Lesieur) veut acquérir Carapelli, leader italien de l'huile d'olive. - Le groupe Ferruzi, qui contrôle déjà Lesieur et la société espagnole Koipe, va devenir le numéro un européen des huiles alimentaires en acquérant la société italienno Carapelli, leader de l'huile d'olive vierge dans la péninsule. Le groupe Ferruzi a annoncé le 24 mars qu'il avait signé un accord préliminaire avec les actionnaires pour l'acquisition de la totalité du capital de Carapelli pour un prix de 198 millions de francs. Cette acquisition permettre au groupe, qui contrôle délà 28 % du marché français et 23 % du marché espagnol, de contrôler au total environ 20 % du marché européen des huiles.

 Suntory autorisé à reprendre la maison de Cognac Louis Royer. - Le gouvernement français a finalement autorisé le groupe japonais Suntory, spécialisé dans les boissons, à prendre le contrôle de la société Louis Royer. Ce rachat, ennoncé il y a deux ans, avait suscité des craintes dans la région de Cognac car Louis Royer, en dépit de sa taille relativement modeste (soixante-trois salariés, 100 millions de chiffre d'affaires), est spécialisé dans la vente en gros de cognac prêt à être embouteillé et vendu sous d'autres marques. Suntory, deux cent cinquante fois plus gros, était d'adleurs l'un des premiers clients de la société française.

#### **BOURSE DE PARIS**

Semaine du 20 au 24 mars

### Face de carême

EBUT de printemps calme rue Vivienne où les quatre séauces out été, dans l'enseutrève pascale de quatre jours, la Bourse étant fer-mée traditionnellement le vendredi saint, la pruattrayant. Tout d'abord, le terme de mars, clos mardi, s'achève sur un solde négatif (- 0,66 %) suelles perdantes depuis le début de l'amée. Quant à l'indice CAC, au terme de cette semaine, il se déprécie de 1.1 % en s'inscrivant à 441,1. Même si, de l'avis général, le marché a plutôt bien résisté et s'est repris après la forte secousse du vendredi 17 mars, due à la publication de l'indice des prix de gros américains de février, les intervenants restent sur leur réserve, ayant été échandés par les réactions brutales à la moindre annonce.

Ce fut une nouvelle fois le cas mardi avec le chiffre des prix de détail aux Etats-Unis. Meilleur que prévu, il entraîna un renversement de la tendance et tira momentarément les places financières de leur morosité. A Paris, l'indicateur instantané redevemait positif et gagnalt 0.86 %. Toutefois, cette avance s'effrita progressivement au fil des jours, en même temps que le volume d'activité, pour se maintenir à + 0,32 % à la veille de cette longue pause. Les craintes d'une possible stagilation, c'est-à-dire d'une bausse de prix accompagnée d'un ralentissement de la croissance outre-Atlantique, pèsent sur les décisions.

Et pourtant « le marché français repose sur des bases saines », ne cessent de répéter de nombreux analystes financiers en se référant aux excellents résultats des sociétés et, depuis vendredi, à la contraction du déficit commercial ramené de 2,5 milliards de francs en janvier à 500 millions de francs en février. Après ces semaines troublées, ils n'excinent pas, bors circonstances exceptionnelles. une nouvelle hausse des cours. L'indice CAC pourrait alors retrouver son plus haut niveau historique. atteint voici maintenant deux aus, le 26 mars 1987 (460,4), et approché le 3 février.

#### **Nouvelles** introductions

Par ailleurs, le regain d'intérêt pour la Bourse observé depuis plusieurs semaines se confirme avec la poursuite des augmentations de capital et le succès des introductions sur le second marché. La Compagnie générale des eaux collectera ainsi 3 milliards de francs, et Valeo lèvera 800 millions de francs par l'intermédiaire d'OBSA (obligations à bons de souscription d'actions). Sur le second marché, l'introduction d'Idianova, reportée une première fois en raison de l'afflux de demandes, a pris la forme d'une offre publique de vente (OPV) au prix de 138 F. Les ordres out été servis à concurrence de 3,54 %. La demande dépassait les 5 millions de titres pour 183 740 proposés. Engouement analogue pour Delta Protection, où l'admission a été reportée au 29 mars. Elle se fera

sous la forme d'un OPV au prix de 125 F. Sur le marché officiel, la Dal-Ichi Kangyo Bank a été bien accueillie mercredi. Pour son arrivée à Paris, la première banque mondjale a inscrit un cours de 169,50 F.

A côté de ces nouveaux arrivants, quelques valeurs se sont distinguées. A commencer par la SCOA. La firme de négoce international est portée par de multiples rameurs. Après l'évocation récente d'un renforcement éventuel de Bolloré, vite démenti, le groupe anglais Lourho est présenté comme l'acheteur potentiel.

La semaine aura aussi été marquée par la reprise des cotations d'Anssédat-Rey après Paccord des pouvoirs publics à l'OPA d'International Paper. Lundi, à la surprise générale, près de 48 % du capital du groupe papetier changeaient de mains en quelques heures au prix de 675 F, celui même décidé pour l'offre d'achat. Du jamais vu dans l'histoire boursière... Le conseil des Bourses de valeurs, en accord avec la COB, décidait de suspendre les cours « afin qu'une information rérifiée soit mise à la disposition du public ».

Jendi, un communiqué révélait que l'acquéreur principal n'était autre que l'initiateur même de Poffre, l'américain International Paper. Il aurait ainsi acheté 1,5 million de titres handi, soit 46,09 % du capital. Mais ancune explication n'était fournie sur les motifs de cet achat subit. Pourquoi être allé si vite alors que POPA avait été agréée? Pour contrer une éventuelle contre-offensive ? Quoi qu'il en soit, les cotations reprendront dès le

28 mars. Un autre accord s'est également matérialisé, permettant à Intertechnique de céder sa filiale informatique IN2 à Siemens. Le groupe affemand reprend donc 51,70 % da capital et se portera acquéreur, des le 3 avril, de tous les titres présentés à la vente au prix de 315 francs, dans le cadre d'une procédure de maintien des cours. Enfin, jeudi, les cotations de Pechelbrosm et de

sa filiale PFA (Préservatrice foncière assurances) ont été suspendues dans la perspective, pour le groupe Worms, de constituer un pôle d'assurance en reprenant Athèna. Les parités d'échange retemaes pour cette absorption sout d'une action Pechelbroum pour deux titres PFA apportés à l'offre. Nul donte que les initiateurs de l'offre, dans la rédaction de leur note d'information, tirerout les lecons des emuis de Duménil-Leblé et de CERUS avec la COB. Car la Commission, après deux mois d'études, a finalement accordé son visa à l'offre publique d'échange lancée par CERUS sur Duménil-Leblé en l'assortissant d'importantes réserves. Elle va même jusqu'à rappeler aux détenteurs de titres qu'ils peuvent révoquer leurs ordres : « Nous ne sommes pas là pour juger du bien-fondé d'une opération, mais pour vérifier que l'information donnée soit objectivement suffisante pour l'actionnaire », rappellent les gendarmes de la

DOMINIQUE GALLOIS.

#### Dumenil-Leblé se défend d'avoir lésé La Mondiale

La banque Dumenil-Leblé, assignée devant le tribunal de commerce de Paris par la compagnie d'assurances La Mondiale pour préjudice subi à l'occasion d'opérations de gestion sur la SICAV France Finances Opportunités (FFO), à savoir l'achat et la revente, à perte, d'actions de la Société générale de Belgique (SGB) en 1987, se déclare « surprise ». Dans un communiqué. elle assure : « La vente de titres SGB détenus par la SICAV FFO a représenté, dans le contexte de l'aprèskrach, un acte relevant d'un souci de bonne gestion.

» D'une part, le dégagement de ses actionnaires à hauteur de 40% de ses actifs a conduit la SICAV FFO à vendre une part importante de son porteseuille pour saire sace aux demandes de rachat aud lui étalent présentées. D'autre part, le jugement porté sur les perspectives des sociétés de porteseulle par le comité de gestion de cette SICAV.

réuni le 17 novembre 1987, auquel La Mondiale était représentée, a conduit à une décision de cession du titre SGB ».

Si Dumenil a acheté les titres cédés, « cette acquisition a été motivée par le souci de Dumenil-Leblé de remplir les obligations résultant de son rôle de garant de l'augmentation de capital de la SGB. d'autant que Dumenil-Lebié était à l'époque le premier actionnaire ».

» La décision de CERUS de lancer une OPA sur la SGB, annoncée le 18 janvier 1988, n'a été prise par les responsables de CERUS que dans le courant de la première auinzaine de janvier 1988. Dumenil-Leblé n'en a été informé qu'à cette date ». Selon le communiqué, enfin. « ce litige n'est pas, en tout état de cause, susceptible d'affecter de facon substantielle les résultats ou la situation financière de la

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)								
	20 mars	21 mars	22 mars	23 mars	24 mars			
RM	2 312 639	1 694 866	1 433 317	-	cios			
	6 522 207 149 190	5 479 177 127 101	8 106 294 317 606	_	clos			
Total	8 984 036	7 301 144	9 857 217	-	clos			
INDICE	S QUOTID	IENS (INSI	EE base 100,	31 décembr	re 1988)			
Françaises. Étrangères.	103,7	104,7 106,9	· 104,7 107,5	=	=			
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1988)								
Tendance .		103,1		103,5	clos			
	(ba	se 100, 31 d	écembre 198	31)				
Indice gén.	•		442,4		clos			
(base 1000, 31 décembre 1987)								
indice CAC 40.	1 603,37	1 622,87	1 621,85	1 624,73	cios			
	OMIF (	base 100, 3	1 décembre	1981)				
indice OMF 50.	451.92	458,19	458,42	459,64	clos			

## Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valcens	Haume %	Valeurs	Bainse %		
S.C.O.A		Locafrance	- 52		
CCMC	+10	Crédit national .	- 4.6		
ives Lille		Salomou S.A	- 43		
AT		Occident (Gle)	- 3,9		
Docks de Fr		G.T.M. Entrep.	- 3,4		
C.R.T		Electro finant	- 3,3		
Raffin distrib	+ 5	CR Lyon	- 3,2		
farine Wendel	+ 4,8	Finextel	- 31		
ealnes-Regr	+ 4.7	Paris Récac	- 3.1		
lachette	+ 44	Bic	- 3		
ichet Banche .	+ 43	Damart S.A	- 29		
ligos	+ 42	Duncail Lebis .	- 29		
ales Lazenac .		Iggt Méricus	- 29		
nterbail		Plact. S. Dass	+ 25		

#### **VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT** TRAITÉES AU RM (\*)

Val. on **cap.** (F)

Aussedat Rev . 1 548 796 1 045 551 900 339 414 752 815 498 550 080 250 080 647 Auxil Entrep. . 272 668 Eurotomael ... 2730745 244 009 112 Lafarge-Copp. Eaux Gle des . 144 766 216 464 29 134 137 215 289 919 198 648 514 195 895 366 190 465 617 279 393 306 503 253 673 177 005 418

(*) Du 17 su 23 mars inclus.						
MARCHÉ LIBRE DE L'OR						
	Cours 17-3-88	Cours 23-3-89				
Or fin (idio as herre) — Salio an lingot)	75 500 75 500	80 800 80 800				
Pièce trançaire (20 fr.) .  © Pièce françaire (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.)	457 388 482	482 389 479				
Pièce latine (20 fr.)	454 458	465 481				
Souverain Eksbeth it © Demi-souverain	677 579 448	566 689 461				
Pièce de 20 dollers	2 720 1 395	2 760 1 390				
- 5 dollars	2 970 593	870 3 015 589				
- 10 fforios	471 323	476 323				

S Ces pièces d'or ne sont conées qu' nisace habdomadaire supplémentaire.

• Stabilité des réserves de change de la France en février. --Les réserves de change de la France s'élevaient à la fin du mois de février à 359,3 milliards de francs en très légère diminution (71 millions de francs) sur le mois de janvier. Par rapport à fin février 1988, les réserves ont diminué de 32,8 milliards de francs.

#### **BOURSES** ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK** Pessinisme

Wall Street, qui avait chancelé, vendredi 17 mars, sous le coup de la forte hausse des prix de gros, a tente sans grande conviction de reprendre le dessus dans le courant de la semaine, avant de L'indice Dow-Jones des valeurs industriciles est tombé jeudi sous la barre des 2 250 points pour terminer cette semaine, écourtée par le congé du vendredi saint, en retrait de 49.10 par rapport au vendredi précédent. Le baromètre de la Bourse clôturait ces quatre séances à 2 243,04 contre 2 292,14. De nouvelles statistiques américaines pour février, qui auraient du calmer les inquiétudes sur une relance de l'inflation et sur une hausse des taux d'intérêt. ont au contraire troublé. Certains redoutent que la Réserve fédérale (FED). dans ses efforts pour combattre la hausse des prix, ne remonte les taux et ne pousse l'économie dans la voie de la

TÉCESSION.		
	Cours 17 mars	Cours 23 man
Alcoz ATT Boeing Chase Man. Bask Da Pont de Nessours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear	58 1/4 31 5/8 65 1/2 34 5/8 101 1/8 45 1/4 44 7/8 48 1/2 45 83 45 3/4	57 3/4 31 3/5 65 34 5/5 100 44 3/4 44 1/2 48 3/5 43 7/5 45 1/4
IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Texaco UAL Corp. (cz-Allegis) Union Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	199 3/8 51 7/8 56 1/8 37 1/8 53 1/4 39 1/8 53 1/8 59 7/8	169 1/2 51 1/8 55 7/8 55 7/8 52 7/8 113 1/4 29 1/2 30 1/2 59

#### LONDRES Baisse irrégulière

Deuxième semaine consécutive de baisse à l'International Stock Exchange. où l'indice Footsie a clôturé en repli de 16.1 points par rapport an vendredi précédent à 2057. L'annouce mardi d'une hausse des prix de détail aux Etats-Unis légèrement inférieure aux prévisions et celle, jeudi, d'une augmentation de 0,7% des prix britanniques en février ont rassuré les investisseurs, qui craignaient un relèvement des taux. Mais le marché a été seconé per différentes nouvelles comme l'interdiction, par la commission des monopoles, de l'OPA lancée en octobre par l'australien Elders sur Scottish and Newcatle et par la chute du titre Consolidated Goldfields, suite à un arrêt d'une cour américaine bloquant POPA lancée par Minorco.

Indices du 23 mars : 100 valeurs (Footsie): 2 057 (contre 2 073,1): 30 valeurs: 1 698,4 (contre 1 705,5); fonds d'Etat, 88,10 (contre 88,29) et mines d'or 193,8 (contre 193).

	Cours 17 mars	Cours 23 mars
eccham	567	580 481
P	473 292	289 1/2
harter	499 297	489 295
ree Gold (*)	14 3/8 8 7/16	14 15/16 8 3/8
Hazo	8 7/16 13 1/32 15 51/64	12 13/16 15 1/2
CI	11 11/16	11 13/16 653
hell	390	384 1/2
Juliever	549 188 1/2	526 190
Var Loan	39 25/32	39 25/32

### (\*) En dollars.

FRANCFORT Désappointé

La peur d'une reprise de l'inflation et d'une hausse des taux a hanté de nouveau la Bourse de Francfort. En recul de 2% en moyenne par rapport à la semaine précédente, les valeurs n'ont retrouvé leur caime qu'à l'approche da week-end.

Indices du 23 mars : Dax 1 306,77 (contre 1 322,69), Commerzbank

1 632,5 (contre 1 660,2).					
	Cours 17 mars	Cours 23 mar			
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	212 286,70 295,20 244,50 510,80 296,60 427 229 534,40 345	210,56 286 296,86 240,56 504,86 299,46 420 226 533,56 341			

#### TOKYO Vif repli

Le Kabuto-Cho a conque une vive baisse dans un marché calme dominé là aussi par les craintes inflationnistes, à quelques jours de la ciôture de l'amée fiscale (le 31 mars) et du règlement mensuel de mars, hundi. Le titre le plus affecté a encore été

NTT, qui a clôturé à son plus bas niveau jamais atteint. Indices du 24 mars : Nikkel, 31 568.52 (contre 32021,01); Topix,

2 373 (contre 2 419,59). Cours 17 mars | 24 mars Akaï ..... Bridgestone ..... Canon Fuji Bank Honda Motors 1870 Matsushita Electric

Mitsubishi Heavy ...

Sony Corp.
Toyota Motors

2 450

1 060

6 698



المكذا من الأصل

The second

Company to the

مارية المارية

d'autres nouvelles ont agi en sens

inverse, que ce soit l'annonce d'une

hausse des prix de détail pour

février plus modérée que prévu

(0.4 % an lieu de 0.6 %) ou celle

d'un recul des commandes de biens

durables pour ce même mois de

février (3,6 %), une autre de 2,7 %

Paradoxalement et d'une manière

surréaliste, un ralentissement de

l'inflation outre-Atlantique affaiblit

le dollar, puisqu'il affaiblit en même

temps les chances d'un relèvement

des taux d'intérêt. Mais tous les opé-

rateurs lucides savent que le princi-

pal facteur de baisse pour une mon-

naie est le gonflement de l'inflation,

du système monétaire enropeen.

déià excellente la semaine dernière à

l'annonce d'une levée quasi totale du

contrôle des changes dans notre

pays, s'est encore améliorée à la

veille du week-end après l'annonce

d'un déficit commercial ramené à

500 millions de francs en février.

Certes, une hirondelle ne fait pas le

printemps, et la réduction de ce défi-

cit est due à des phénomènes proba-

blement non répétitifs, mais la

France apparaît désormais comme

un pays sage avec une inflation

réduite. Tout cela a permis au franc

de se raffermir vis-à-vis du mark

qui, retombé la semaine dernière de

3,40 F à 3,39 F, a glissé vers 3,38 F.

Notre monnaie est donc dans sa

meilleure forme depuis juin 1988, le

cours du mark à cette époque s'éta-

blissant à moins de 3,37 F.

La tenne du franc français au sein

véritable cancer des devises.

ayant été anticipée.

## Crédits, changes, grands marchés

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

## Un modèle d'ingénierie financière

L'actualité sur les marchés financiers internationaux est aux titres subordonnés perpétuels, ou, comme on les qualifie plus prudemment de façon officielle, « à durée indéterminée » (TSDI). De nombreuses entreprises françaises s'intéressent de très près à cette solution, et la transaction dont le groupe PSA (Peugeot) vient de révéler le contour apparaît à bien des égards comme un modèle d'ingénierie financière.

Il s'agit d'une opération à caractère tout a fait privé portant sur un montant équivalent à 1,7 milliard de francs environ, dans laquelle un seul investisseur intervient : le Crédit national. Bien que perpétuels, les titres ont pour le prêteur une durée précise. Cela correspond à pue pratique habituelle pour ce geure de transaction) qui consiste pour le débiteur à s'exonérer, au-delà d'une certaine échéance, du versement des intérêts, en contrepartie d'un règlement forfaitaire à l'émission. En ce aui concerne la transaction de Pengoot, l'échéance se situera à la fin du mois de février 1997.

Ce type de transaction est éminemment compliqué. Aussi n'est-il pas surprenant que seul un faible nombre d'eurobanques soient à même d'en assurer le montage. Dans le cas qui nous intéresse, l'affaire se double d'une opération qui permet à Peugeot d'éteindre une dette contractée antérieurement auprès du Crédit national, ce même organisme qui vient de souscrire les nouveaux titres perpétuels. Le groupe automobile de Sochaux emploie à ce sujet l'expression américaine de « legal defeasance ». Le mot « legal », dans ce contexte, signifie que le préteur a donné son consentement à l'extinction de la dette. A cette fin, une société tierce a été constituée en France; la dette en question lui a été transférée, et la société nouvelle a été dotée des moyens d'en assurer le service et le remboursement. C'est à ce niveau qu'interviennent les TSDI décrits cidessus car leur profil est calculé de façon à répondre aux engagements liés à la dette initiale.

Pour le débiteur, en l'occurrence PSA, l'opération présente des avantages certains. Non senlement elle mi permet d'annuler un prêt, mais encore, dans la mesure où les titres subordonnés sont considérés comme des fonds propres, elle a un impact sensible sur son bilan, améliorant ses ratios. Il est probable que s'y ajoute un avantage fiscal; on le soupçonne on tout cas, comme on le fait à l'occasion de toute émission de titres perpétuels subordonnés, depuis le lancement, l'été dernier, de ceux de Rhône-Poulenc (voir le Monde daté 17-18 juillet 1988).

Pour le Crédit national, le prêteur, l'avantage est tout aussi évi-dent car le rendement que lui procurent les nouveaux TSDI est indubitablement supérieur à ce que pouvait lui rapporter le prêt originel. Le caractère subordonné des TSDI impose une rémunération élevée.

Dévoilée dans ses grandes lignes par le groupe PSA, qui demoure dans l'ensemble fort discret, l'opération est de celles qui retiennent tout

particulièrement l'attention. C'est à notre connaissance la première fois, tout an moins en France, que la technique de la defeasance est associée à l'émission de titres perpétuels subordonnés. La solution pourrait intéresser d'autres entreprises industrielles ou commerciales, et l'impact qu'il faut en attendre sur le bilan est de nature à éveiller l'intérêt des actionnaires. L'ensemble de la transaction PSA a été arrangé par la banque J. P. Morgan.

Quant aux établissements bancaires, l'attrait d'émettre des TSDI apparaît plus nuancé. Ce qui est en cause, c'est la possibilité d'accroître de cette façon les fonds propres. Si les banques ponvaient par ce biais obtenir des fonds directement assimilables aux fonds propres sous leur forme la plus pure, capital et réserves, il faudrait s'attendre à voir le marché des capitaux rapidement inondé de transactions de ce genre. Les experts chargés de régler cette question sur le plan mondial, dans le cadre de la Banque des règlements internationaux, à Bâle, n'ont apparemment pas donné leur feu vert à une telle assimilation.

#### Un euro-emprunt indexé sur le seul Pibor

Sur le marché des euroobligations offertes publiquement, une opération à caractère novateur vient de voir le jour. C'est un emprunt de 400 millions de francs français, à taux variable, de huit ans, émis pour le compte d'un débiteur de qualité, la société Nersa, centrale nucléaire européenne à neutrons rapides, dont le capital est détenu à 51% par Electricité de France. L'intérêt qu'il rapporte est composé de l'ajout d'une marge de 0,10% au taux interpancaire offert à Paris (Pibor). Ancune référence n'est faite au Libor, le point de repère normalement utilisé sur l'euromarché, dont l'initiale est celle de Londres. L'indexation sur le seul Pibor parisien a été rendue possible par la suppression du contrôle des

changes en France. L'opération, placée sous la direction de la Société générale et syndiquée de façon vraiment internationale, a bénéficié d'un très bon accueil de la part des inves-

En unités de comptes européennes, les émissions à coupons d'intérêt très élevés qui laissent an débiteur le choix du remboursement en ECU ou une autre monnaie ne sont plus en vogue. On se prépare dans ce compartiment à l'événement que constituera la première émission de l'Etat français en ECU. Cet emprunt pourrait voir le jour très prochainement et la souscription pourrait être ouverte en avril.

CHRISTOPHE VETTER.

#### **MATIÈRES PREMIÈRES**

### L'étain retrouve la cote

La banoneroute du conseil international de l'étain (TTC) en octobre 1985 et la crise qui suivit ne sont plus que de mauvais souvenirs. Aujourd'hui, l'étain, autrefois métal maudit, se refait une nouvelle image. Sur le marché libre européen, la tonne au comptant s'est traitée à 5 175 livres sterling en fin de semaine contre un cours moyen de l'ordre de 4 000 livres au début de l'année. Si ce prix est encore loin des niveaux atteints avant 1985 (plus de 8 000 livres la tonne), il n'en représente pas moins une performance remarquable quand on sait que les cours de l'étain étaient retombés à 3 500 livres au plus fort de la

L'engouement actuel pour les non-ferreux y est sans doute pour quelque chose, mais cette fermeté est principalement le résultat d'un assainissement du marché obtenu grâce aux efforts de concertation de l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) (1). En deux ans, l'ATPC, qui a convaincu ses membres de contingenter leurs exportations, a réussi à ramener les stocks mondiaux de 73 000 à environ 38 000 tonnes. De mars 1987 à mars 1988, l'Association avait décidé de limiter ses ventes à 96 000 tonnes et n'avait finalement exporté que 85 100 tonnes. L'année suivante, le contingent avait été porté à 101.900 tonnes. Pour la période entamée ce mois-ci, le quota global a été relevé à 106 400 tonnes.

Dans le même temps, deux pays non membres de l'ATPC (la Chine populaire et surtout le Brésil, anjourd'hui devenu le premier producteur mondial) ont dans l'ensemble respecté leur promesse de ne pas

PRODUITS	COURS DU 23-83
Cuivre k. g. (Lonius)	1 768 (- 4)
Trois mois	Livres/tonne
Alaminium (Lorius)	1 942 ( 78)
Trais mais	Livres/tonne
Nickel (Lonins)	16 950 (- 750)
Trois mois	Dollars/tome
Sucre (Pais)	1 943 (- 127) Francs/tonno
Cast (Lanks)	1 084 (- 66)
Mai	Livres/tourse
Cacao (Nes-York)	1 458 (+ 98)
Mai	Dollars/tonne
1886 (Chicago)	426 (- 14)
Maj	Cents/boisseau
Main (Chicago)	279 (- 3)
Mai	Cents/boisseau
Soje (Chicago)	245,8 (+ 2,2)
Mei	Dollars/t, courte
Le chiffre entre p	granthèses indique la

noyer le marché. Pour la période annuelle en cours, leur part de marché a été respectivement fixée à 10 000 et 31 500 tonnes.

Le London Metal Exchange (LME), la première Bourse mondiale des métaux non ferreux, qui avait suspendu les transactions sur l'étain au lendemain de la faillite de l'ITC, songe d'ailleurs maintenant à reprendre ses cotations, qui pourraient intervenir dès le 1<sup>st</sup> juin pro-

#### Un succès menacé

Il est vrai que les responsables du LME viennent d'être blanchis par la justice britamique à l'issue d'un procès qui leur était intenté par la firme américaine Shearson Lehman pour leur attitude lors de la crise d'octobre 1985. Du fait de la fermeture du marché, nombre de transactions n'avaient pu être dénouées, ce qui avait entraîné des pertes importantes pour les intervenants. Mais les juges britanniques ont estimé que la suspension des cotations était la scule décision à prendre au moment

de la débâcie. A peine sorti de l'ornière, l'étain est à nouveau menacé, victime de son succès. En effet, la fermeté des cours et le manque de métal disponible commencent à aiguiser certains appétits de devises fortes et pour-

raient sonner le glas de la solidarité des membres de l'ATPC. Un responsable malaisien remarquait ainsi récemment que la limitation des exportations était devenue « superflue ». Certains observateurs estiment, en outre, que les stocks mondiaux pourraient avoir été

Le fait est que le dynamisme de la demande des consommateurs industriels s'est soldé par une forte contraction des réserves européennes qui ne représentent actuellement que 2 500 tonnes, soit le plus bas niveau enregistré depuis dix ans. Toutefois, les sites miniers ne manquent pas. La Malaisie, deuxième producteur mondial, possède, par exemple, une myriade de petites unités d'extraction (essentiellement dans les carrières à gravier). Actuellement, deux cent vingt et une mines de ce type sont opérationnelles, mais il y a encore trois ans il y en existait plus de mille.

Dans ce contexte, la réunion des pays membres de l'ATPC, le 10 avril prochain à Knala-Lumpur, revêt une importance toute particulière. La question de la hausse des cours et des moyens de la gérer sera, bien entendu, au centre des débats. Reste à savoir si la raison l'emportera sur l'appât du gain.

ROBERT RÉGUER.

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisio, Nigéria, Thatlande et Zaire.

#### MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 23 mars 1989 Nombre de contrate : 52 904 catimés.

COLETO	<b>ÉCHÉANCES</b>						
COURS	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89			
Premier	-	-	-	-			
+ haut	105,90	104,98	104,82				
+ bas	105,58	104,72	104,70	-			
Dernier	105,78	104,78	104,72	-			
Compensation	105,70	104,78	104,72	104,38			

#### Masse monétaire

#### Croissance moins vive que prévu en 1988

La Banque de France, qui avait fixé une fourchette de croissance de 4 % à 6 % pour la masse monétaire française, a finalement annoncé que l'agrégat M2 (billets, dépôts à vue et sur livret) avait augmenté, l'an dernier, de 3,8 % senlement, contre 4% en 1987. De même, l'agrégat M3 (M2 plus les bons de caisse et les certificats de dépôt négociables) a progressé à un rythme plus lent que l'année précédente (6,8 % contre 9,1 %). Cependant, l'agrégat

« crédit intérieur total », qui comptabilise l'ensemble des crédits aux entreprises et aux particuliers, a progressé au cours des onze premiers mois de l'année de 11,6 %, contre 10,7 % en 1987.

Pour l'année en cours, la fourchette d'augmentation de M2 a été maintenue à 4%-6%, et les autorités monétaires ont affirmé leur volonté de surveiller étroitement la croissance des agrégats larges.

#### **DEVISES ET OR**

### Glissement du franc suisse

Touristes français qui aimez les éjours en Suisse, réjouissez-vous : les cours de la devise de ce pays ont accéléré leur glissement cette semaine, retombant à Paris à moins de 3,90 francs, pour la première fois depuis décembre 1986. Ce glissement, tout relatif certes, mais assez remarquable malgré tout, s'est effectué essentiellement vis-à-vis du mark, coté 87 centimes à Zurich, en hansse de 2 % depuis quinze jours et de 4 % depuis le début de l'année, s'écartant nettement de sa marge de fluctuation depuis cinq ans, entre 80 et 85 centimes.

Un véritable événement dans une semaine moins agitée et, surtout, moins active que la précédente, à l'approche du long week-end pascal.

L'érosion du franc suisse, on l'a vu, n'est pas tout à fait récente, provoquée par une série de facteurs dont le moindre n'est pas le gonflement d'une inflation longtemps maintenue à 1 % ou 2 % par an mais qui, de 1,4 % en 1987, est passée à 1,9 % en 1988 et pourrait atteindre 3 % en 1989, avec un rythme amnel porté même à 4,8 % depuis le 1st novembre dernier.

Comme les taux d'intérêt helvétiques restent relativement bas, 4 % pour le taux d'escompte et 6 % pour celui des avances sur titres, le rendement réci des placements en francs suisses est maintenant plus faible que celui des placements en marks, en florins et en francs français. En outre, la croissance de la masse monétaire a été forte dans la patrie de Guillanme Tell 11.4 %.

Certes, l'industrie helvétique est en excellente santé, avec un chômage inexistant (20 000 personnes), mais les autorités monétaires de ce pays peuvent craindre une perte de compétitivité à l'exportation des entreprises suisses, notamment vis-àvis de l'Allemagne, principal client. Comme ces autorités ne sont pas disposées à durcir leur politique du crédit pour lutter contre une inflation

désormais plus forte, ainsi que l'a confirmé cette semaine M. Hans Meyer, le vice-président de la Banque nationale suisse, on en déduit, à juste titre, qu'elles laisseront volontairement glisser la monnaie nationale de 10 % au total entre le début de 1989 et le début de 1993, avec un mark montant à 90 centimes.

A Zurich, un tel phénomène peut évidemment préoccuper les milieux financiers, mais, en revanche, il réjouira les milieux industriels. Quant aux touristes, nous l'avons déjà dit, ils s'en réjouiront aussi, sauf si les prix intérieurs montent trop sur les bords du lac des quatre cantons ou dans l'Engadine. Mais les Français se rappelleront peut-être qu'en janvier 1988 le franc suisse a valu jusqu'à 4,18 F. Il n'est pas désagréable de voir le change se montrer plus favorable, surtout vis-à-vis d'un pays traditionnellement réputé pour sa momaie forte.

En Europe, un mini-orage a un peu seconé le système monétaire de la CRE en milieu de semaine, avec une couronne danoise au plancher et des rumeurs de dévaluation proche auxquelles les opérateurs sérieux n'ajoutent pas foi, du moins dans l'immédiat, pas plus qu'à celles portant sur la lire italienne.

#### La France, un pays sage

Quant au dollar, il a commencé la semaine par une hausse sensible. prolongeant celle du vendredi précédent, qu'avait provoquée l'annonce d'une hausse de 1 % des prix de gros américains en février. Une telle ausmentation, susceptible d'inciter les autorités monétaires américaines à élever encore les taux d'intérêt, ne pouvait que doper le billet vert, dont l'ascension fut, toutefois, stoppée nette par les banques centrales au niveau de 1.88 deutschemark. Mais

#### **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 MARS**

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Line	\$EUL	Franc Trançais	franc suisse	D. merk	Franc beige	Florin	Lire Italianne
	1,7268	-	15,8353	61,8374	53,6193	2,5688	47.5398	0,0729
Hour-York	1,7149	-	15,7580	61,9195	53,3333	2,5484	47,2813	0,0727
P	18,8987	6,3150	-	390,47	338,68	16,1715	304,21	4,6861
Paris	14,8778	6,3468	-	392,94	338,45	16,1723	388,05	4,6186
Zurich	2,7915	1,6173	25,6165	-	84,7185	41416	76,8861	1,1796
	2,7681	1,6150	25,4491	-	86,1333	4,1157	76,3593	1,1754
	3,2150	1,8650	29,5329	115,32	_	4,7759	88,6618	1,3603
Franciert	3,2138	1,8750	29,5462	116,10	-	4,7783	<b>88,6525</b>	1,3646
	67,4003	39,85	6,1837	24,1452	209,38	-	18,5643	2,8483
Brunoles	61,2514	39,24	6,1834	24,2972	209,28		18,5532	2,8559
	3,6366	2,1035	33,36%	134,96	112,79	5,3867	-	1,5343
Ameterdem	3,6251	2,1150	33,3289	138,96	112,80	5,3906	-	1,5393
	2366,35	1371	217,16	847,71	735,12	35,1688	651,77	-
Min	2355,84	1374	216,51	850,77	732,80	35,0153	649,65	-
	225,59	130,70	286,96	80.8137	76,0894	3,3470	62,1365	0,0953
Tokyo	225,56	131,60	207,37	81,4860	79,1867	3,3537	62,2222	0,8958

A Paris, 100 vens étaient cotés, le vendredi 24 mars, 4,8317 F contre 4,8222 F le vendredi 17 mars.

### FRANÇOIS RENARD. SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT AUX TAUX PIVOTS 23 mars -0,75 -1,00 -1,25 -1,50 -1,75

Système moneture ечторест

### MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Redoux

Les semaines se suivent et ne se ressemblent pas, avec de bonnes et de mauvaises surprises qui mettent à l'épreuve les nerfs des opérateurs. De soulagement en rechute, d'accalmie en mini-tempête, les cours s'agitent furieusement sur des marchés nerveux soumis à tous les aléas de la spéculation.

Ainsi, il y a quelques jours, après le soulagement procuré par le nonrelèvement de ses taux directeurs par l'Allemagne, l'annonce d'une forte baisse du taux de chômage aux Etats-Unis accroissait les chances d'un relèvement des taux d'intérêt américains et provoquait une belle rechute sur le MATIF, où les cours de l'échéance juin passaient de 104,50 à 103,80 en quelques

La semaine suivante, nouveau réchauffement de l'atmosphère. grâce aux déclarations rassurantes du président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui jugealt improbables d'autres augmentations des taux fédéraux pour contenir l'inflation. Du coup, l'échéance juin sur le MATIF vit son cours dépasser 105 pour retomber lourdement à 103,80 vendredi 17 mars en début d'aprèsmidi à l'annonce de l'augmentation de 1% des prix de gros américains en février, avec la perspective d'un durcissement de la politique des autorités monétaires outre-Atlantique.

Cette semaine, la température s'est montrée plus clémente avec une remontée lente et coutinne des cours sur le MATIF favorisée par une hausse des prix de détail américains moins élevée que prévu et une diminution des commandes de biens durables. Ce même MATIF bénéfi-

cia d'un petit coup d'accélérateur vendredi 24 mars dans l'après-midi lorsque fut connue la diminution du déficit commercial français en février, ramené à 500 millions de francs. Aussitôt le cours de l'échéance juin sur le MATIF se retrouva à 105,24 en fin de journée avec un demi-point de hausse.

Les esprits chagrins font remarquer que tous ces signaux sont contradictoires et que l'importance de la hausse des prix de gros américains en février représente de «l'inflation mise en conserve» pour les mois à venir, sans onblier l'ascension continue et inquiétante des prix du pétrole, qui pourrait coûter un point d'inflation supplémentaire pour les Américains. C'est pourquoi la prudence règne sur les marchés où checun attend la prochaine nouvelle avec espoir ou inquiétude.

Les dirigeants de la Réserve fédérale américaine (Fed) ne contribuent guère à éclairer les esprits. Le président, M. Greenspan, estimant que le tour de vis donné à l'économie américaine par la Fed ces derniers mois « n'a pu que faire encore faiblement sentir ses effets » et assure que les mesures restrictives prises à ce jour out probablement permis. tout au moins à long terme, de maintenir les taux nettement plus bas qu'ils ne l'auraient été autrement. De ces propos sibyllins, on peut tirer toutes les conclusions que l'on veut selon son humeur et ses options per-

Sur le marché obligataire de Paris, ces secousses et ces agitations apportent leur lot de perturbations

et ne facilitent guère la tâche des réseaux de placement, qui en sont réduits à profiter des embellies sans pouvoir toujours s'abriter des orages. Ainsi, le vendredi 10 mars. la BNP, chef de file de l'emprunt de 1.2 milliard de francs de la Banque européenne d'investissements, émis à 9,18% d'intérêt réel, a failli de justesse constituer une aussi redoutable « coile » que celui dirigé par le Crédit lyonnais à l'automne précédent, véritable glu « historique ». Lancé le mardi 7 mars, avec toutefois des conditions beaucoup moins « tirées » que celles de l'émission précédente (la leçon avait servi et la BNP avait rectifié le tir), il fut casé presque totalement avant le coup de chien du vendredi 10 dans l'aprèsmidi, provoqué on l'a vu par la diminution du chômage américain et qui l'envoya au tapis sur le marché gris. du moins pour «qu'il en restait.

La semaine sous-revue en revanche a été très calme, surtout à l'approche des fêtes de Pâques. La seule émission notable a été un emprunt de 1 milliard de francs du Crédit national totalement « fermé », c'est-à-dire réservé à un groupe réduit de souscripteurs sans placement public. Il est vrai que le marché français est un peu à la diète en ce moment.

Ajoutous que ce marché est regardé de plus en plus favorablement par les investisseurs étrangers. Ces derniers le considérent comme le plus prometteur grâce à ses rendements réels très élevés (plus de 6 %) au cas où la tendance mondiale à la hausse des taux se renverserait, ce qui tout de même n'apparaît guère probable dans l'immédiat.

<u>ÉTRANGER</u>							
	3	Etats-Unis : accord l'aide à la Contra.	sur				
	4	Manœuvres diplomatic au Proche-Orient.	ques				

12

6 Le maire de Rome est accusé de malversations.

en Italie.

8-9 La **DATES** 2 La naissance du fascisme

POLITIQUE

mandarin au pied du mur. – Lvon : le sacre de M. Michel Noir. désignation

SOCIÉTÉ

11 L'enquête sur l'enlèvement de M. Vanden Boeynants: un avocat bruxellois inculpé. - L'augmentation des baptêmes d'adultes.

CULTURE

12 Les Journées du prêt-àporter automne-hiver 1989-1990. Les costumes historiques ÉCONOMIE

merce extérieur en février. week-end s. russes au musée 16 La création de la Société Jacquemart-André.

SERVICES 15 Le redressement du com-

Abonnements ..... Météorologie ..... 14 Mots croisés ..........14 Spectacles

TÉLÉMATIQUE

 Réservez vos séjours à la montagne . . . . . . . . . SEJOUR • Elections municipales : le résultats complets, les réactions, les commentaires de la rédaction du Monde ... ELEC

Chaque matin la mini-journal

de la rédaction .....JOUR o L'actualité 24 houres sur 24 3615 tapez LM

Après l'avertissement des autorités américaines

#### La plupart des aéroports européens en état d'alerte

De nombreux aéroports européens étaient en état d'alerte vendredi 24 et samedi 25 mars, après la mise en garde de l'administration fédérale américaine de l'aviation (FAA) sur la possibilité d'un détournement d'avion américain en Europe occidentale an cours du week-end pascal (le Monde du 25 mars).

Les mesures de sécurité ont été renforcées dans tous les aéroports de RFA, dans ceux de Bruxelles et de Rome-Fiumicino, où tous les détenteurs de passeports susceptibles d'être utilisés par les terroristes ceux de Bahrein, du Pakistan, du Yémen du Nord - font l'objet d'un contrôle très strict.

Dans les aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et d'Orly, les avions des compagnies aériennes américains sont fouillés minutieusement dès leur arrivée et avant leur départ, de même que les bagages en correspondance.

En Grande-Bretagne, le renforcement des mesures de sécurité a provoqué de longues files d'attente dans les aéroports londoniens de Heathrow et de Gatwick, où l'on attend plusieurs centaines de milliers de voyageurs ce week-end. Des policiers en armes patrouillent dans les terminaux, et les poubelles sont régulièrement vérifiées. Selon le Daily Mail, des policiers américains du FBI et des agents de la CIA armés sont mélés aux passagers de nombreux vols transatlantiques.

Néarmoins, Antenne 2 a diffusé vendredi des images montrant trois jeunes gens qui ont pu, malgré le renforcement des mesures de sécurité, s'introduire sur les pistes de l'aéroport d'Heathrow puis se filmer réciproquement dans le cockpit d'un

Par ailleurs, la direction d'IBM conseillé à ses employés d'éviter. jusqu'à la fin avril, de voyager i bord d'avions de compagnies aériennes américaines sur les vols partant d'Europe ou du Proche-

Enfin, à Moscou, M. Mikhati Gorbatchev s'est prononcé vendredi en faveur d'une participation active de l'URSS à la lutte internationale contre le terrorisme, a indiqué l'agence Tass. « La lutte contre le terrorisme international reste l'un des principaux problèmes de notre époque (...), l'Union soviétique est prête à prendre une part active dans ce type de coopération internationale », a déclaré le numéro un soviétique lors d'une cérémonie au cours de laquelle il a remis des médailles : plusieurs responsables qui avaient contribué an dénouement d'une prise d'otages en Géorgie, au mois de décembre dernier. - (AFP, Reu-

#### Les relations entre la Chine et la CEE

### Pékin « ne tolérera pas la moindre ingérence » au Tibet

PÉKIN de notre correspondant

En réaction à la prise de position du Parlement européen sur la crise du Tibet, la Chine a fait savoir publiquement, le samedi 25 mars. qu'elle - ne tolérera pas, sous quelque prétexte que ce soit, la moindre nouvelle ingérence de la part de gouvernements ou d'organisations étrangères dans les affaires tibétaines, qui sont purement des affaires intérieures chinoises ... L'agence officielle Chine nouvelle a rapporté que cette répartie avait été formulée, à une date non précisée, par un responsable du département des affaires d'Europe occidentale du ministère chinois des affaires étrangères, au cours d'une rencontre avec le chef de la délégation des Communautés européennes à Pékin, M. Pierre Duchateau, et l'ambassadeur d'Espagne, M. Eugenio Bergolat, en sa qualité de représentant de la présidence actuelle de la CEE.

Le numéro du « Monde » daté 25 mars 1989 a été tiré à 521 631 exemplaires

#### Chintz de toute beauté? Ou?

Où TROUVER du chintz et du sa-tin imprimé à 39,50F le mêtre Enéaire en 140 traité anti-salissures? Je crois que c'est impossible. Normalement c'est : 150 F ? Oui, mais chez Artirec Tissus, qui a bénéficié d'un lot non épuisé pour une chaîne d'hôtels, on le vend à 39,50F qualité «siège» parfait aussi pour murs et rideaux. Incrovable mais vrai. Tant qu'il y a du stock à l'entreprôt secret du 8 impasse St-Sébastien 11°, tál.: 43.55.66.50. Agréé Frac.

AJACCI
MARKI
BORDE
BORDE
BORRG
CAEN.

ST-EITEN ST-EITEN STRASBO

(Dog

Ne pas se tromper : anivant par le bd R. Lenoir, à la hauteur du 57 pren-dre la Rue St-Sébastien puis 1<sup>er</sup> à gauche (r. Alp. Baudin) puis 1<sup>er</sup> à gauche Impasse St-Sébastien. Artirec Tissus est au 8. Park, grat. cour. 5% lecteurs Le Monde.

Cette rencontre était la deuxième entre les deux diplomates et le responsable non identifié. La première rencontre - vraisemblablement à 'initiative de la « troika » curo pécenne : Espagne, France, Grèce avait été l'occasion pour ce diplomate chinois, toujours selon Chine nouvelle, d'exprimer son « énergique indignation - et sou - profond regret » devant le vote du Parlement de Strasbourg condamnant la répression des manifestations antichinoises de Lhassa. Le responsable du ministère chinois avait alors « exigé, dans les termes les plus fermes, que le Parlement européen mette fin immédiatement à toute ingérence » dans cette affaire, « de manière à assurer un développement sain et régulier des relations bilatérales - - une façon de menacer implicitement la Communauté

de représailles économiques. Cette réponse aux démarches européennes était, à en croire diverses sources de la CEE, destinée, à l'origine, à ne pas être rendue publique. Le sait que Chine nouvelle se fasse l'écho de son ton ulcéré témoigne d'une escalade verbale spectaculaire en quelques jours.

FRANCIS DERON.

 Le groupe Liaisons lance Recrutement et Carrières. - Le groupe Liaisons (510 salariés, 35 publications, 540 millions de francs prévus en 1989), a lancé vendredi 17 mars le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire, Recrutement et Carrières, destiné aux directeurs des ressources humaines et plus généralement aux cadres des entreprises (fonctions sociales, juridiques administratives, fiscales, etc.) Cette nouvelle publication, dont la redaction en chef a été confiée à Michel Field, sera proposée dans un premier temps sous forme d'abonnements complémentaires aux trentecinq mille clients du quotidien *Liei*sons sociales. Cependant, M. Raymond Soubie, directeur général du groupe, espère élargir ensuita ce cercle pour atteindre 65 000 abonnés fin 1989 et 90 000

#### VOUS ETES ATTIRE PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE! DEVENEZ Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2008 analyses graphologiques par an. Yous pouvez suivre une formation par correspondence tres individuelle. Informations gratuites à MSI, LM Ecole Suisse de Graphologie, Beau-Site 65, CH-260! Perv Berne- Suisse

un an plus tard.

Alors que les syndicalistes corses arrivent à Paris

française du radiotéléphone.

- Revue des valeurs.

17 Crédits, changes

grands marchés.

### • M. Charasse juge les revendications insulaires injustifiées • M. de Rocca Serra « adjure » le chef de l'Etat d'intervenir

direction générale de la fonction publique et

au ministère des affaires sociales.

Vingt-deux représentants des syndicats sont

Une « discussion collective » entre les pouvoirs publics et les syndicats (CGT, FO. CFDT, FEN, CGC, CFTC) animant la grève dans les deux départements corses devait s'ouvrir, samedi 25 mars à Paris, à la

« Discussion collective », pour la CGT. « début d'une négociation ». pour la FEN, la rencontre de samedi avec, notamment, M. Dominique Le Vert, directeur général de la fonction publique, devait permettre d'envisager l'octroi d'une prime compensatrice de transport fondée sur un forfait ou sur les frais réels que doivent assumer les fonctionnaires pour se déplacer entre la Corse et le continent. Selon les services de la préfecture de la Corsedu-Sud, le montant de cette prime

pourrait se situer entre 300 F et 400 F. La négociation devrait se poursuivre, ensuite, avec le « conciliateur » nommé par le gouvernement le 22 mars, M. Michel Prada. Samedi après-midi, les syndicats des travailleurs socianx et de la santé devaient être reçus, pour leur part, par la direction de la Sécurité sociale au ministère de la santé. De son côté, le Syndicat des travailleurs corses (STC), proche des nationalistes. devait être reçu séparément aux ministères de la fonction publique et de la santé. Le STC rejette la formule d'une prime d'insularité, qu'il juge « coloniale ».

#### Un PIB par habitant égal à celui de l'Auvergne

Selon les statistiques de 1986, on compte, en Corse, 12 000 fonctionnnaires de l'Etat, dont un peu plus de 4 600 dans l'enseignement et près de 3 000 dans les PTT.

Dans un entretien publié samedi par le Figuro, M. Michel Charasse. ministre délégué au budget, déclare injustifiées les revendications des Corses. « Le budget de l'Etat, indique M. Charasse, donne à la Corse 753 millions de francs pour alléger leurs, le budget de l'Etat subit, chaque année, un manque à gagner de l'ordre de 550 à 600 millions de francs du fait des allégements fiscaux particuliers à la Corse. » Pour le ministre délégué au budget, « s'il y a un problème, c'est que tout cet argent distribué par l'Etat ne va pas dans les bonnes poches ».

M. Charasse ajoute : « Je ne sais pas encore où il va, mais je sais que

> MM. Chirac et Fabius se prononcent pour l'interdiction de la propagande Trêve pascale entre le groupe « révisionniste »

L'Union des étudiants juifs de france (UEJF) et l'association Les enfants de la mémoire ont organisé, le jeudi 23 mars, à l'Assemblée nationale un colloque consacré an problème de la transmission du souvenir du génocide des juiss pendam la Seconde guerre mondiale, alors que la génération qui a vécu ces événements s'approche du soir de sa

Placé sous le patronage de M. François Mitterrand, ce colloque, parrainé notamment par MM. Laurent Fabius, Alain Pober Jacques Chaban-Delmas et le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, a été ouvert par une réception l'Hôtel de Ville de Paris, au cours de laquelle M. Jacques Chirac s'est prononcé pour des mesures législatives permettant de poursuivre et de condamner la littérature dite - révisionniste», qui nie la réalité du génocide.

Mª Simone Veil a souligné, elle aussi, la nécessité de préserver la mémoire de la Shoa de l'oubli et des tentatives de falsification. Pour M. Jean Pierre-Bloch, dont l'intervention, jeudi, a suscité une vive émotion parmi les jeunes participants au colloque, il faut étendre les dispositions de la loi de 1972 contre le racisme, de telle sorte que « les faussaires puissent être poursuivis et mis au ban de l'opinion publique .. Le président de l'Assemblée nationale, qui a clos les débats, s'est prononcé dans le même sens. M. Fabius a indiqué que les députés socialistes avaient déposé une proposition de loi à cette fin.

ceux qui l'empochent sont en Corse et pas ailleurs. » Il souligne que la Corse, avec un produit intérieur brut par habitant de 72 000 francs. devance le Languedoc-Roussillon et le Limousin et égale l'Auvergne, le Poitou-Charentes et la Bretagne, ce qui fait qu'elle est loin d'être la

région la plus déshéritée de France. En termes de revenu, précise-t-il. la Corse est dans le dernier tiers des départements français, mais se situe en tête de cette catégorie. M. Charasse espère que les discussions prévues vont permettre de « sortir de cette espèce de malentendu qui

arrivés dans la capitale samedi matin pour mener ces discussions, après que le blocus conduit d'ailleurs les Corses à considérer qu'ils sont les plus malheureux et les plus maltraités de France (...). alors que rien n'est vraiment démontré par les chiffres officiels dont on dispose actuellement ». Prié de dire s'il considère les

Les syndicalistes, au départ

total de l'île avait été levé la veille et que les syndicalistes, an terme de laborieuses tractations dans les préfectures de Bastia et d'Ajaccio, avaient obtenu l'assurance d'être reçus collectivement à Paris.

revendications des Corses « injustifiées », M. Charasse répond : « En l'état actuel de mes informations,

d'Ajaccio samedi matin, ont jugé les déclarations de M. Charasse « pro-Le président de l'Assemblée de

Corse, M. Jean-Paul de Rocca Serra

(RPR), a lance, pour sa part, vendredi, un appel aux plus hautes

autorités de l'Etat, les « adjurant » de prendre « l'exacte mesure du malaise corse ». Dans une lettre adressée au président de la République, M. de Rocca Serra écrit que, faute de - mesures immédiates appropriées .. « la situation actuelle, déjà fort dangereuse, ne pourrait encore qu'empirer ». Un attentat avait fait, dans la mit du 23 au 24 mars, quelques dégâts dans la villa du président de la chambre de commerce d'Ajaccio, M. Edouard Cuttoli. Cet attentat n'a pas été

ulopie e

### La crainte de la division

**AJACCIO** 

de notre envoyée spéciale

lis partent comme en campagne. A trente-quatre, pas moins, issus des syndicats CGT, FO. CFDT, FEN, CGC, CFTC, SNUI (impôts). Comme ils ne joueront pas sur leur terrain, ils ont demendé des garanties quant à la logistique et ils les ont obtenues : les vingt-deux délégués qui négocieront au ministère de la fonction publique disposeront d'une salle avec téléphone. Ils pourront rester en contect avec les douze collègues du personnel des organismes socieux qui rencontreront un haut fonctionnaire du ministère de la santé. Et surtout, les liens ne seront pas coupés avec la

La grève est partie de promassas non tanuas. Las postiers CGT et FO de Bastia et les employés des caisses d'alfocations familiales et d'assurance maladie ont démarré les premiers, le 20 février. Les postiers avaient déjà cessé le travail pendant plusieurs semaines à la fin de l'année demière, pour obtenir une compensation à la vie chère. Le préfet Thoraval s'était engagé à ce que le problème soit examiné par un

le boycottage

de «France-Soir»

boycottage de France-Soir. Cette

opération avait été lancée après la

distribution gratuite, le jeudi, dans

une trentaine d'agglomérations des

Yvelines et des Hauts-de-Seine, de

trois cent mille exemplaires de

France-Soir Ouest, Edition nourrie

de publicités locales (*le Monde* du

diffuseurs de presse, la direction du

journal a accepté de les indemniser

La direction de France-Soir s'est

aussi engagée à ne pas étendre l'opé-

ration France-Soir Ouest à d'autres

communes, et elle a abandonné son

projet de mettre des exemplaires du

titre à disposition des clients des

petits commerces de proximité

(boulangeries, bistrots, etc.). Enfin,

elle a accepté de discuter de sa poli-

tique commerciale - tant celle du

Figaro que celle de France-Soir -

La coordination des diffuseurs

s'est cependant réservé la possibilité

de reprendre le boycottage si ces

engagements n'étaient pas respectés

ou si la distribution gratuite dans les

communes de la région parisienne

entraînait une baisse significative des ventes. Elle a rappelé son désac-cord total avec le principe de la dis-

tribution gratuite de journaux.

L'Union nationale des diffuseurs de

presse (UNSPDE), qui regroupe un

millier de kiosquiers et de maisons

de la presse, a indiqué qu'elle allait

saisir le conseil supérieur des NMPP

afin qu'il mette un terme à cette

situation, . incompatible . avec la

déontologie qui régit la diffusion de

ia presse en France.

avec le réseau des diffuseurs.

du préjudice financier subi.

mars). Selon la coordination des

comité interministériel, le 17 février. Ils n'ont rien vu venir.

Les organismes sociaux, de leur côté, avaient voté en conseil d'administration, dans le cadre des lois Auroux, l'octroi d'une prime de 860 francs au personnel. Ils attendaient un agrément du ministère à ce sujet, et là non plus rien n'est venu. Trois semaines plus tard, le mouvement avait fait tache d'huile, jusqu'au blocus presque total qui a paralysé l'ile pendant six jours. Autopunition dont les effets, aux devantures des magasins, ne sont pas encore totalement dissipés. Les fonctionnaires qui réclamaient une prime de mise à parité avec le continent veulent bien entendre parler maintenant d'une indemnité de compensation du handicap de transports.

### Quelle

Cinq semaines après le début du conflit, on en vient donc aux choses sérieuses : le montant de l'indemnité, Comme la veille, les préfets de Haute-Corse et de Corse-du-Sud ont recu leur intersyndicale de grévistes. De bonne guerre, un nouveau préelable a

été posé : qu'un interlocuteur soit désigné pour s'occuper du conflit des personnels des organismes sociaux, distinct de celui des autres fonctionnaires. Après interruption de séance, le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, a rendu le verdict de Matignon. Un haut fonctionnaire du cabinet de M. Claude Evin entendra les personnels. Entendre, non, négocier, oui. Les délégués ont rendu sa copie au préfet. Il a fallu plus d'une heure pour venir à bout de cette querelle-là. Les syndicats ont finalement accepté le seul terme de « rencontre ».

Leur hantise est évidemment qu'on les divise. Au gouvernement, qui souhaitait que le directeur de la fonction publique. Dominique Le Vert, les reçoive séparément, les syndicats ont répondu que la ficelle était un peu séance d'installation collective. puis des rencontres bilatérales facultatives et une séance de clôture générale. < C'est l'ONU », a dit un militant. La tactique de la division iusqu'à présent n'a pas payé. Il reste à voir si les syndicats seront aussi indivisibles à Paris qu'à domicile. >

CORINE LESNES.

#### Une trêve avant les négociations Les danseurs de l'Opéra en grève Les diffuseurs suspendent

Conflit autour du projet de loi sur l'enseignement de la danse Soucieux de voir leur mouvement Hersant et les kiosquiers. Ceux-ci de grève « mieux compris du ont décidé vendredi 24 mars de public » (les représentations de la suspendre provisoirement » le

Belle au bois dormant du jeudi 23 et du vendredi 24 mars ont été annulées après le gala du 17), les danseurs de l'Opéra ont tenu vendredi une conférence de presse. En soulignant que leur préoccupation actuelle n'a rien à voir avec les problèmes généraux de l'Opéra et qu'ils ne sont pas « isolés » mais solidaires des danseurs de la RTLM (Réunion des théâtres lyriques municipaux) un mouvement de grève a com-mencé aux Ballets du Rhin, à Bordeaux et à Rouen.

On sait que les danseurs s'élèvent (le Monde des 10, 21 et 25 mars) contre le projet de loi instituant un diplôme obligatoire pour l'enseignement de la danse dans le secteur privé. « Si nous considérons comme normal qu'un contrôle soit exercé sur les personnes qui prétendent enseigner la danse sans l'avoir pratiquée, nous estimons, en tant que professionnels, avoir la compétence nécessaire pour transmettre notre art. » La dernière proposition qui

leur a été faite par le ministère de la culture est d'être soumis à une épreuve pédagogique.

Les danseurs de l'Opéra appartiennent dans leur majorité au SNAM (Syndicat national des artistes musiciens, comportant une section danse), lié à la CGT. Tenant une conférence de presse

le même jour, en sin d'après-midi, Michel Schneider, directeur de la musique et de la danse, a réaffirmé la position du ministère de la culture. Le dialogue, a-t-il dit, n'a jamais été rompu ; à l'exception du SNAM - dont le revirement est tardif, - tous les partenaires concernés soutiennent ce projet de loi.

Regrettant que le mouvement bloque la Belle au bois dormant, - la production chorégraphique la plus chère de France . il a précisé que les dispositifs d'application de la loi n'étaient pas arrêtes et que les danseurs de l'Opéra étaient invités à en définir avec lui les modalités parti-

SYLVIE DE NUSSAC.

LA COLLECTION S'AGRANDIT 1986

Pour revivre les principaux événements en France et à l'étranger

EN VENTE EN LIBRAIRIE

